

les ateliers

maîtrise d'œuvre urbaine

Bangui, de l'urbanité des Kodoros à la dynamique du grand territoire

Réinventer Bangui et ses différents quartiers comme un bien commun à développer en s'appuyant sur les modes de vie propres à la ville africaine, à ses centres d'intérêt et en valorisant son grand paysage.



Atelier international de maîtrise d'œuvre urbaine de Bangui du 29 juin au 10 juillet 2018



les ateliers
maîtrise d'œuvre urbaine

les ateliers

maîtrise d'œuvre urbaine

Document de contexte: Bangui, de l'urbanité des Kodoros à la dynamique du grand territoire. Réinventer Bangui et ses différents quartiers comme un bien commun à développer en s'appuyant sur les modes de vie propres à la ville africaine, à ses centres d'intérêt et en valorisant son grand paysage.

Les Ateliers sont une Association à but non lucratif créée en 1982 à l'initiative des urbanistes de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise. Les Ateliers sont un réseau international de professionnels, d'universitaires et de décideurs en matière d'aménagement urbain. Centrée sur la pratique de la maîtrise d'œuvre urbaine, l'association organise des ateliers envisagés comme un lieu de conception et de créativité collective. En France ou dans d'autres pays, ces ateliers apportent aux maîtres d'ouvrage un regard international et des propositions illustrées sur la stratégie territoriale et les projets d'aménagement urbain. Ils sont aussi, par la confrontation des métiers et des cultures, un lieu de remise en question des apprentissages et d'échange de haut niveau.

Equipe des Ateliers

Les Pilotes

Christophe BAYLE | Architecte-Urbaniste

Vincent BOURJAILLAT | Ingénieur des Ponts et Chaussées, géographe-urbaniste, DG Société Publique Locale Le Bourget- Grand Paris

Lamine Ousmane CASSE | Docteur en Géographie, Ingénieur en Gestion de développement Urbain

L'équipe des Atelier

Pierre-André PERISSOL | Maire de Moulins, Ancien ministre

Christine LEPOITTEVIN | Sociologue, Directrice des ateliers

Veronique VALENZUELA | Géographe, Directrice des projets

Morgan BOURGEOIS | Assistant Gestion

Khadijatou SENE | Assistante Administrative et logistique

Les Assistants Pilotes

Abidjah Peguy SATCHIE | Ingénieur en Gestion Urbaine (EAMAU)

Terric JOUAILLEC | Géographe Urbaniste

Le Comité de Pilotage local

Gabriel Tanguy NGOUAMDOU | Ministère de l'urbanisme, Chargé de Mission Habitat et Logement

Jean BOSCO ABDERAMANE | Mairie de Bangui, Directeur des Grands Travaux de la Mairie de Bangui

Mesmin GUENGUEBE MBARI | Ministère de l'Urbanisme, Chef Service Technique Fonds d'Aménagement et d'Equipement Urbain

Gabriel MINALOUME | Mairie de Bangui, Chef de service Urbanisme

Félix NGANA | Université de Bangui, Maître de conférence département de géographie

Eric FORCE | Ambassade de France, Attaché de coopération

Pauline MATHE | AFD, Chargé de projet en développement urbain

Photo de couverture : De bas en haut, Maison et espace public dans le quartier D'ambassana, Espace central du quartier d'Ambassana

EDITION

LES ATELIERS DE CERGY

IMMEUBLE LE VERGER - RUE DE LA GARE

BP90047 - 95020 CERGY PONTOISE CEDEX

WWW.ATELIERS.ORG | CONTACT@ATELIERS.ORG

JUIN 2018



les ateliers
maîtrise d'œuvre urbaine

Préface

Le présent document est le fruit d'un travail collaboratif qui a commencé en juillet 2017, suite à une mission exploratoire des Ateliers de Cergy à Bangui. Pendant six (06) jours, l'équipe a mené avec les acteurs locaux de la ville capitale des rencontres, des visites de terrain, afin de mieux cerner les enjeux les plus marquants de la ville. De cette mission ont émergé, les prémices de réflexion sur lesquels s'est rédigé le document sujet (janvier 2018) qui constitue le support, l'appel à candidatures, sur lequel vont s'appuyer les postulants pour soumettre leur candidature à participer à l'atelier de Bangui.

Afin de pousser la réflexion un peu plus loin, les Ateliers sont repartis à Bangui, pour une seconde mission de trois (03) mois (20 avril / 10 juillet). Au cours de cette période, s'est tenu le comité de partenaires, le 23 avril 2018, présidé par le président de la délégation spéciale de la ville de Bangui M. Makombo Raymond. C'était l'occasion ce jour, de réunir tous les acteurs qui œuvrent au développement de la ville, afin d'échanger sur les points prégnants qu'effectueront les Ateliers et les douze (12) participants retenus à cet effet.

Pour encore plus mûrir la réflexion, une mission de cinq (05) jours par les Ateliers a été faite à Bangui. Pendant ce séjour, s'est tenu pendant trois (03) jours intense des échanges avec la société civile, sur le regard qu'ils ont de leur ville. En fin de mission, s'est tenue une rencontre avec l'ensemble des cadres des différents ministères pour une mobilisation et une implication aux activités des Ateliers de Cergy.

La rédaction de ce document a été rendu possible, grâce à un travail de terrain, des rencontres avec les acteurs politiques, économiques et sociaux de Bangui, et de synthèse bibliographique à partir de la lecture des ouvrages de référence. Le document contexte présenté ici va constituer une base de travail à partir de laquelle les participants de l'Atelier pourront produire des propositions pour le développement de la ville de Bangui tel que souhaité par la Mairie de Bangui.

Introduction

À l'invitation de la Mairie de Bangui et du Ministère de l'urbanisme de la ville et de l'habitat, les ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine organisent un atelier international d'urbanisme à Bangui réunissant des experts des métiers de la ville (centrafricains et étrangers) pour engager avec la municipalité, les ministères et les acteurs locaux et internationaux, une démarche prospective pour la ville de Bangui. Ces experts en lien avec les acteurs locaux seront appelés à faire des propositions qui fassent émerger localement une vision d'avenir de la ville de Bangui. Dans un contexte de post crise il est important pour la population de Bangui de pouvoir se projeter demain dans une image positive de la ville alors que les conflits successifs ont déstructurés la vie Banguissoise. Cette démarche se distingue des interventions de l'urgence mais ne les ignore pas. Elle vise précisément à identifier les marqueurs importants à actionner pour repenser à grande échelle une ville très contrainte par une géographie enclavée entre l'aéroport, la montagne, le fleuve, afin de prendre le support d'un projet entre les acteurs comme vecteur d'un dialogue collaboratif au sein des quartiers.

Cet atelier se déroulera dans un format spécifique pour des raisons liées au contexte de post crise à Bangui mais aussi du rôle que doit y jouer la société civile. La formule sera un peu différente des ateliers précédents ; ce qui amènera les futurs participants à produire des projets collectifs innovants dans un délai plus court. L'intérêt du choix de rétrécir la durée des ateliers réside dans le souci de ne pas trop réveiller les velléités qui peuvent être des sources de blocage.

La volonté de partir des acteurs locaux, de la société civile, pour co-reconstruire la ville a été la démarche privilégiée dans cet atelier. En effet, au-delà de ce document contexte qui permet de mieux cerner les thématiques développées, des sessions participatives ont été organisées en amont entre les acteurs locaux et la société civile pour faire émerger les premières impressions de la population sur le devenir de leur ville. Les idées qui ont découlées de ces échanges seront éventuellement des points d'ancrage pour les futurs participants. Cette approche a été une demande à la fois des bailleurs et des acteurs locaux qui soutiennent que la population doit être au cœur de ce projet de territoire. Ce document représente le support, sur lequel vont s'appuyer les participants pour mieux cerner la ville et ses réalités et se positionner au contexte local. Il comprend huit (08) chapitres qui ont été développés avec une

approche éco systémique visant à considérer chaque élément dans sa spécificité et sa complémentarité. Chaque chapitre fait un état lieu de manière transversale des problèmes et contraintes que rencontre la ville de Bangui et au-delà. Ce document a une annexe qui retranscrit la mission du regard de la mission société civile. Ces propos sont souvent des récits individuels appuyés par un argumentaire collectif dans le cadre de ces rencontres avec les habitants. Il s'agit, en effet, pour le participant de cerner la vie dans le quartier en identifiant les lieux de vie, de parcours, de frottement, etc.

La méthode des ateliers est de mettre les partenaires autour de la table, afin qu'ils expriment leurs demandes tout au long du travail des ateliers.

Une mise en relation nouvelle de l'individuel et du collectif pour faire la ville Africaine

Les quartiers donnent l'impression d'être fermés sur eux-mêmes, il est difficile d'y pénétrer par manque de voirie tertiaire. Les quartiers populaires traditionnels, qui forment donc l'essentiel de la ville, sont marqués par ce manque d'organisation et la rareté de voies de communication structurantes. L'absence d'un réseau complet de rues ou de pistes a encouragé un développement informel de l'habitat (F. Villien et al, 1990).

Ce cloisonnement entre grands îlots fait système. Il n'appartient pas aux habitants de surmonter ce clivage individuellement et de leur seule initiative. Cette action relève des pouvoirs publics même si les habitants peuvent y contribuer. Identifier les facteurs de cohésion sociale est également un des objectifs du travail des ONG. Mettre en relation cette connaissance et ces apports d'enquête avec des éléments relevant de l'aménagement et de l'urbanisme sera un des enjeux forts du travail qui sera demandé aux participants pendant la session. Par exemple les drains qui divisent les quartiers car les passerelles sont peu nombreuses peuvent aussi devenir des liens avec des aménagements d'accompagnement adaptés aux besoins.

Le remembrement de parcelles peut être l'occasion de créer des points de rencontre grâce à l'organisation d'espaces publics pour reconnecter les centralités entre elles. L'espace public devrait jouer un rôle important dans ce schéma d'articulation. Le défi est de rendre une ville fonctionnelle à travers la mobilité des dessertes à l'intérieur des quartiers mais aussi entre eux

CADRAGE HISTORIQUE, GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF

HISTOIRE

HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DE LA VILLE DE BANGUI



Carte : évolution des différents postes des colons (modifiée)

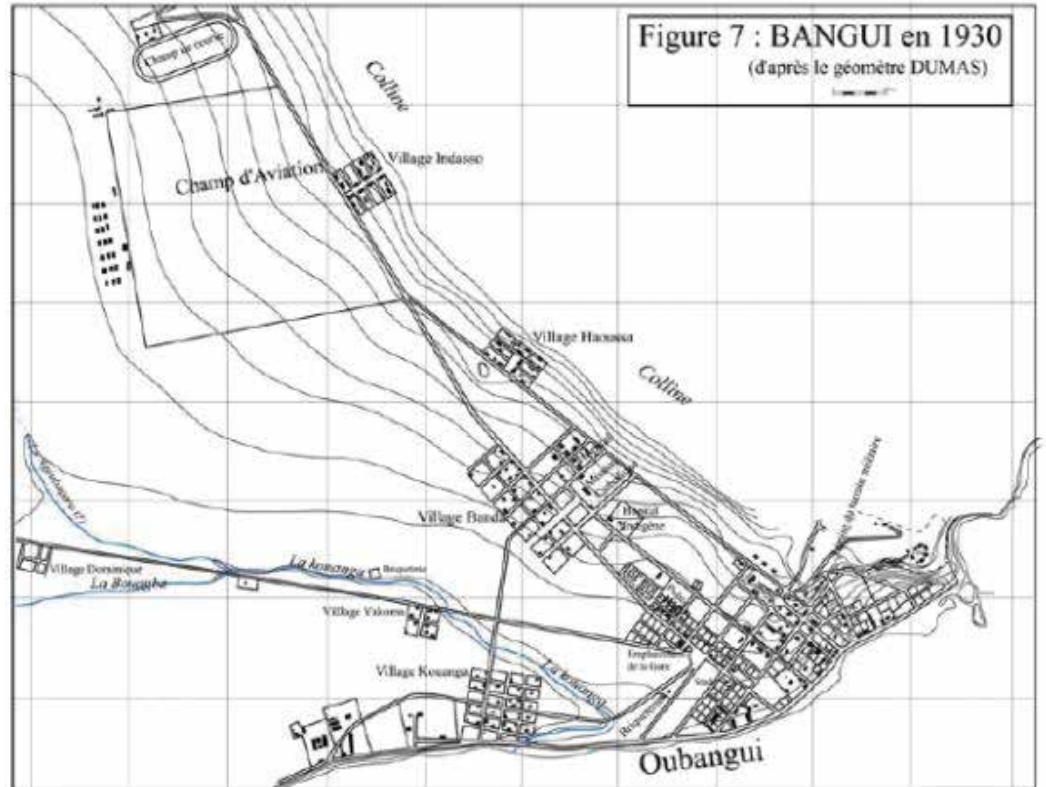
Source : Extrait de NGUIMALET, LE CYCLE ET LA GESTION DE L'EAU A BANGUI (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE), 2004

A l'origine, l'installation du poste français de Bangui a été l'objet de nombreux litiges et de rivalités entre les peuples Lissongo et les Ngbaka de la région de M'Baïki, lesquels ont tenté, mais en vain, d'en prendre le contrôle au détriment des Bonjo-Bouaka, tandis que les Banda N'dré s'étaient rendu maîtres des collines qui dominaient la rive droite de l'Oubangui. C'est dans ce contexte qu'en mai 1889 l'administration coloniale prit la décision de créer un poste permanent dans la région des rapides de Bangui. Plus tard, le développement des comptoirs des villages africains, suivant un schéma mis à distance, se sont regroupés, à des distances notables, autour d'un quartier administratif commercial. Sur ce fond, la ville a continué à se développer progressivement vers l'ouest, le sud-ouest et le nord dans la plaine marécageuse. Ce n'est que le 16 juin 1946, presque 57 ans après la naissance du comptoir des rapides de Bangui, qu'un décret a fixé le premier plan d'urbanisation de la ville. Depuis lors, Bangui a continué à connaître une croissance spatiale et démographique importante.

La croissance de la ville de Bangui, depuis sa création, est discontinuée dans l'espace et dans le temps. L'année 1892 est celle de l'élaboration du premier plan d'aménagement de la ville. Ce plan visait l'installation de la ville sur le flanc de la colline afin d'éviter les inondations récurrentes de l'Oubangui. Bangui depuis jadis a connu plusieurs plans d'urbanisme et cela selon les différentes époques. Le premier point caractéristique du développement urbain de Bangui est le principe colonial de ségrégation socio-spatiale avant l'indépendance et ce principe s'est perpétué après l'indépendance. Il faut souligner qu'avant l'indépendance l'urbanisation était seulement l'apanage du milieu des colons. Le milieu indigène était abandonné à lui-même et s'étendait anarchiquement. Ainsi donc, quatre plans d'urbanisme ont marqué cette période :

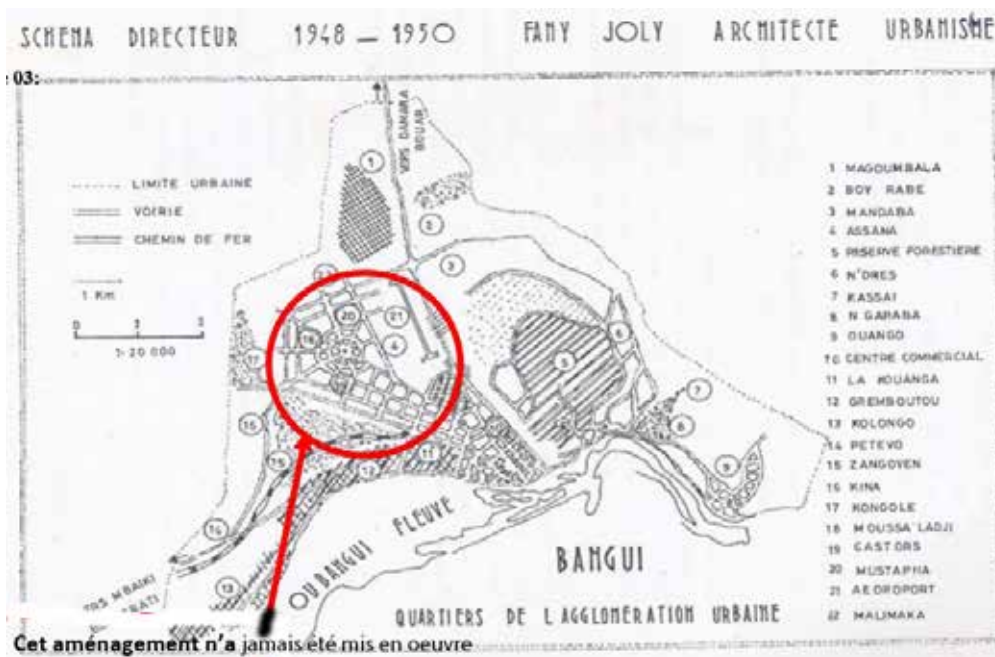
- **Les plans de 1912** : le plan Rousilhe levé en avril-mai 1912 à l'échelle 1/5 000ème ; établi par les hydrologues, très détaillé pour le fleuve que la structure urbaine, côte écueil, bancs de sable courant. Outre les détails du fleuve ou la route longeant le fleuve sera le futur Boulevard De Gaulle et l'autre perpendiculaire au précédent qui monte vers la ville en direction nord. C'est autour de ces axes que fut levé le plan de lotissement de la ville de Bangui avec la présence des différents bâtiments administratifs, résidentiels et commerciaux. A l'est du plan apparaissait la mission Saint Paul. Par ailleurs le plan dressé le 23 décembre 1912 est un lotissement marquant le commencement des travaux d'urbanisme de la ville de Bangui. Il couvrait 55 hectares et comprenait davantage des rues que le précédent : rue de la poste, avenue Emile Gentil et autres réseaux. Ces réseaux s'étaient développés aux pieds de la colline Gbazabangui et le long de l'Oubangui.

-Le **plan de 1930**:présente l'évolution des infrastructures caractéristiques au développement en éventail de la ville nouvelle à partir de la place de la République. Il est linéaire (Dans certaines littératures on l'appelle également plan DUMAS).



Carte : Bangui en 1930 (d'après, DUMAS,)
Source : Extrait de NGUIMALET, LE CYCLE ET LA GESTION DE L'EAU A BANGUI (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE), 2004

- **Le plan Fanny Jolly de 1948** : plan semi-radioconcentrique dont le demi-cercle est l'Oubangui. C'est le véritable plan d'urbanisme devant mettre de l'ordre dans la ville de Bangui en rapprochant les lieux résidentiels des habitants qui travaillent près du centre urbain. Le plan définissait quatre secteurs :



1. Secteur industriel sur la rive droite de l'Oubangui au sud-ouest de la ville

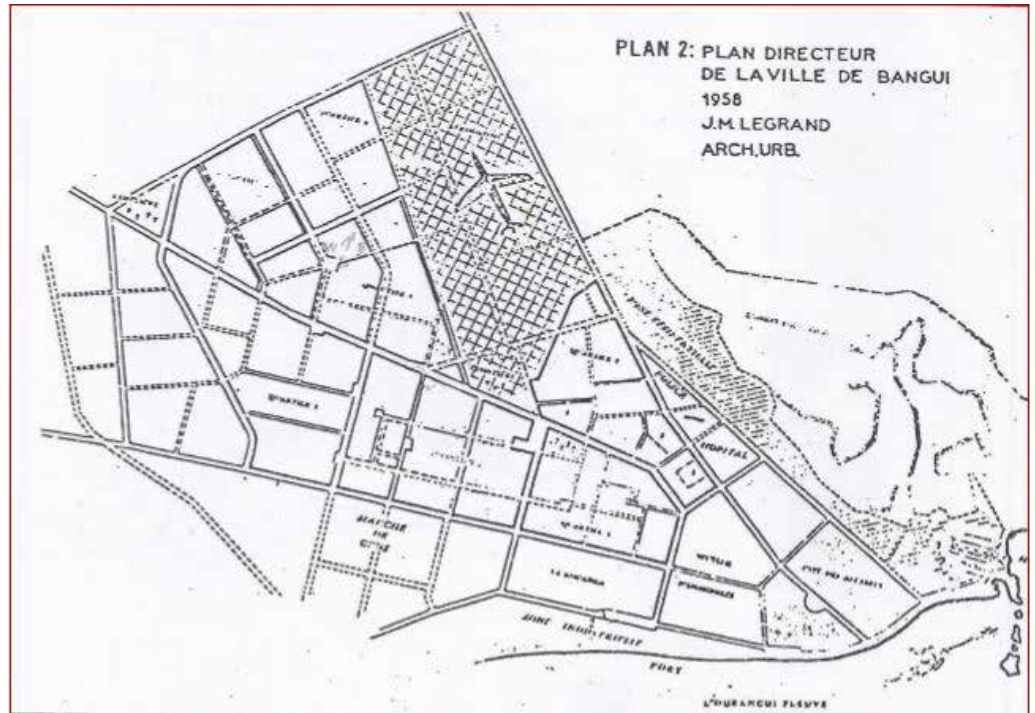
2. Secteur commercial et secteur administratif du centre

3. Secteur résidentiel concentrique à l'ouest du centre-ville

4. Une zone de résidence africaine localisée à 5 ou 8 km de la périphérie Nord.

Carte : schéma directeur 1948-1950 (FANY JOLY, modifiée)
Source : Mesmin GUENGUEBE MBARI, LA DYNAMIQUE DU GRAND BANGUI ET SES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT : QUELLE STRATEGIE D'AMENAGEMENT DES PSEUDO-VILLAGES URBAINS ? 2012

- **Le plan de 1958** : le dernier plan d'urbanisme avant l'indépendance. Il concernait exclusivement les quartiers des européens. L'irrégularité de ce plan est qu'il ne prenait en compte les quartiers des indigènes le long de la rocade qui ceinture la ville de Bangui et pareil pour Ouango et Kassai. C'est un plan qui a accéléré l'émergence des quartiers précaires.



Carte : Plan Directeur d'urbanisme de la ville de Bangui 1958

Source : Extrait de NGUIMALET, LE CYCLE ET LA GESTION DE L'EAU A BANGUI (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE), 2004

Toutefois, les quatre plans d'urbanisme d'avant l'indépendance ont permis un développement harmonieux de la ville de Bangui. C'est également pendant cette période que la Métropole, pour organiser les espaces des colonies, avait mis en place le Fonds d'Investissement Economique et Social(FIES) à travers des logements sociaux afin d'esquisser la croissance urbaine. Mais c'est une période dominée par la ségrégation spatio- raciale et ethnique qui aura des répercussions importantes après l'indépendance.

La période post indépendance est caractérisée par trois plans :

- **Le plan d'urbanisme de 1964**: Selon beaucoup d'auteurs, ce plan était essentiellement destiné à la voirie.

- **Le plan Dépret de 1967** : caractérisé par un essai de zonage de la ville. Un zonage qui concerne globalement : le port de la ville de Bangui, le site de l'ancien aérodrome et la zone industrielle sis au bord du fleuve Oubangui.

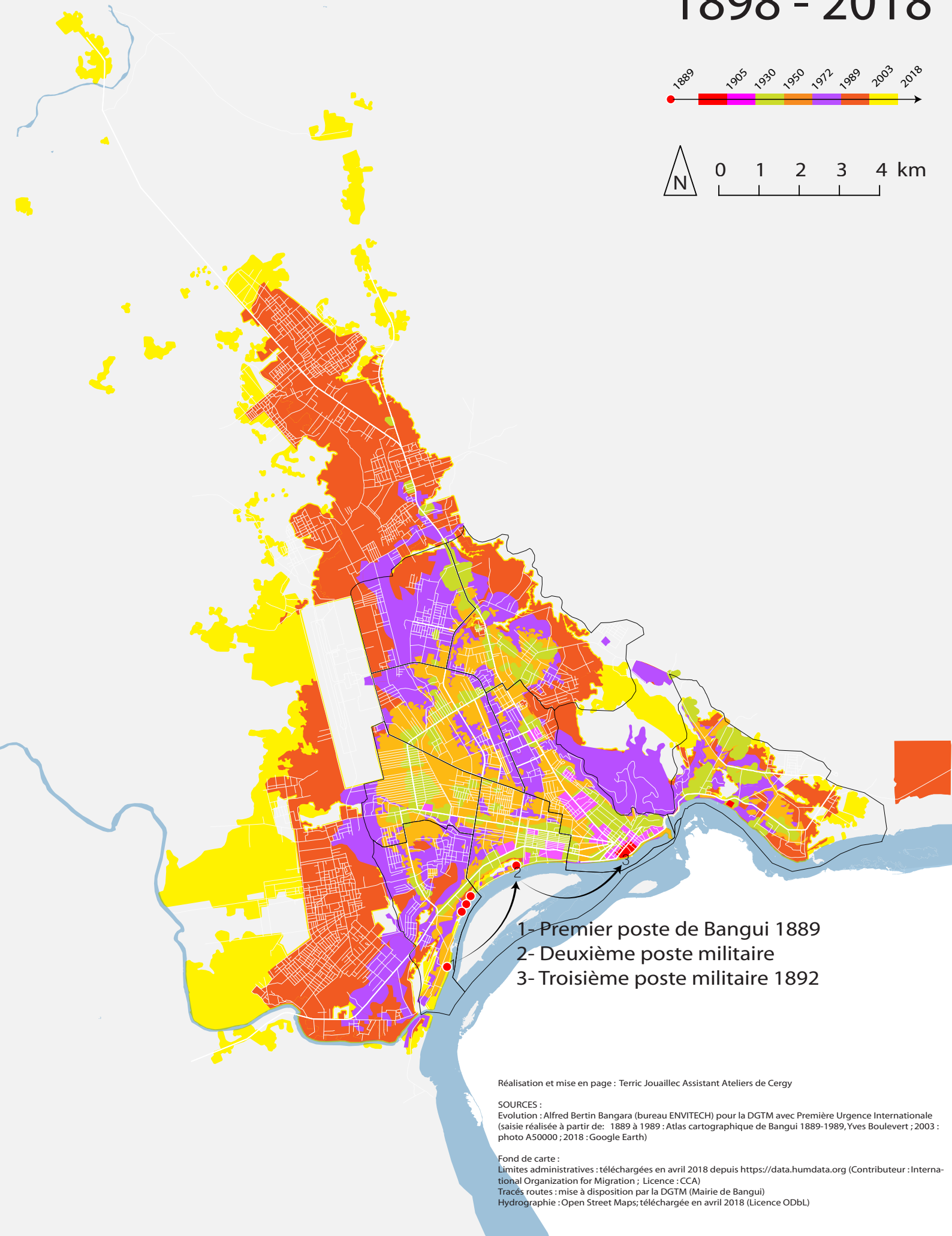
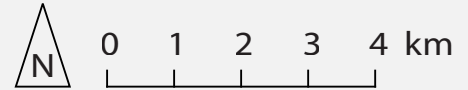
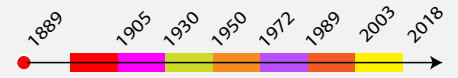
- **Le SDAU de 1972** est élaboré par le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. C'est le document fixant les orientations générales en termes de développement de l'agglomération de Bangui à moyen et long terme. Il vise essentiellement à placer chaque installation, chaque

habitat, chaque activité dans une meilleure situation géographique. Il devrait en principe être un véritable outil de planification et de développement de la ville ; malheureusement, ce dernier n'a pas connu une mise œuvre effective. Par ailleurs il demeure jusqu'à ce jour le seul document de planification malgré sa caducité. Les illustrations suivantes montrent l'évolution spatiale de la ville de Bangui depuis sa création jusqu'en 2012.

Ce phénomène d'évolution de la ville de Bangui s'inscrit dans une problématique plus large d'aménagement du territoire pseudoinsulaire contraint, dans un contexte où les enjeux de l'occupation de l'espace sont importants. La croissance urbaine se révèle donc être une menace si elle n'est pas contrôlée, d'où son évolution doit être suivie dans le temps.

URBANISATION DE BANGUI

1898 - 2018



- 1- Premier poste de Bangui 1889
- 2- Deuxième poste militaire
- 3- Troisième poste militaire 1892

Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Evolution : Alfred Bertin Bangara (bureau ENVITECH) pour la DGTM avec Première Urgence Internationale (saisie réalisée à partir de : 1889 à 1989 : Atlas cartographique de Bangui 1889-1989, Yves Boulevert ; 2003 : photo A50000 ; 2018 : Google Earth)

Fond de carte :

Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)

Hydrographie : Open Street Maps; téléchargée en avril 2018 (Licence ODbL)

SYNTHÈSES HISTORIQUE SUR LA POLITIQUE CENTRAFRICAINE (PÉRIODE POSTCOLONIALE)

La République centrafricaine est proclamée le 1er décembre 1958 mais accède à l'indépendance le 13 août 1960 après l'assassinat du père de l'indépendance Barthélémy Boganda en 1959. Ainsi David Dacko soutenu par la France devient le premier président en 1960 et instaure un régime dictatorial. Il sera déposé en 1965 par le chef d'État-major de l'Armée Centrafricaine Jean-Bedel BOKASSA soutenu par la France.

1. APRÈS L'INDÉPENDANCE

a. le régime bokassa (1965-1979) : empire centrafricaine

Un an après son accession au pouvoir, Boganda s'autoproclame Empereur le 4 décembre 1976 et instaure un régime très répressif dans son pays. Face à cette dérive, il sera renversé en 1979 par la France qui réinstalle David Dacko.

b. Le retour de David Dacko et le régime Kolingba (1981-1993)

Mais en 1981, il sera astreint par le général Kolingba de lui laisser le pouvoir, qui installe un régime militaire. Il sera contraint par les mutins 1993 d'organiser les élections présidentielles qui verront Ange Félix Patassé élu président de la République.

c. L'ère de l'instabilité (1993-aujourd'hui)

- Premier conflit de la Centrafrique : En 1996, face aux mutineries au sein des Forces Armées Centrafricaine (FACA), le président Patassé sollicite l'intervention de l'armée française. S'ouvre ainsi une nouvelle période d'instabilité jusqu'aux accords de Bangui de janvier 1997 permettant à Patassé d'obtenir un second mandat à l'issue des élections de 1999. Malgré l'opposition de la Communauté Internationale, Patassé sera renversé le 15 mars 2003 par François Bozizé qui sera élu président de la République le 8 mai 2005.

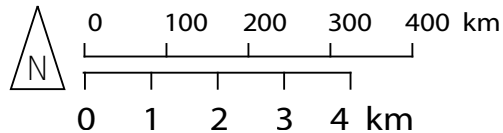
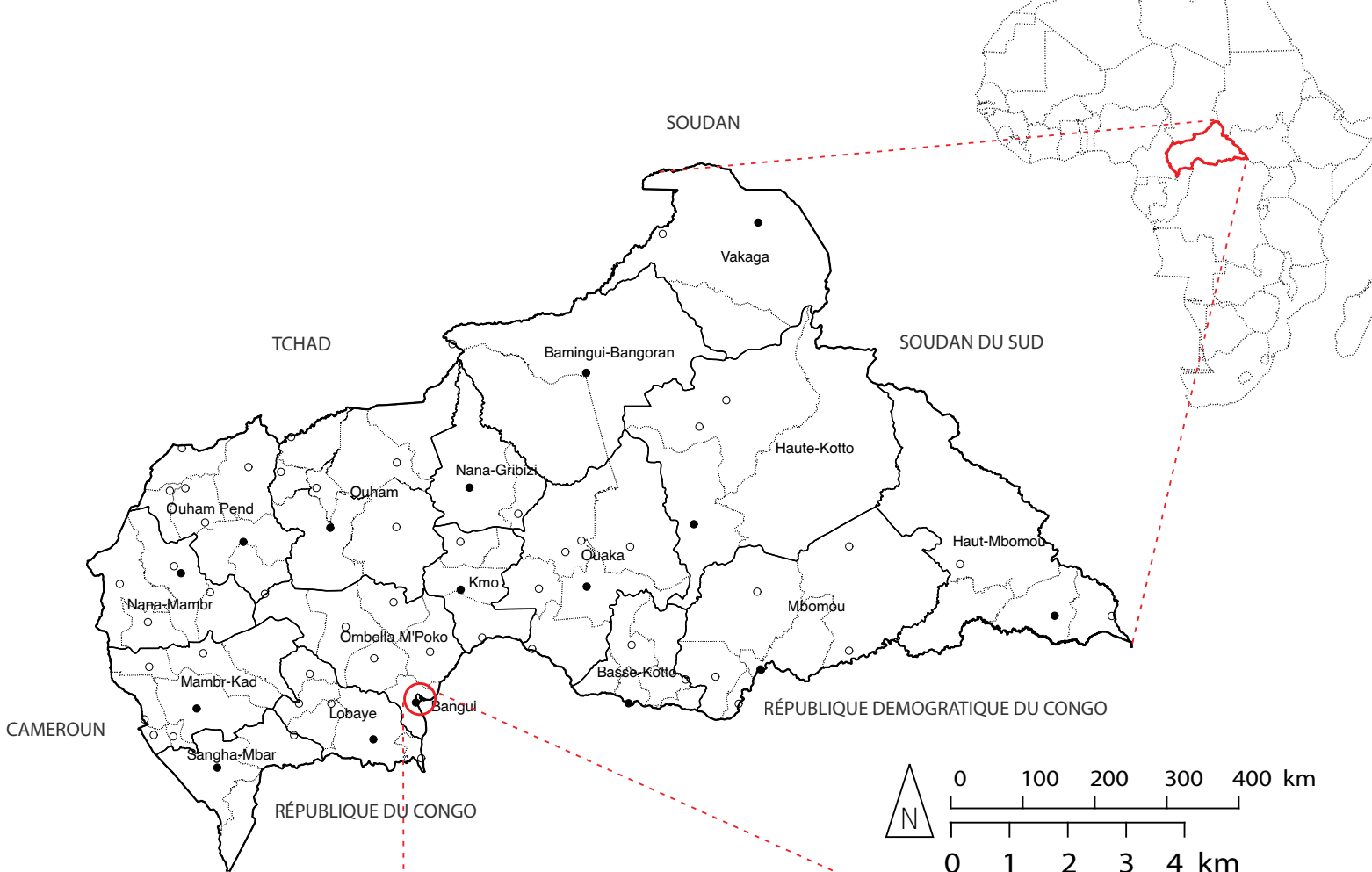
- Le deuxième conflit de la Centrafrique: En 2012, le pays fait face à une insurrection menée par une coalition rebelle appelée Séléka (Alliance en langue Sango). Après la prise de la localité diamantifère de Bria le 18 décembre 2012, elle progresse vers Bangui, Bozizé sera finalement chassé du pouvoir le 24 mars 2013 et Michel Djotodia chef des rebelles s'autoproclame président de la République. La prise de pouvoir de

Djotodia de confession religieuse musulmane crée des remous au sein de la population chrétienne qui s'organise en groupe d'auto-défense appelé Anti Ballaka, c'est le début des affrontements intercommunautaires.

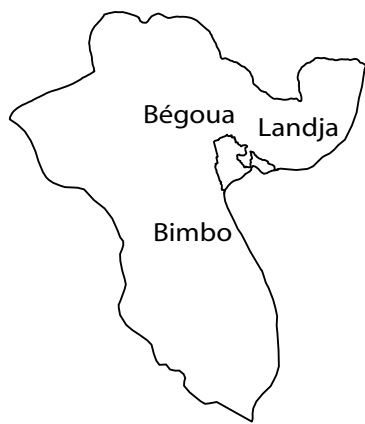
-Le troisième conflit de la Centrafrique (2013-aujourd'hui) : Opération Sangaris Suite à cela avec l'accord de la France, le 23 décembre 2013, la résolution 2127 est votée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies autorisant le « déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) pour une période de 12 mois » ayant pour but de mettre fin à la « faillite totale de l'ordre public, l'absence de l'état de droit et les tensions interconfessionnelles ». La MISCA est autorisée à prendre « toutes les mesures nécessaires ». De ce fait, le 14 janvier 2014, Michel Djotodia annonce sa démission et Catherine Samba Panza est nommée présidente de transition et

SITUATION GEOGRAPHIE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Continent	Afrique
Région	Afrique centrale
Pays limitrophe	Nord : Tchad; Est : Soudan; Sud : République Démocratique du Congo & Congo, Ouest : Cameroun
Superficie	623000 km ²
Habitants	5,1 millions d'habitants (2013)
Croissance démographique	1,8%
Climat	On distingue 3 zones climatiques : - Au Sud : zone semi-équatoriale, chaude et humide (région forestière) - Au Centre : zone tropicale avec des saisons sèches (novembre à mai) - A l'extrême Nord : zone de savane désertique
Capitale politique	Bangui
Principales villes	Bangui : 622.771 habitants (source date) ; erberati : 76.918 habitants ; Bimbo : 124.176 habitants ; Carnot : 45.421habitants
Groupes ethniques	Gbaya, Mandja, Banda, Zandé, Yakoma et Nzakara
Langues	Français (langue officielle), Sango (langue officiel) et certains dialectes : Gbaya, Banda, Gbaka et Sara...
Religions	Catholicisme, Protestantisme, Animisme, Islam...



- Préfecture
- Sous-Préfecture
- Chef-Lieux de Préfecture
- Chef-Lieux de Sous-Préfectures



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

Fond de carte :
 Limites administratives (Continent) : Wikipédia
 Limites administratives (pays, préfecture, ville et quartier) : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)
 Hydrographie : Open Street Maps ; téléchargée en avril 2018 (Licence ODbL)

SITUATION GEOGRAPHIQUE DE BANGUI

Bangui, capitale de la République centrafricaine est située entre 4°21' et 4°26' de latitude Nord et 18°32' de longitude Est. Elle est limitée : (1) au Nord par la Commune de Bégoua située à 10 Km du centre-ville de Bangui ; (2) au Sud par le fleuve Oubangui qui délimite la frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC) ; (3) à l'Ouest, par la Commune urbaine de Bimbo située à 7 Km du centre-ville de Bangui et (4) à l'Est par la commune rurale de Landja.

Cependant, Bimbo et Bégoua sont des agglomérations urbaine contiguë à Bangui et située respectivement à environ 7 km à l'Ouest et à 10 km au Nord du centre-ville de celle-ci. Elle renferme plusieurs hinterlands considérés comme les communes rurales.

RELIEF

Considérée comme une région de plaine au contact des collines, la Région de Bangui se caractérise par deux sous-ensembles de relief :

- D'une part, la chaîne des collines parallèles de direction Nord-Sud qui sont les collines de Daouba-Kassaï et du Bas-Oubangui. Les collines de Kassaï sont plus hautes (environ 600 - 700 m d'altitude) que celles de Bas-Oubangui (environ 595 m d'altitude moyenne). Les deux chaînes sont séparées par le couloir de Ndrès. Cependant, on relève une chaîne de montagne de faible altitude aux environs de la rivière M'Poko.

- D'autre part, il y a la plaine qui s'étend à l'Ouest des collines de Bas-Oubangui avec une altitude moyenne de 350 m aux abords immédiats du fleuve Oubangui et celle de la M'Poko (Mont Carmel). Toutefois, certaines zones intermédiaires entre ces plaines se relèvent légèrement en plateau vers le Nord c'est-à-dire vers les quartiers Fouh et Gobongo et au Sud-ouest Fatima, Cattin et Pelomongoh. La jonction entre la plaine et les collines se fait par un piémont.

CLIMAT ET VEGETATION

Le climat de la région de Bangui (ville de Bangui et de ces villes satellites : Bimbo et Bégoua) est de type guinéen forestier avec l'alternance de deux saisons :

- une saison pluvieuse qui dure Sept (07) mois s'étendant de mi-Avril à mi-novembre ;
- une saison sèche qui dure Cinq (05) mois s'étendant de mi-novembre à Avril.

La température maximale moyenne annuelle est de 32,4°C avec un pic au mois de Février où la température avoisine 45°C. Les écarts entre le minima et les maxima moyens sont modérés (11°C). Signalons que l'amplitude thermique est très considérable durant les mois de Janvier et Février. L'humidité à Bangui est toujours supérieure à 50%, sauf en milieu de journée aux mois de Janvier, Février et Mars.

La moyenne pluviométrique annuelle à Bangui se situe dans l'ordre de 1500 mm/an. Cependant dans la ville de Bimbo dont une partie se trouve dans la zone forestière pure, la moyenne pluviométrique annuelle avoisine 2000 mm/an.

On distingue deux types de végétation dans la Région de Bangui :

- La forêt touffue qui se situe sur la colline de Bas-Oubangui au Sud-Est de Bangui et au Sud-Ouest de Bimbo ;
- La savane boisée au Nord qui est la résultante de l'action anthropique (défrichements, feux de brousse...) humaine sur la nature.

A côté de cette végétation naturelle, s'ajoute une végétation issue de l'aménagement de l'homme. Ce sont des arbres fruitiers tels que les manguiers, les palmiers, les agrumes qu'on rencontre essentiellement dans les fermes à la périphérie de Bangui.

HYDROLOGIE ET SOLS

Du point de vue hydrographique, les villes de Bangui, et Bimbo qui sont en majeure partie couvertes de plaines sont drainées principalement par le fleuve Oubangui et la rivière M'Poko. Mais en amont, ces cours d'eau ont pour principaux affluents au niveau

local :

- collecteur Bouagba qui prend sa source dans le quartier Cité Jean XXIII ;

- collecteur Kouanga qui prend sa source dans le quartier Boy Rabe ;

- collecteur Nguito qui prend sa source dans les chaînes de colline Kassai ;

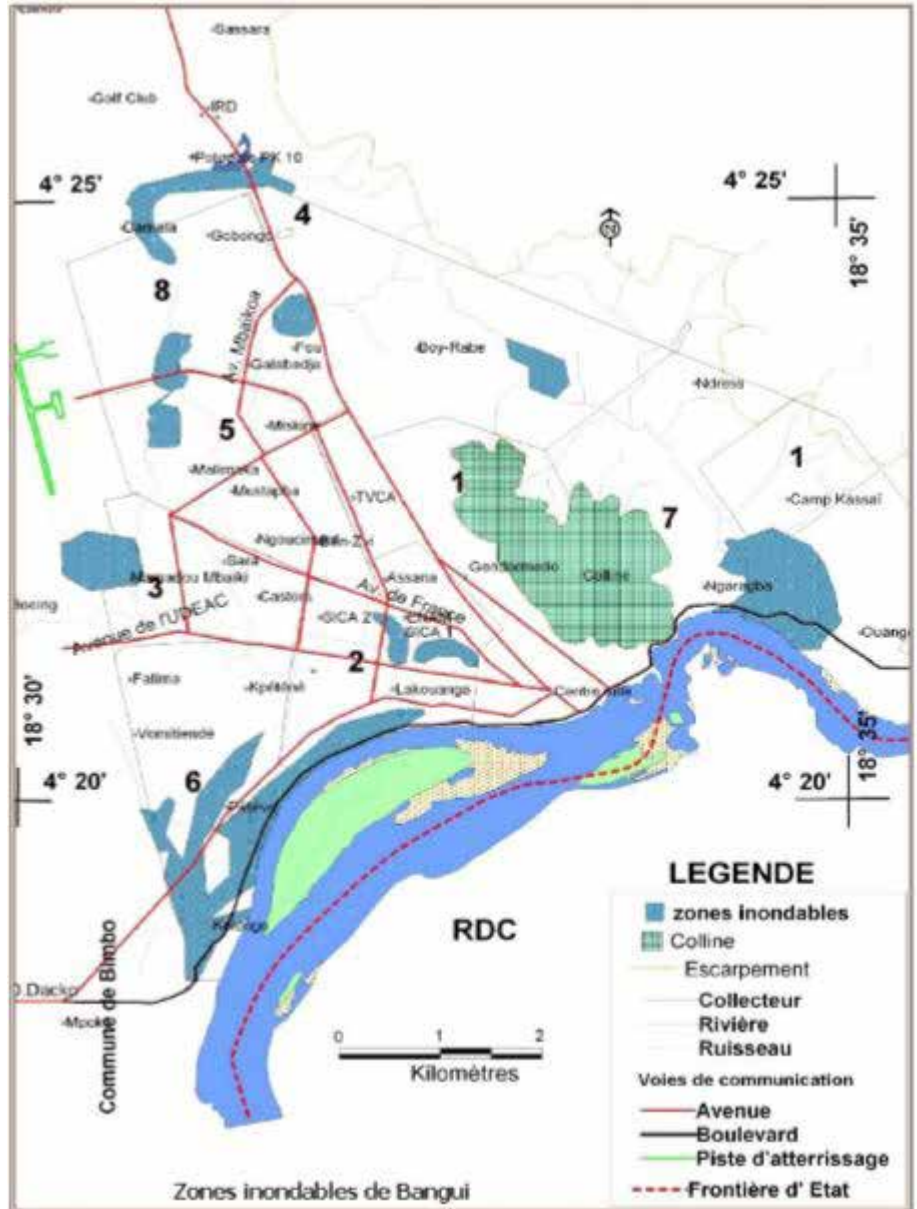
- collecteur Ngola qui prend sa source dans les chaînes de colline Daouba-Kassai.

Pendant la saison pluvieuse, ces collecteurs débordent de leurs lits et inondent les quartiers environnants à hauteur de 50 cm maximum.

En matière d'hydrogéologie dans la Région de Bangui, les données collectées durant les enquêtes documentaires indiquent que les eaux souterraines sont présentes dans les roches de différents âges. Selon la nature des roches réservoirs, on distingue deux aquifères principaux : (i) Aquifère Superficiel Poreux (ASP) et (ii) Aquifère Profond Fissuré dans les formations du socle (APF).

Avec une épaisseur moyenne de l'ordre de 50 m, l'ASP correspond aux formations quaternaires latéritiques qui recouvrent les couches argilo-sableuses et conglomératiques attribuées au Cénozoïque. La perméabilité de cette couche aquifère est généralement faible et varie entre 0,01 à 0,8m/jour en raison de la forte proportion d'argile ; ce qui contribue fortement aux inondations pendant la saison pluvieuse.

Quant à l'APF, il se compose de quartzites schisteux et de calcaire du précambrien dans lesquels nous notons d'importantes fracturations. A ces intenses fracturations s'ajoute dans les formations calcaires une karstification qui apparaît bien développée mais fréquemment colmatée par de l'argile. L'épaisseur de cette couche aquifère est d'environ 30m d'après les résultats des forages de reconnaissances réalisés.



Carte des zones inondables de la ville de Bangui
Source : Clément BOUTE-MBAMBA, 2010

ELEMENTS DE CADRAGE ADMINISTRATIF DU GRAND BANGUI

Le gouvernement central du pays est basé sur la division administrative et les principes modernes de déconcentration et de décentralisation. La constitution Centrafricaine du 14 janvier 1995 (décret n°95-007) prévoit le découpage des collectivités territoriales en régions, préfectures, sous-préfectures et communes. Il s'agit ici de la déconcentration des administrations central de l'Etat vers ce qu'il est convenu d'appeler les régions, consiste à remettre certains pouvoirs de décision à des agents de l'Etat établis dans les régions (gouverneurs).

Dans le but de la décentralisation et de la régionalisation des pouvoirs et services public en tant qu'axes d'impulsion du développement économique et de la démocratie, le gouvernement centrafricain a fait voter en janvier 1996, la loi n°96-013 relative au découpage administratif du territoire national en 7 régions subdivisées en 16 préfectures, 72 sous-préfectures et deux postes de contrôle administratifs (PCA), 177 communes, et 8294 villages et quartiers. Le modèle actuel de la division territoriale de l'Etat Centrafricain se situe comme suit :

- les régions seront la division territoriale de premier ordre
- la préfecture va devenir une division de second d'ordre
- les sous-préfectures seront considérées comme une troisième division au niveau territorial

Les régions

Entité déconcentrée formée par le regroupement de deux à trois préfectures est dirigée par un gouverneur nommé par le président de la République. Ils sont les représentants de l'Etat dans les régions.

Préfectures et sous-préfectures

Ils sont nommés par décret du Président de la République, pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Premier Ministre et du ministre de l'Intérieur. Ils sont les représentants de l'Etat dans les départements et les régions et est un des rouages clés de l'administration. Le sous-préfet (décret n°63-118 du 8 avril 1963) est placé sous l'autorité directe du préfet du qu'il représente dans sa circonscription

Ses missions essentielles sont de :

- Veiller au maintien de l'ordre public et à la sécurité des personnes et des biens ;
- Permettre l'exercice des droits et des libertés des citoyens ;
- Contrôler la légalité des actes des collectivités locales ;
- Mettre en œuvre et coordonner à l'échelon local les politiques du Gouvernement : emploi, cohésion sociale, aménagement du territoire, développement économique, environnement... ;
- Gérer et répartir les dotations et subventions de l'Etat à l'échelon local.

Collectivité territoriale décentralisée

Vu la loi 87-001 du 12 décembre 1987, la République Centrafricaine reconnaît l'existence des collectivités territoriales :

- Les villages
- Les communes
- Les communes d'élevages
- La commune spéciale (la commune de Bangui)

Particularité du statut de la commune de Bangui

La municipalité de Bangui est administrée par une « **Délégation spéciale** » dont le président remplit les fonctions de maire. A l'instar de tous les responsables territoriaux à ce niveau, le Président de la Délégation spéciale de Bangui est nommé par décret du chef de l'Etat.

La commune de Bangui est placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur chargé de l'administration du territoire. Selon la loi du 13 janvier 1996, la ville de Bangui constitue la région n°7 qui devrait, selon les ordonnances des 12 et 19 février 1998, être normalement administrée par un Préfet. Nonobstant ces dispositions légales, la région n° 7 demeure sous l'administration directe du ministère de l'intérieur.

Organisée en Arrondissements, en groupements et en quartiers, la ville de Bangui compte huit arrondissements, seize groupements et deux cents cinq quartiers et une délégation spéciale (Mairie). Chaque arrondissement est placé sous l'autorité d'un maire lui aussi désigné par l'administration, qui rend compte de ses activités à la délégation spéciale.

Aux dernières élections législatives (2005), La région de Bangui avait envoyé neuf députés à l'Assemblée Nationale.

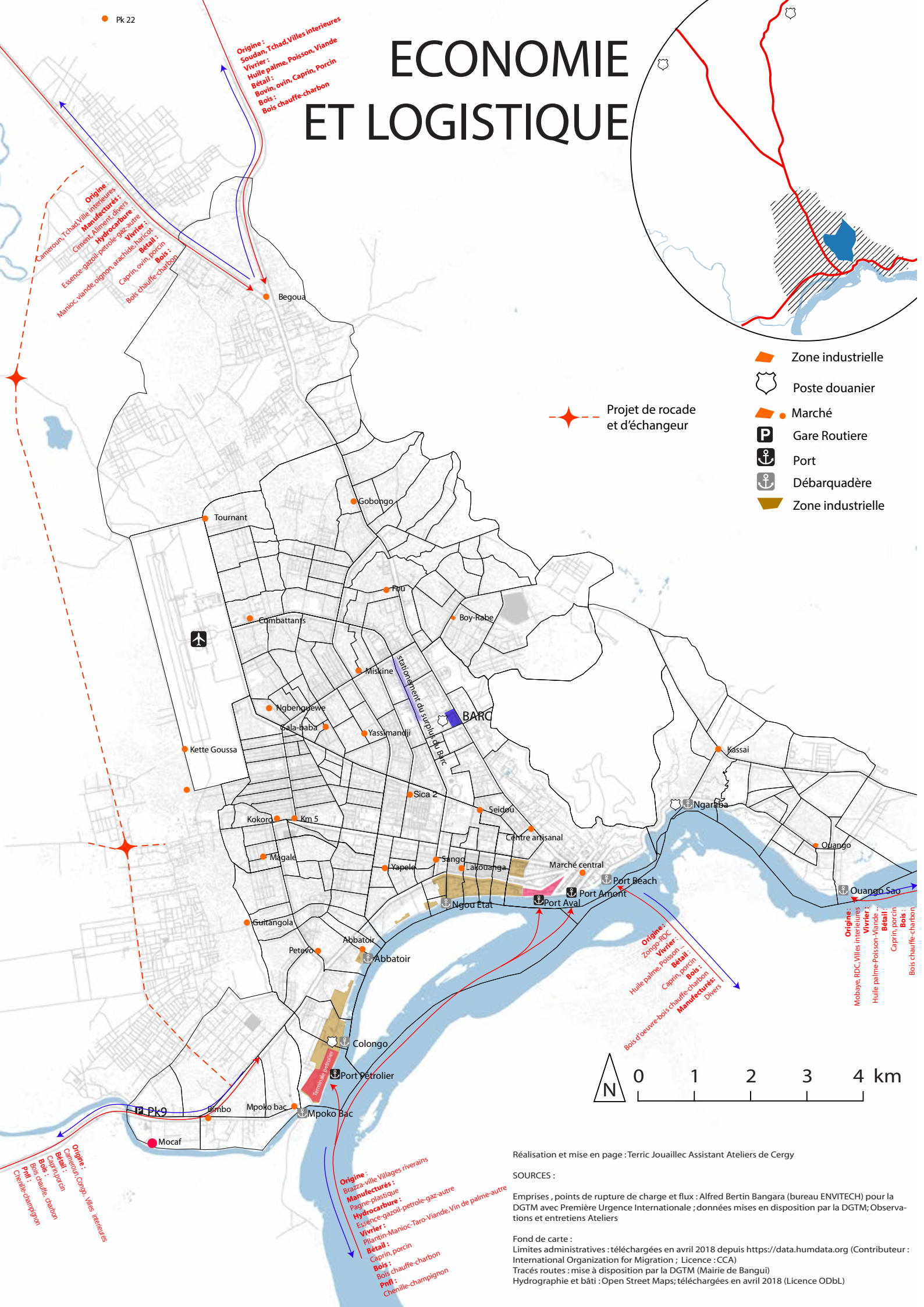
A la fois capitale politique et économique, Bangui regroupe en son sein la totalité des activités de l'administration centrale et la grande majorité des services publics et privés. Elle forme un ensemble urbain continu avec la municipalité voisine de Bimbo où résident à peu près 20% de la population de l'agglomération de Bangui. Aujourd'hui la commune de Bangui a d'ors est déjà dépassé ses limite, administrative de la ville de Bimbo et Begoua dans la sous-préfecture de BIMBO de la préfecture d'Ombella M'Poko, et le phénomène est appelé à continuer. Une partie de l'aire urbaine est désormais dans les communes de Bimbo et Begoua.

Dans les textes les communes devraient jouir d'une certaine autonomie par rapport au pouvoir central grâce à l'élection des équipes municipales. Dans les faits les différentes crises ont empêchées les tenus de ces élections et les représentants locaux sont aujourd'hui désigner par le pouvoir centrale. Aujourd'hui l'ensemble de ces personnes qui devraient en principe être élus ont était nommés par décret présidentiel. Il devrait être élu lors des prochaines élections générales de 2021.

Les quartiers et les groupes de quartiers

À l'échelle locale, les quartiers composent aujourd'hui le seul échelon de représentation élu. Les chefs de quartiers sont les représentants les plus proches de la population. Ils sont en principe élus pour une durée maximum de 10 ans (2 mandats), même si dans les faits certains sont là depuis bien plus longtemps. Ils ont à la fois pour fonction de représenter leur population dans les instances de pouvoir et d'administré la vie quotidienne dans les quartiers. A Bangui par soucis de faciliter la représentation les quartiers sont réunis en groupes, les chefs de quartier élisant l'un des leur à leur tête comme chef de groupe. Certains quartiers sont une forme d'antichambre du pouvoir (assise locale électorale) on trouve ainsi parmi les chefs de groupe d'ancien ministre.

ECONOMIE ET LOGISTIQUE



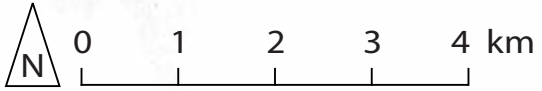
Pk 22

Origine : Soudan, Tchad, Villes interieures
 Vivrier : Huile palme, Poisson, Viande
 Betail : Bovin, ovin, Caprin, Porcin
 Bois : Bois chauffe-charbon

Origine : Cameroun, Tchad, Villes interieures
 Manufacturés : Ciment, Aliment divers
 Hydrocarbure : Essence-gaz-oil-petrole-gaz-autre
 Vivrier : Manioc, viande, oignon, arachide, haricot
 Betail : Caprin, ovin, porcin
 Bois : Bois chauffe-charbon

- Zone industrielle
- Poste douanier
- Marché
- Gare Routiere
- Port
- Débarcadere
- Zone industrielle

Projet de rocade et d'échangeur



Réalisation et mise en page : Terric Jouaille Assitant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Emprises , points de rupture de charge et flux : Alfred Bertin Bangara (bureau ENVITECH) pour la DGTM avec Première Urgence Internationale ; données mises en disposition par la DGTM; Observations et entretiens Ateliers

Fond de carte : Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)

Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

Origine : Brazza-ville, Villages riverains
 Manufacturés : Pagnie-plastique
 Hydrocarbure : Essence-gaz-oil-petrole-gaz-autre
 Vivrier : Plantain, Manioc-Taro-Viande, Vin de palme autre
 Betail : Caprin, porcin
 Bois : Bois chauffe-charbon
 Pnf : Chenille-champignon

Origine : Mobaye, ROC, Villes interieures
 Zone-ROC
 Vivrier : Huile palme, Poisson
 Betail : Caprin, porcin
 Bois : Bois chauffe-charbon
 Manufacturés : Divers

Origine : Mobaye, ROC, Villes interieures
 Vivrier : Huile palme, Poisson, Viande
 Betail : Caprin, porcin
 Bois : Bois chauffe-charbon

Origine : Cameroun, Congo, Villes interieures
 Betail : Caprin, porcin
 Bois : Bois chauffe, charbon
 Pnf : Chanille-champignon

ECONOMIE ET LOGISTIQUE

1- FLUX ÉCONOMIQUES ET LOGISTIQUES

La Centrafrique, pays enclavé n'ayant pas d'accès à la mer, est très dépendante des pays riverains aussi bien pour ses exportations. Cette dépendance est renforcée par la faiblesse du secteur de productions manufacturier du pays.

Au niveau macroscopique, le désenclavement du pays s'organise autour de deux voies de communication : une fluviale puis ferrée qui relie Bangui à Brazzaville et Pointe Noir et une terrestre reliant la capitale au port autonome de Douala. Ces corridors de transport, notamment celui de Douala, font l'objet d'accords transnationaux négociés dans le cadre de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale). Cette intégration transnationale se traduit par exemple par les réservations d'espaces de stockage et de dédouanement dédiés pour la Centrafrique et le Tchad – qui connaît un enclavement similaire- au sein du Port autonome de Douala. Le terme corridor renvoie au fait que seul certains itinéraires sont reconnus comme pouvant être utilisés par les transporteurs et exportateur internationaux.

CORRIDOR TRANSCAMEROUNAIS

Le corridor Trans-camerounais comprend un itinéraire entièrement routier et un itinéraire multimodale: voie ferrée entre Douala et Belabo puis route jusqu'à Bangui. Du fait du mauvais état de la route et des nombreux points de contrôle la traversé s'avère très longue; ainsi selon une étude du Fond Africain de Développement en 2006 « le temps de passage portuaire pour les principaux importateurs et le temps de transit entre la sortie du Port de Douala et l'arrivée à Bangui va de 28 à 30 jours ». Il est à noter que suite aux événements

de 2013 le trafic sur la route de Douala a été interrompu à plusieurs reprises et qu'aujourd'hui l'insécurité y sévit toujours avec l'activité des coupeurs de route tout le long du parcours.

Le tableau de synthèse des échanges routiers entre Douala et Bangui au début des années 2000 montre bien la forte dépendance de la Centrafrique pour les biens intermédiaires tandis que le gros des exportations du pays est composé de ressources naturelles peu ou pas transformées. Si on prend l'exemple du bois on observe que seulement un quart de celui-ci (24,9%) est transformé sur place le reste étant exporté sous forme de bois brut.

Au niveau intra-urbain l'importance des échanges entre Douala et Bangui se traduit par une saturation des locaux du BARC (Bureau d'Affrètement Routier Centrafricain), qui accueille les camions en centre-ville. Les jours de départ et d'arrivée des convois, l'Avenue de l'indépendance est occupées par de longues files de camions en stationnement pouvant aller jusqu'à une centaine de véhicules. Cette saturation reste aujourd'hui très importante malgré la ré-ouverture en 2016 du poste douanier de PK26, fermé suite à sa destruction pendant les événements de 2013.

Il est à noter que le ministère de l'urbanisme en charge de l'aménagement et de l'entretien de la voirie- à actuellement un projet de rocade passant à l'ouest de la ville sur le territoire de Bimbo pour créer un itinéraire de contournement désengorgeant le trafic sur les avenues qui traversent le centre-ville. Cependant on peut s'interroger sur l'impact de ce nouvel itinéraire sur le trafic le long de l'avenue David Dacko (qui relie le PK0 au PK9 en passant par Pétévo et se prolonge par la route de Boali) qui est déjà très saturé et connaît plusieurs points de congestion notamment au niveau du rond-point Pétévo

Section de parcours	Route	Chemin de Fer
Douala-Bangui	1500 km	0
Douala-Ngaoundere- Bangui	867 km (Ngaoundere- Bangui)	922 km (Douala-Ngaoundere)
Douala-Belabo- Bangui 670 km	670 km	NC

Tableau : Trafic le long des Corridors Trans-camerounais

Source : Philippe Cabanius (consultant de la cnuCED), Amélioration du transport de transit dans la région d'Afrique centrale, rapport rédigé à l'occasion de la Première session du comité intergouvernemental préparatoire de la conférence ministérielle internationale sur la coopération en transport de transit, New York le 23-27 Juin 2003

	Corridor Cameroun – Tchad			Corridor Cameroun –RCA		
	importations	exportations	Total	importations	exportations	Total
TOTAL	252,769	52,871	305,640	164,044	332,706	496,750
Céréales	(58,412)			(52,208)		
Ciment	(51,584)			(16,452)		
Engrais	(30,584)			(5,370)		
Carburants	(47,548)			(44,659)		
Vrac solide	(36,509)			(25,290)		
Conteneurs	(23,366)			(18,938)		
Bois grumes					(228,189)	
Bois scié	(2,925)				(75,859)	
Café					(7,147)	
Coton		(47,798)			(10,427)	
Arachides		(440)				
Gomme arabique		(4,637)				
Natron		(632)				
Vrac solides		(1.038)			(3,531)	
Conteneurs		(181)			6,794)	

Tableau : Trafic le long des Corridors Trans-camerounais
 Source : Problèmes des Grands Corridors de Desserte des Pays Enclavés – cas de l'Afrique Centrale. Mémoire présenté par Alain Ford Djoukep. Septembre 2002. Laboratoire d'Economie des Transports. Université Lumière Lyon France In Philippe Cabanius (consultant de la cnuCED), Amélioration du transport de transit dans la région d'Afrique centrale, rapport rédigé à l'occasion de la Première session du comité intergouvernemental préparatoire de la conférence ministérielle internationale sur la coopération en transport de transit, New York le 23-27 Juin 2003

CORRIDOR TRANSEQUATORIAL

Le corridor Transequatorial part de Bangui sur l'Oubangui et arrive à Pointe Noire au Congo ou à Matadi en République Démocratique du Congo.

Ce corridor joue aussi un rôle important pour le Tchad qui utilise cette voie pour l'approvisionnement de sa partie méridionale (Région de Sarh) et pour les exportations de coton.

Au début des années 2000 on observe un déclin important des activités des transports fluviales sur l'Oubangui imputable notamment à la dégradation des conditions de circulation et aggravé par l'instabilité politique le long de ce corridor. De surcroît, les conditions climatiques et la forte variation du fleuve font que ce corridor n'est pas accessible toute l'année aux bateaux de fort tonnage.

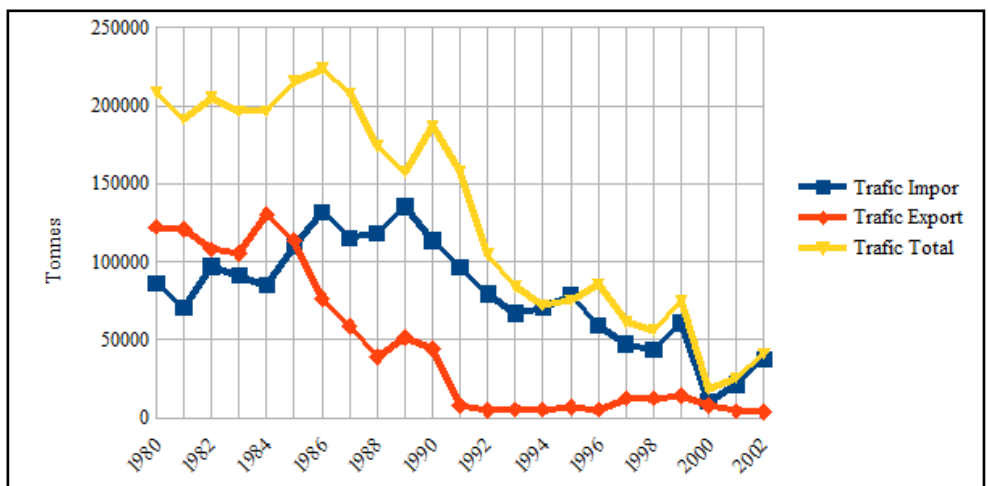


Tableau : Trafic le long des Corridors Trans-camerounais
 Source : Socatraf Bangui in Philippe Cabanius (consultant de la cnuCED), Amélioration du transport de transit dans la région d'Afrique centrale, rapport rédigé à l'occasion de la Première session du comité intergouvernemental préparatoire de la conférence ministérielle internationale sur la coopération en transport de transit, New York le 23-27 Juin 2003

Trajet sous régional	Route	Fleuve	Chemin de Fer
Sarh (Tchad) - Bangui	640 km		
Bangui-Brazzaville		1200 km	
Brazzaville –Pointe Noire			512 km

Tableau : Trafic le long des Corridors Trans-camerounais
 Source : Philippe Cabanius (consultant de la cnuCED), Amélioration du transport de transit dans la région d'Afrique centrale, rapport rédigé à l'occasion de la Première session du comité intergouvernemental préparatoire de la conférence ministérielle internationale sur la coopération en transport de transit, New York le 23-27 Juin 2003

2-PRINCIPALES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

	1990	2000	2010	2016
PIB en Milliard de dollars Courrant	1.44	0.91	1.99	1.76
Croissance du PIB par an	-2.1	-2.5	3	4.5
Part de l'agriculture	49	52	54	43
Part de l'industrie	20	15	14	16
Part des services	30	33	32	41

S Tableau : Caractéristiques de l'économie de la Centrafrique
wSource : Banque Mondiale Country Profil

Agriculture

L'économie centrafricaine est très largement concentrée sur l'agriculture, qui représente encore aujourd'hui 43 % (Banque Mondiale -2016) du PIB national, ce thème sera développé plus loin dans une partie spécifique. Notons simplement qu'aujourd'hui le secteur est en grande partie dominé par l'agriculture vivrière et l'autoconsommation. Il fait la part belle à l'économie informelle, les surplus de la production vivrière étant souvent écoulés sur le marché informel.

Industrie

Après les crises politico-militaires qui ont vu disparaître la plupart des usines cotonnières et la seule usine textile (UCATEX), il ne reste plus en RCA que sept petites entreprises éléments de fierté locale, on peut citer : la MOCAF-SODISCA (brasserie), l'HUSACA (huilerie d'arachide, savon), le CENTRAPALM (huilerie de palme), la SUCAF-RCA (sucrierie), la COLALU (articles ménagers et tôles en aluminium) et la SOCACIG (cigarettes), la yaourtière qui fabrique des yaourts liquide à partir de lait en poudre importé.

L'industrie a perdu près de 5 points entre 1990 et 2000 avant de connaître une phase de stagnation de 2000 à 2016. Aujourd'hui il ne reste en effet que très peu de chose de toutes les usines construites au tournant du 20^{ème} siècle. Le quartier de Kolongo à proximité de l'ancienne Villa Kolongo (une des demeures de Bokassa), aujourd'hui rendu à la nature, est particulièrement touché par ce déclin industriel. Ici presque toutes les usines ont été pillées et désossées durant les crises successives. Il ne reste plus que de frêles squelettes de béton dont il est parfois difficile de deviner s'il s'agit de bâtiments détruit ou dont la construction serait inachevée.

Aucun investissement n'est actuellement prévu dans ce secteur qui souffre de l'enclavement du pays, de l'étroitesse du marché intérieur avec l'effondrement de la consommation des ménages, faute de pouvoir d'achat et de la concurrence du secteur informel lié aux importations frauduleuses. Au 30 juin 2004, le chiffre d'affaires du secteur était de 7,5 milliards FCFA (Yves boulvert, 2005).



Usine détruite dans le quartier Kolongo

Service

Les services ont quant à eux largement stagnés de 1990 à 2010 avant de connaître une forte croissance de 9 points en seulement 6 ans ; cette croissance pourrait être imputée à l'arrivée d'une importante communauté internationale (humanitaire et onusienne) après la crise de 2013. Pour conforter cette hypothèse il faudrait savoir si les activités des ONGs et de la communauté internationale sont comptabilisées dans la comptabilité nationale.

Au sujet de l'impact des ONG sur l'économie locale il faut aussi noter le développement important des THIMO (travaux à haute intensité de main d'œuvre), à l'image du curage et du nettoyage des drains de la ville ou de la réfection des routes. Ces activités sont conçues pour pouvoir être exercées par des personnes sans qualification avec très peu de machine, elles fournissent emploi et rémunération à une partie de la population qui n'en trouverait pas autrement. Ces travaux sont d'ailleurs envisagés de manière à pouvoir être renouvelables dans le temps. Ainsi on choisira le nettoyage et le curage manuel des drains plutôt que leur reconstruction. Cela ne va pas sans poser question en termes de développement urbain et d'amélioration du cadre de vie. Une part importante des fonds de la communauté internationale, qui pourrait servir à la construction d'une nouvelle infrastructure, est en effet fléchée vers le maintien en état de l'ancienne. On est ici face à un choix entre l'amélioration du cadre de vie et des infrastructures et le renforcement du pouvoir d'achat et du taux d'emploi d'une population déshéritée.

3- LE SECTEUR INFORMEL AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE BANGUISOISE. (ÉCONOMIE SOUTERRAINE)

En première approche on peut définir l'économie informelle comme toute activité qui échappe à la régulation étatique elle regroupe aussi bien des activités purement illégales que des activités légales exercées dans un cadre échappant à la régulation de l'état.

Selon Landry Kevis KOSSI, sociologue à l'université de Bangui, l'économie informelle se serait développé dans les années 1970 sur fond de passage d'une économie traditionnelle à une économie moderne et de régulation croissante des activités économiques. L'exode rural entraînant un essor des populations urbaine bien supérieure à la capacité d'emploi des villes et bientôt la crise des années 70 et 80 ont parachevé le phénomène. Ce que note aussi Kevis Kossi c'est qu'une part importante de l'économie informelle fonctionne en vase clos, les populations qui consomment les produits

de ce secteur étant souvent par ailleurs des parties prenantes du processus qui les créent.

Dans la ville de Bangui, on observe tout type d'activité : la vente de cigarette ou de crédit pour communication, la vente de ferraille ou de pièce automobile de seconde main, l'écoulement du petit excédant de l'agriculture vivrière ou encore la fabrication de meuble en bord de route. Cette économie informelle se traduit par une occupation déstructurée de l'espace public. En bord de route, de nombreux petits commerces sont installés allant même parfois jusqu'à empiéter sur la voie de circulation. Plusieurs phénomènes ont été dégagés de par les études et les observations de terrain pour illustrer cette activité qui de visu semble être non opportune mais dans le fond reste la mamelle nourricière de l'économie de la ville de Bangui.

Comme souvent dans l'économie locale les activités sont très segmentées. Pour exemple si on part du centre-ville en empruntant l'avenue David Dacko, qui se transforme en route de Mbaiki à la sortie de la ville, on pourra être surpris de voir se multiplier les vendeurs de Bidon (bouteille d'eau vide) à l'approche du PK9 (limite entre Bangui et Bimbo). Pour comprendre la prolifération de ce commerce il faut s'enfoncer dans l'arrière-pays d'une dizaine de kilomètre et passer la rivière Mpoko. Là en bord de route se multiplie les vendeurs de vin de palme (Kangoya en langue Sango), un alcool local issu de la fermentation de sève de palmier parfois rehaussé d'écorce pour ajouter de l'amertume et prolonger la conservation, mais ici impossible de trouver le moindre bidon à acheter.

Un autre phénomène semblable est observé sur cette même voie, le moindre commerce installé vend des sacs à gravât. Ceux-ci servent à contenir le manioc séché vendu en grande quantité en bord de route à un prix moindre que celui des marchés de la ville. L'observation nous permet d'apprécier le bal incessant des motos chargées de deux ou trois sacs retournant vers la ville pour approvisionner les marchés. C'est la logique de micro-appvisionnement et de segmentation commune à l'ensemble des routes sortant de la ville pour s'enfoncer dans l'arrière-pays, avec quelques spécificités selon les axes comme la viande de chasse sur les routes du nord (voir la partie sur l'agriculture urbaine). Si elle est difficile à quantifier cette logique de micro-appvisionnement par des véhicules individuels, motorisés ou pas (nombreux sont les pousseurs), semble assez importante dans la dynamique économique de la ville. Elle ne se limite d'ailleurs pas aux voies routières pénétrant dans l'arrière-pays.



De Bas en haut Vendeur de ferail rue des nation Unis ; transporteur de bois rentrant dans Bangui par la route de Mbaiki

Tout le long de l'Oubangui de petits débarcadères jalonnent sur la rive de Bangui. Ici Baleinières et pirogues font des allers-retours quotidiens entre la RCA et les deux Congo pour approvisionner les marchés du bord de la rive en produits divers (alimentaire type huile de palme et petit électroménager par exemple). Contrairement aux bateaux de gros tonnage, desservant le port du centre-ville, qui ne peuvent accéder à Bangui qu'à certaines périodes de l'année, les petites embarcations peuvent traverser en toute saison. Citons l'exemple du marché Colongo (ou Sega selon les personnes) à proximité de la villa Colongo dans le 6ème arrondissement. Ce marché particulièrement bien achalandé en poisson, graine et huile, etc. était avant les événements de 2013 un marché hebdomadaire. Désormais les étales sont là quotidiennement et ravitaillent en produits d'importations les vendeurs des marchés du reste de la ville, comme celui de Combattant (source : entretien société civile). Il est probable que le développement récent de ce marché a profité de la fermeture partielle du Km5 et des difficultés de circulation sur la route de Douala durant le conflit.

Maigre compensation à l'activité industrielle qui se déroulait dans le quartier de Kolongo, ces terrains sont aujourd'hui souvent occupés par des briquetiers informels qui creusent la terre pour extraire l'argile nécessaire à la fabrication des briques. Les terrains sont traversés de galeries à ciel ouvert d'un à deux mètres de largeur et de quelques mètres de profondeur. De l'aveu des briquetiers eux-mêmes, ces terrains sont exploités sans droit ni titre, l'État n'ayant pas les moyens ou l'intérêt de s'occuper de la régulation foncière dans cette zone alors même qu'en raison de sa vocation industrielle passée les limites foncières semblent y être bien définies

et connues.

La cuisson et le séchage des briques se fait directement en bordure de route. Mais si elle permet de fournir une activité à la population et d'approvisionner un marché très en demande cette exploitation ne se fait pas sans soucis pour l'environnement et le cadre de vie des populations riveraines. Dans une zone déjà soumise aux inondations et aux glissements de terrain le creusement du sol vient renforcer les risques et menace non seulement les squelettes des usines restantes mais surtout les zones d'habitation à proximité.

Un projet de relocalisation de cette activité avait d'ailleurs été envisagé il y a quelques années dans la zone de Sakai mais celui-ci n'a pas vu le jour. On peut d'ailleurs s'interroger sur l'impact d'une telle relocalisation pour les populations locales tant on observe que ce type de micros-activité économique s'organise avec les populations des quartiers alentours. Dans le cadre des entretiens menés avec les habitants de Petevo (à proximité immédiate de la zone de briqueterie informelle) lors de nos journées de la société civile on a pu observer que les populations sont très attachées à leurs quartiers et organisent leurs activités entre eux. Le cas échéant accepteront-elles une relocalisation ? La question reste ouverte. Notons que si le secteur Kolongo semble fournir une production importante, la fabrication de brique n'est pas l'apanage du secteur informel. Une usine de fabrication de brique existant à Bimbo. Aux dires des briquetiers de Kolongo les filières d'écoulement pour ces deux types de production ne sont pas les mêmes. Alors que les premiers vendent leur production directement en bord de route, la production industrielle est écoulée via des revendeurs installés ayant pignon sur rue.



Debarcadère de Kolongo



De haut en bas four à brique et carrière informelle

Autre activité entretenant un lien étroit avec l'environnement, l'extraction de sable qui se développe en différents points au long du fleuve. Pour l'observateur extérieur cette activité révèle toute la complexité de l'articulation entre tradition et modernité qui régit ici l'activité économique. Au premier regard, on peut être surpris d'observer la juxtaposition des frêles pirogues chargées du sable extrait du fond de l'eau et du camion qui, stationné non loin, charge ce même sable qui servira à la fabrication de parpaings et de ciment. En observant l'ensemble du processus, on constate que le travail est très segmenté entre les plongeurs qui vont chercher le sable au fond du fleuve pour le ramener sur les embarcations, les piroguiers qui font la navette jusqu'au bord de l'eau et les porteurs qui charrient le sable sur leur tête depuis les pirogues jusqu'aux tas de séchage. Malgré son rattachement au secteur moderne de la construction, cette activité est encore régie par des règles traditionnelles. Ainsi dans un reportage publié en

mai 2018 dans le magazine Slate le photo-journaliste Paul Lorigerie expliquait que la pêche du sable est réservée à l'ethnie des Lambashie, surnommé les hommes caïmans, qui de longue date se partagent l'exploitation des ressources du fleuve avec l'ethnie Yakoma. Si l'activité est organisée selon des logiques et un découpage traditionnels elle n'en reste pas moins une source importante d'approvisionnement en sable, fondamental pour le secteur de la construction. Loin d'être paradoxal, ce parcours du sable, du fond de la rivière jusqu'au chantier de construction illustre comment sur quelques centaines de mètres la société africaine s'invente entre tradition et modernité. L'aspect très rudimentaire de cette activité n'est pas sans conséquence : les plongeurs subissant les impacts d'une plongée profonde en eaux troubles (cécité précoce notamment) tandis que les porteurs de sable souffrent de maux de dos et de déformation crânienne.



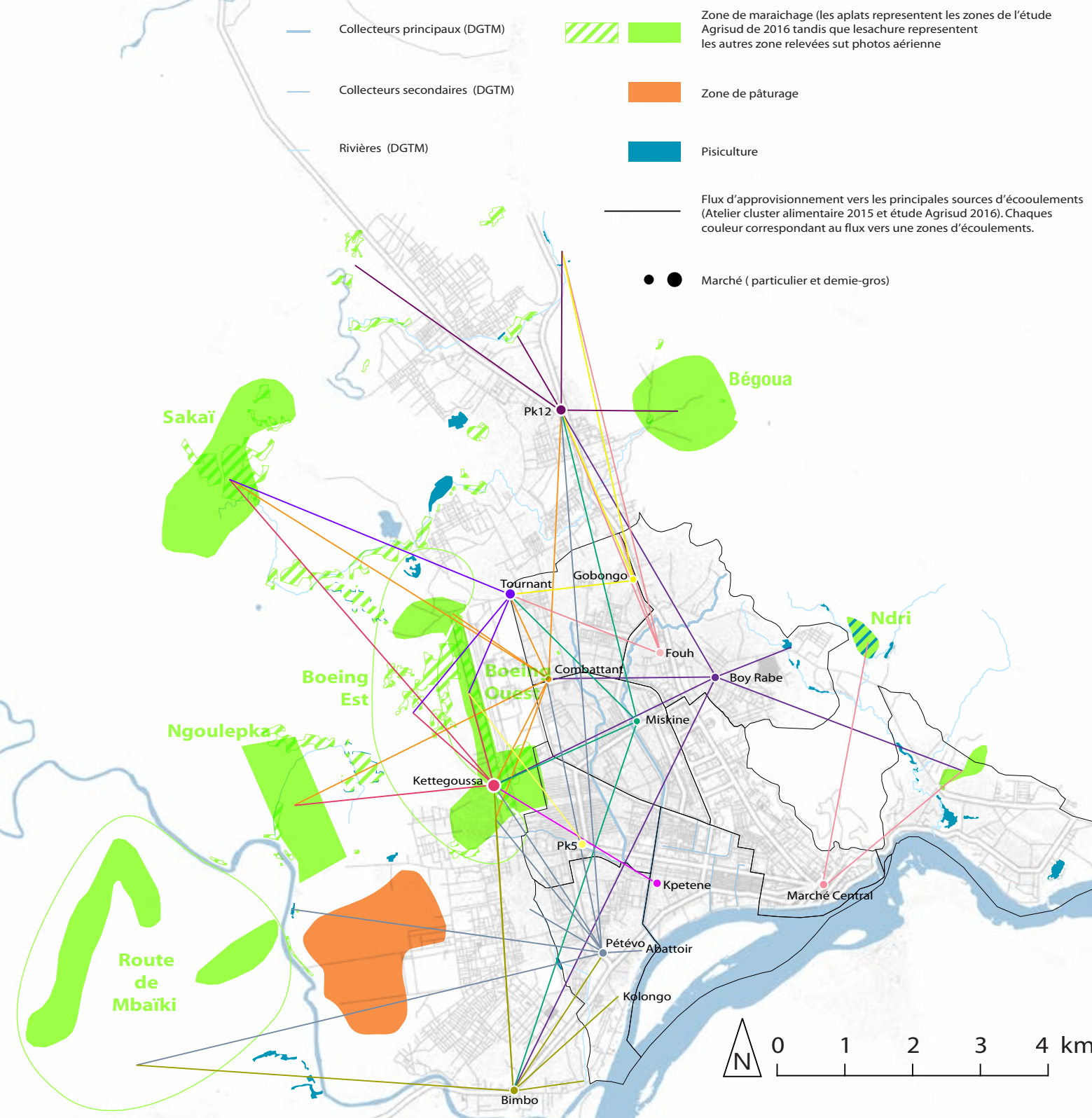
Epliation du sable en bord du fleuve



De haut en bas : pêche après la pluie à proximité des étangs piscicole de Saint Paul, Vente de crédit téléphonique, Vente de manioc dans le quartier Ambassana

AGRICULTURE ET DEBOUCHES

Tentative de synthèse des zones de production et d'écoulement de la production agricole périurbaine à Bangui à partir de l'étude agrisud de 2016 et d'une cartographie du cluster Alimentaire de 2015



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Emprises agricoles et points marchés : Alfred Bertin Bangara (bureau ENVITECH) pour la DGTM avec Première Urgence Internationale

Fond de carte :

Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)

Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

AGRICULTURE URBAINE

L'agriculture est l'activité essentielle, qui occupe 66 % de la population en République Centrafricaine. La principale spéculation est la culture du manioc, ensuite nous avons les céréales et bien d'autres produits. L'élevage se concentre dans la région montagneuse de l'ouest. Le secteur agricole en RCA est bien pourvu car à lui seul il génère la moitié du PIB¹ nationale. Néanmoins, celui-ci reste confronté à d'énormes problèmes de conservation de produits qui au final rend cette activité moins performante.

L'AGRICULTURE MARAÎCHÈRE

La dernière crise a causé l'effondrement de l'économie, particulièrement du secteur agricole. En 2013, l'insécurité alimentaire a touché 30% de la population totale (PAM - enquête 2013). Cette situation a été encore davantage marquée à Bangui avec des ruptures d'approvisionnement durant plusieurs mois. Le secteur agricole a été durement touché. Le maraîchage occupe à cet effet un rôle important dans la structuration urbaine (espaces cultivés et espaces bâtis), le processus d'urbanisation et l'approvisionnement en produits frais pour les marchés de la ville capitale. Ce territoire entretient un rapport de co-dépendance avec son arrière-pays immédiat en favorisant l'émergence des secteurs maraîchers, fruitiers et du petit élevage. Plusieurs tendances se dessinent :

- la prise en compte toujours plus forte des exigences du marché dans les agricultures rurales (commercialisation, intensification) ;

- un phénomène de périurbanisation.

L'étude Agrisud, le cluster alimentaire et des observations faites sur le terrain nous ont permis d'identifier les zones de productions maraîchères afin de toutes leurs caractéristiques. Nous avons pu en faire une synthèse de chaque zone de production assez détaillé pour une meilleure compréhension à travers des petites fiches présentées ci-après.

1 http://dialogue.national.free.fr/rca_economie.htm

Zone d'activités : « Route de Mbaïki »

Localisation

Ouest/sud-ouest de la ville de Bangui, en rive droite du Mpoko et de ces affluents

Surface exploitées

40 hectares

Nombre de producteurs

Environ 200 producteurs

Débouchés de production

Marché de Bimbo au PK9

Contraintes de productions

- Forte pression parasitaire
- Appauvrissement rapide des sols
- Pas/peu d'accès à la fertilisation
- Semences non adaptées

Avantage :

- Zone à proximité de la Route Nationale n°6
- Proximité du marché

Zone d'activités : « Boeing partie Est »

Localisation

Ouest de la ville de Bangui, à proximité de la zone aéroportuaire

Surface exploitées

Une centaine d'hectares

Nombre de producteurs : Plus de 1200 producteurs

Débouchés de production

Marché de Kétégoussa Marché Tournant, Marché Combattant et PK5

Contraintes de productions :

- Forte pression parasitaire
- Insécurité foncière
- Pas/peu d'accès à la fertilisation
- Accès à l'eau difficile en période sèche
- Semences non adaptées

Avantage :

- Proximité des marchés
- L'espace est occupé pour différentes fonctions (Maraîchères, vivrières, pâturages, production de briques, etc...)

Zone d'activités : « Boeing partie Ouest »

Localisation

Ouest de la ville de Bangui, a proximité de la zone aéroportuaire

Surface exploitées

100 hectares

Nombre de producteurs

Plus de 1000 producteurs

Débouchés de production

Marche de Kétégoussa, Marche Tournant, Marche Combattant

Contraintes de productions

- Forte pression parasitaire
- Divagation humaine et animale
- Pas/peu d'accès à la fertilisation
- Pas de possibilité d'étendre les surfaces mises en valeur
- Accès à l'eau difficile en période sèche

Avantage :

Proximité des marchés

Zone d'activités : «Bégoua»

Localisation

Nord de la ville de Bangui, au niveau du PK9

Surface exploitées

Cette plaine s'étend jusqu'aux collines de l'est de Bangui

Nombre de producteurs

Plus de 1000 producteurs

Débouchés de production :

Marche de Bégoua

Contraintes de productions

- Forte pression parasitaire
- Insécurité foncière due à l'urbanisation
- Pas/peu d'accès a la fertilisation
- Accès à l'eau difficile en période sèche
- Semences non adaptées

Avantage :

- Grande taille de la zone de production
- L'écosystème y est favorable
- Les producteurs sont en majorité des jeunes
- Bonne connexion avec le réseau routier et l'accès à la route nationale
- L'accès à de nouvelles parcelles

Zone d'activités : «Sakai»

Localisation

Nord-ouest de la ville de Bangui

Surface exploitées

Une centaine d'hectares

Nombre de producteurs

Plus de 800 producteurs

Débouchés de production

Marche de Kétégoussa
Marche Tournant, Marche Combattant

Contraintes de productions

- Forte pression parasitaire
- Pas/peu d'accès a la fertilisation
- Semences non adaptées
- Distances importantes des marches et pas/peu d'accès routier

Avantage :

- Proximité du marché
- Disponibilité foncière
- Qualité des écosystèmes
- Une alternance cultures
- Accessibilité de l'eau directement par les berges du Mpoko Bonne la qualité du sol
- L'accès à de nouvelles parcelles

Zone d'activités : «Ngouleпка»

Localisation

3 km à l'ouest de la zone aéroportuaire

Surface exploitées

100 ha dont seule une petite partie est mise en valeur aujourd'hui

Nombre de producteurs

Environ 100 producteurs installés puis environ 1000 producteurs potentiels suite à la de localisation de la zone « Boeing Est »

Débouchés de production

Marché de Ketegoussa
Futur marche Ngouleпка

Contraintes de productions

- Forte pression parasitaire
- Pas/peu d'accès à la fertilisation
- Accès à l'eau difficile en période sèche

Avantage :

- Zone de relocalisation des producteurs de Boeing Est
- Disponibilité foncière
- Aménagement d'infrastructures pour l'accueil des maraichers délocalisés des infrastructures ont été créés (marché, centre de formation, grenier, poulailler...).
- Proximité du marché

Zone d'activités : «Kassaï»**Localisation**

Un îlot végétal au milieu de quartiers d'habitation denses

Surface exploitées

Un îlot végétal au milieu de quartiers d'habitation denses

Nombre de producteurs

Inférieur à 100 producteurs
Débouchés de production :
Marché Central

Contraintes de productions

- Insécurité foncière due à l'urbanisation
- Pas/peu d'accès à la fertilisation
- Semences non adaptées

Avantage :

- Intégration dans le tissu urbain
- Proximité du marché
- Bordée à l'est par une rivière et de nombreux puisards aménagés
- Connectées au réseau qui mène au centre de la ville

Zone d'activités : «Ndri»**Localisation**

Est de la ville de Bangui

Surface exploitées

Un îlot végétal au milieu de quartiers d'habitation denses

Nombre de producteurs

Inférieur à 100 producteurs
Débouchés de production :
Marché Central

Contraintes de productions

- Les producteurs sont dispersés
- L'urbanisation a perturbé le système hydrographique
- La gestion de l'eau ne permet plus aujourd'hui d'assurer une production piscicole stable
- Le niveau technique est assez bas sur cette zone

Avantage :

- Combinaison du maraîchage et de la pisciculture
- Proximité du marché
Connectées au réseau qui mène au centre de la ville

L'agriculture en bordure des collecteurs de drains

Phénomène intrigant à la suite d'une promenade dans la ville de Bangui, de vastes linéaires de maraichers qui arpentent le long de collecteurs des drains. Ce qui au fond n'est pas anodin vu la collecte importante des eaux drainées par les collecteurs en saison pluvieuse qui est élément indispensable pour le développement de cette culture. Jeunes et vieux suivant le linéaire défini avec un KOTAZO des lieux opère sur son site et reverse une rétribution à celui-ci après-vente de ces produits en fonction de la surface occupée soit hebdomadaire, soit mensuel. Il faut noter que ces espaces exploités par les KOTAZO qui imposent une rétribution aux maraichers appartiennent à l'autorité publique. Selon les dire d'une cliente, la proximité des produits est un avantages énorme car elle réduit la course et elle coute moins chère sur le lieu de production « *l'avantage avec cette activité est que j'ai plus besoin de me déplacée pour aller achetée mes légumes au marché ; je les achète sur place et à moindre prix* ».



Agriculture maraichères développée en bord de drain

LA CULTURE VIVRIÈRE

La production vivrière en RCA est destinée à l'autoconsommation, ce qui traduit la faible monétarisation du secteur. La principale culture vivrière est le manioc ; elle représente environ 70% de la culture vivrière (d'après le FAO), suivi de l'arachide, des céréales (maïs, mil, sorgho, riz), du sésame, des courges, des légumes secs et des bananes. La ville de Bangui dans sa dynamique ne reste pas en liesse face à ce secteur nourricier du pays. On note de ce fait plusieurs plantations en périphérie de la ville que nous pouvons situer de part et d'autre notamment : à l'Est du PK0 dans le 7ième arrondissement avec de vastes plantations de manioc au pieds du front de la colline offrant un paysage attractif qui s'étend vers Bobaya; au Sud-Ouest du PK0 sur la route de Mbaiki de vastes plantations dont les produits sont vendus tout au long de la voie soit en produit fini (poudre manioc) soit en produit brute a des commerçants venu de la ville pour faire des achats à vil prix; l'identification aussi d'une importante culture vivrière s'est faite dans la zone de Damara à Boeing. Le secteur agricole est indirectement affecté par la succession des conflits avec pour conséquence l'interruption de l'assistance traditionnelle de l'État en matière d'intrants, de crédits d'accompagnement et par l'effet de la baisse des activités de commercialisation et de transport des produits vivriers et d'exportation.



Agriculture vivrière développée (culture de manioc)

familiale est de plus en plus présent dans les quartiers populaires mais reste néanmoins peu nombreux. Une riveraine du quartier Ambassana s'exprime : « j'ai arrêté de faire l'élevage parce que à chaque fois que j'investissais dessus, je me faisais voler » mai 2018. L'élevage à Bangui peut prendre plusieurs formes :

L'élevage traditionnel

C'est l'élevage d'auto consommation surtout pratiqué dans les quartiers où la propriété est marquée c'est-à-dire où les concessions sont closes. Si autrefois l'élevage était simple, les bêtes erraient nuit et jour avec des dégâts commis dans leur quête constante de nourriture, aujourd'hui les animaux doivent être mis à l'abri, la nuit dans la concession et parfois même dans la maison, ce qui pose de nombreux problèmes.

L'élevage de rapport

C'est un élevage aux techniques peu évoluées, où l'animal se nourrit en partie par lui-même, ce qui explique son implantation dans les zones les moins éloignées de la ville qui en gros est une source de revenu secondaire très intéressante quand il est familial. Dépendant du niveau culturel supérieur à la moyenne, on peut avoir de véritables élevages familiaux avec des animaux parqués dans les locaux situés dans les concessions dont on peut identifier 10 à 30 têtes de porcs. Nous pouvons citer comme exemple le Km5 avant la crise.

La présence d'un marché urbain mal ravitaillé en volailles a donné naissance aux gros élevages des quartiers populaires. Ceci peut être justifié par l'enclavement de la ville profitant peu des exportations massive des poulets européens.

L'ÉLEVAGE

En 1984, les productions animales représentaient 36 milliards soit 45% du PIB agricole et 13,6% du PIB national. L'élevage bovin représente 81 % des productions de l'élevage. Cet élevage bovin est détenu essentiellement par des pasteurs Peuhls Mbororo, constitués de Wodabé et Djafoun, et des Foulbé minoritaires, dont les premiers sont arrivés en République Centrafricaine à partir de 1920¹. Bangui curieusement reste peu marqué par l'élevage qui reste ici une activité marginalisée. L'élevage



Pâturage

¹ Bangui, capital d'un pays enclavé d'Afrique Centrale (François VILLIEN, Pierre SOUMILLE, Pierre VIDAL et Jean Pierre PIROVANO)

LA PISCICULTURE

Introduite en 1952, elle s'est développée réellement à partir de l'indépendance. Progressivement elle s'est étendue jusqu'à atteindre une superficie de 1747 ares avec une production annuelle de 62 tonnes¹ en 1983. Elle se pratique aujourd'hui à Bangui dans les zones déprimées, ou la nappe phréatique est proche, et le long des cours d'eau. Elle se repartie en couronne autour des quartiers centraux, presque exclusivement dans les quartiers périphériques ou les bassins de pisciculture peuvent occuper de vastes espaces sans se heurter à l'habitat.



Le premier secteur piscicole de la ville se trouve au Nord de Bangui. Il comprend 104 étangs à Gonbongo et 198 bassins repartis entre les quartiers Jean XXIII et Fou, le long de la Ngouraba et de ses affluents. Nous pouvons aussi identifier les vastes grappes de plans d'eau séparés par des digues (c'est le cas de Fou ou l'Ouest du Km 12) formant ainsi des bassins parfois groupés.



Le premier secteur piscicole de la ville se trouve au Nord de Bangui. Il comprend 104 étangs à Gonbongo et 198 bassins repartis entre les quartiers Jean XXIII et Fou, le long de la Ngouraba et de ses affluents. Nous pouvons aussi identifier les vastes grappes de plans d'eau séparés par des digues (c'est le cas de Fou ou l'Ouest du Km 12) formant ainsi des bassins parfois groupés.



Le second secteur est méridional. Il comprend une cinquantaine de bassins de bordure du quartier Fatima et 135 bassins qui utilisent la dépression Sud Kpéténé.

Le troisième secteur, oriental, regroupe l'essentiel de l'activité piscicole de Bangui à l'Est, le long de la Nguito, se trouve un ensemble remarquable de 217 bassins. Il faut ajouter à ces trois secteurs quelques ponctuel dans les quartiers.

Le potentiel piscicole reste une source non négligeable pour le développement de la ville capitale. Malheureusement à Bangui elle est peu soignée et s'éloigne de plus en plus des techniques modernes appris à l'origine aux pisciculteurs. Les rendements annuels sont relativement faibles (18 à 20 kg à l'arc) et la pisciculture devient bien souvent un élevage d'autoconsommation plutôt que de rapport.

¹ Bangui, capitale d'un pays enclavé d'Afrique Centrale (François VILLIEN, Pierre SOUMILLE, Pierre VIDAL at Jean Pierre PIROVANO, 1990)

De toutes les activités urbaines, l'agriculture urbaine a conservé à Bangui une place de choix, qui traduit de façon claire la faiblesse des niveaux de vie de la population, d'origine rurale, leurrés par l'attrait de la ville ou qu'elles doivent tenter de survivre. Dans le contexte local actuel, ce secteur d'activité doit subsister même si certains pensent qu'elle reste incompatible avec l'image de la ville. Certaines politiques cherchent à la maintenir (approvisionnement des marchés et gains économiques) ou à l'éliminer au nom de la modernité ou au nom d'intérêts particuliers (rente foncière, projets immobiliers...). Elle est la preuve que le modèle urbain européen ne peut plus s'appliquer aujourd'hui à la ville africaine qui doit pallier les effets de l'enclavement en combinant de façon harmonieuse la ville et son espace nourricier.

Le circuit et stratégies de mise en marché (carte de localisation maraichères, étangs piscicole, pâturage, et des flux maraichers)

La carte jointe ci-dessous présente les lieux de productions maraichères, piscicoles, et les zones mixte. Au-delà de sa localisation, elle présente la chaîne d'écoulements de ces produits et de manière générale des marchés d'approvisionnement de proximité vers les grandes surfaces marchandes.

Transport et mobilité

A Bangui, le transport de personnes est assuré pour l'essentiel par les taxis, les minibus et les taxis motos.

Plusieurs opérateurs publics ou privés se sont succédés au cours des années mais tous ont périçlité pour des raisons liées aux crises, et destructions mais aussi à une mauvaise gestion du secteur. La faible rentabilité étant imputée, par le Directeur de l'Agetip, à la forte concentration des déplacements le matin et le soir et à l'absence de déplacement le reste de la journée. Le parc nécessaire pour absorber le trafic en heure de pointe ne trouvait pas de débouchés suffisants le reste de la journée pour pouvoir être complètement rentabilisé.

Aujourd'hui, la compagnie Bresilo-Beninoise Benafrique assure un faible service dans les cadres d'une concession exclusive avec la Mairie de Bangui. L'état déplorable du parc, le faible nombre de véhicules en circulation (8 au début environ 6 à 2 aujourd'hui selon les sources) rendent le service quasi inexistant. De surcroît le tarif de 150 f CFA par personne rend ces bus peu concurrentiel par rapport aux lignes de taxi (160 f CFA) et minibus (125 f CFA) dont les tarifs sont fixés par arrêté par le ministère des transports.

Avant ce partenariat public privé, plusieurs compagnies de transport public se sont succédés. En 2010, la SONATU a été créée par le Président François Bozizé dans le cadre d'un accord de coopération Sud Sud avec l'Inde. Le discours inaugural du président de la république, rapporté par la presse montre bien les ambitions et les enjeux ayant présidé à la création de cette compagnie.

A la suite de la crise et surtout de problème de gestion ayant engendré des pertes financières importantes la compagnie a finalement déposé le bilan en 2016.

Auparavant une compagnie nationale avait existé mais celle-ci a cessé son activité au début des années 1990. Les plus anciens se souviennent des bus à deux étages qui circulait alors dans Bangui la coquette. Aujourd'hui, ne subsiste de cette époque que quelques arrêts de bus disséminés dans la ville et la terminale nord en face de la cathédrale, servant aujourd'hui de tête de station pour les minibus vert tout en étant occupé par quelques commerces et une maison des jeunes.

« Pendant trente années, la RCA ne dispose pas d'une entreprise de transport urbain de personnes digne de ce nom. Et pour combler ce vide et face à la situation qui devenait de plus en plus alarmante, nous avons décidé de créer la SONATU [...] SONATU est une société d'Etat avec un capital social de 480 millions de FCFA, avec un parc de 100 autobus qui va assurer un transport urbain en commençant par Bangui et ses environs. Elle va desservir vers le Sud la ville de Mbaiki, vers l'Ouest Boali, Bossembélé et Yaloké, vers l'Est Damara et Sibut »

François Bozizé lors de la cérémonie d'inauguration de la SONATU en 2010
<http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-centrafrique-l-inde-appui-la-naissance-de-la-socacim-et-la-sonatu-55082062.html>

TAXI ET MINI BUS AU CŒUR DE LA MOBILITÉ BANGUISOISE

Aujourd'hui ce sont donc les taxis, minibus et taxi-motos qui assurent l'essentiel du transport de personne dans la capitale centrafricaine.

Taxi et minibus sont organisés selon un système de ligne sur lesquels les passagers peuvent monter ou descendre à tout moments; le tarif unique fixé par décret officiel est de 160 f CFA (souvent abaissé à 150 pour les taxis et 125 pour les minibus). Pour les taxis il est aussi possible de demander une course individuelle, les prix de la prise en charge sont très variés allant de 1.500 f CFA à 3.000 f CFA.

Ce double système de ligne et de course n'est pas nouveau il était déjà relevé en 1990 dans Bangui, capitale d'un pays enclavé d'Afrique centrale. L'ouvrage appui aussi sur la rentabilité très supérieure des minibus, pouvant transporter bien plus de personnes, qui avait alors conduit à un accord tacite, non écrit, limitant leur zone d'action à deux axes de circulation : avenue de l'Indépendance vers le nord et Ouango vers l'est. Force est de constater, au regard des cartes du réseau actuel qu'aujourd'hui les minibus ce sont déployés sur de nombreux autres axes. Globalement dans le cadre de l'exploitation des lignes les minibus sont plus rentables que les taxis, mais ces derniers ont le privilège des courses qui permettent de gagner de l'argent plus rapidement.

Il semble que peu de grande compagnie de taxi et bus existent aujourd'hui . Pour l'essentiel la filière est structurée autour de propriétaires possédant un petit nombre de véhicules et les mettant à disposition des chauffeurs et receveurs en échange d'une redevance fixe. Pour les taxis cette somme serait de 15 000 Fr Cfa/jours, les conducteurs devant en plus prendre les frais d'essence à leur charge. Nous n'avons pas eu connaissance de la redevance due pour les bus.

Les taxis exercent un semblant de service public en assurant un service de déplacement d'urgence négocié. Ainsi d'après le président du STRB une règle

tacite veut que si une seule personne se trouve dans le véhicule en mode ligne celle si doit descendre si un transport d'urgence se présente (personne devant se rendre à l'hôpital notamment), de une à trois personnes les passagers doivent aussi descendre mais le chauffeur doit s'occuper de leur trouver un véhicule de rechange, au-delà de trois personnes les passagers peuvent refuser de descendre. Cette règle s'applique aussi de manière négociée si une personne arrête le taxi pour une course urgente (type « retard en réunion »).

Aujourd'hui, une des fortes problématiques est le manque de lieu de stationnement aussi bien dans la journée au point de départ, d'arrêt et d'arrivée des lignes que de nuit. Ainsi en l'absence de lieu de stationnement suffisamment grands et sécurisés la nuit les taxis sont soit garés chez leur propriétaire soit, le plus souvent, dans les stations de lavage automobile qui sont un des rares espaces offrant une sécurité suffisante et un accès libre. Si certaines têtes de station comme celle dite de la cathédrale (ancien terminal nord) dispose d'emprise de stationnement et de chargement propre, d'autres têtes de station sont prises sur l'emprise de la voie routière. Ainsi à proximité du marché central une longue file de véhicules attendant de charger des clients empiète sur la circulation déjà compliquée par l'étroitesse de la voie et le débordement des commerces. De même au rond-point Petevo les taxis viennent parachever la saturation d'une place déjà surchargée par les commerces et l'effet entonnoir provoqué par le rétrécissement de l'avenue David Dacko en direction de Bimbo, après le carrefour. Malgré ce que pourrait laisser croire les apparences, ces têtes de station ne sont pas informelles et leur positionnement a été défini en accord avec les autorités qui prélèvent une redevance pour cette occupation de la voie. Le soir à proximité du PK0, quand la circulation est plus calme, on peut même voir des véhicules arrêtés de front sur l'avenue et halant le chaland en criant le nom de leurs destinations.

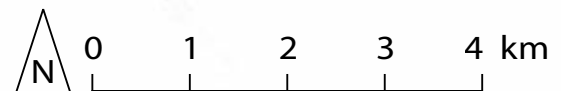
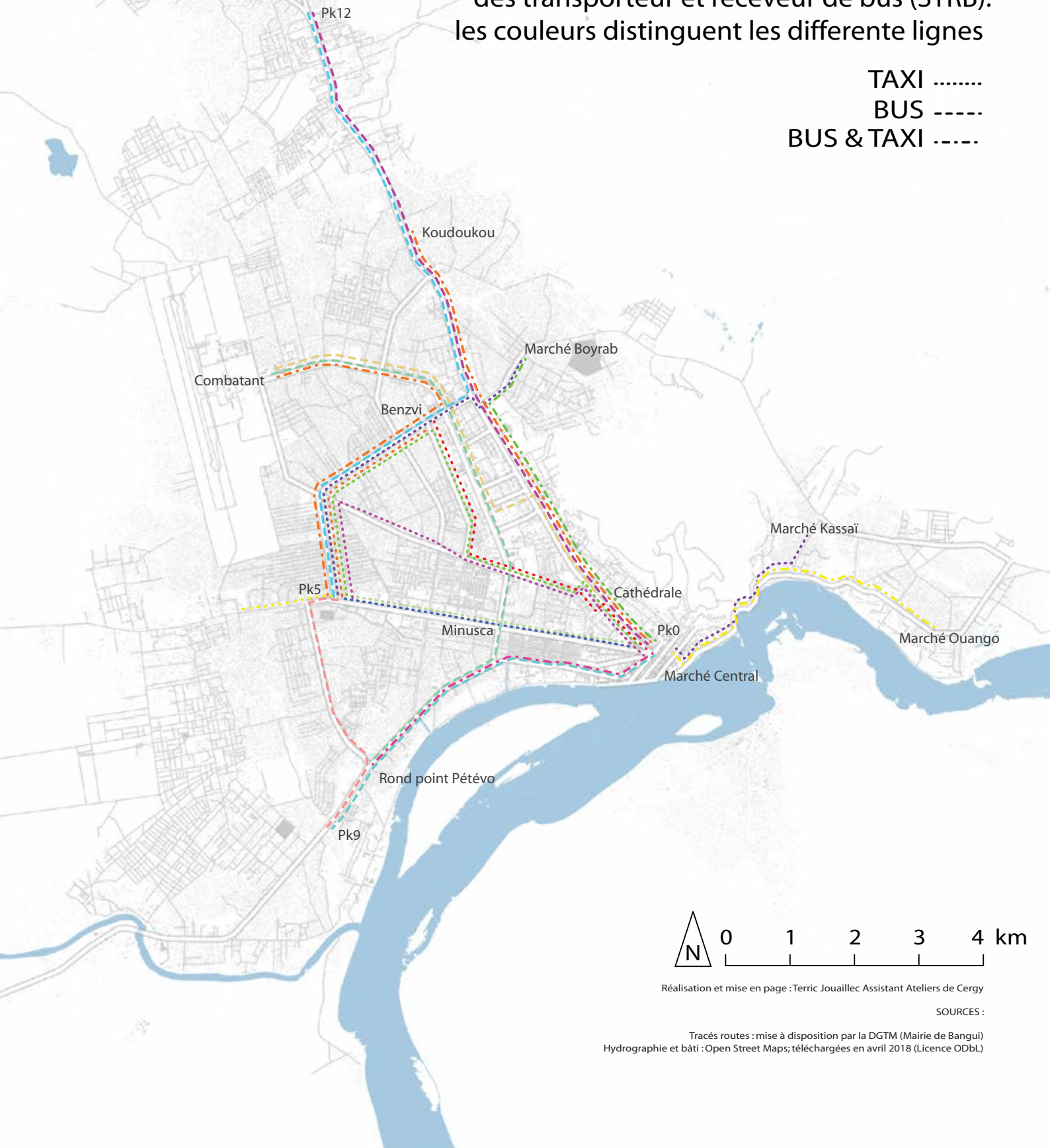


De haut en bas : Tête station de PK0; Tête de station taxi du rond point Pétévo; Tête de station mini bus du rond point Pétévo

PRINCIPALES LIGNES DE TAXIS ET MINI BUS FONCTIONNANTS AVANT 2013

Cartographie des principales lignes de bus et de taxis réalisées à partir d'entretien auprès du coordinateur de syndicat des transporteur et receveur de bus (STRB). les couleurs distinguent les différentes lignes

TAXI
BUS
BUS & TAXI



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

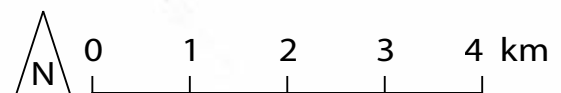
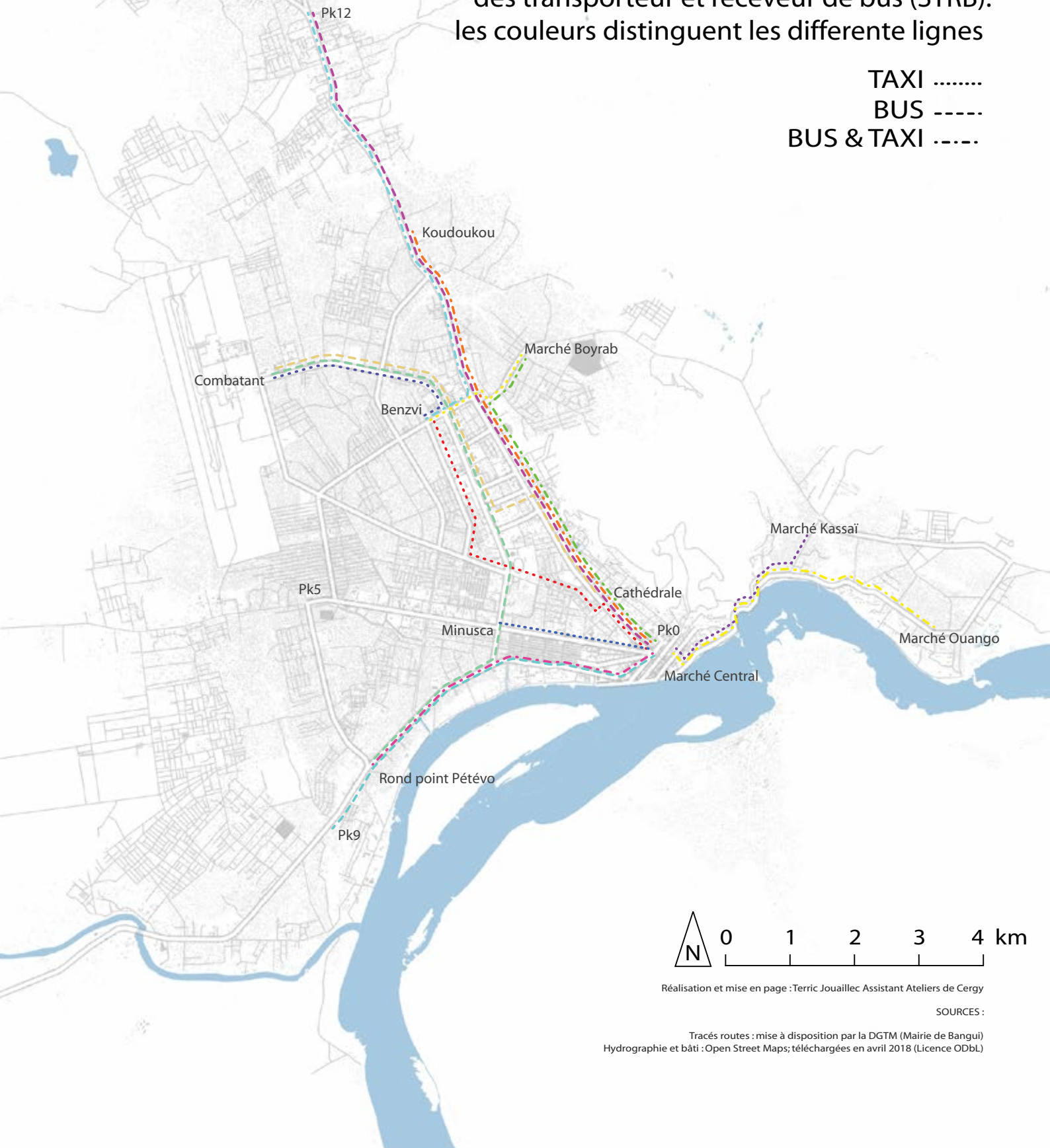
SOURCES :

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)
Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

PRINCIPALES LIGNES DE TAXIS ET MINI BUS FONCTIONNANT AUJOURD'HUI (2018)

Cartographie des principales lignes de bus et de taxis réalisées
à partir d'entretien auprès du coordinateur de syndicat
des transporteur et receveur de bus (STRB).
les couleurs distinguent les différentes lignes

TAXI
BUS
BUS & TAXI



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)
Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

Les deux cartes réalisées au travers d'entretien avec le président du syndicat de transporteur et receveur de bus (STRB), présentent le réseaux de taxi et bus avant les événements de 2013 et aujourd'hui.

La plupart des anciennes lignes représentées sur la carte pré-événement ce sont arrêté en 2013, même si certaines ont depuis connu des épisodes de reprise avant d'être de nouveau arrêtées. Ainsi la ligne reliant le rond-point Benzvi au Pk5 avait été coupé en 2013 puis avait rapidement repris dès 2014 suite à une action d'animation (carnaval) menée conjointement par la Minusca et le STRB avant d'être de nouveau coupés suite au très récent événement de l'église Fatima. Le cas de la ligne PK5 - Catin dont la reprise aurait été « étouffée » par les taxi-moto est symptomatique de la conflictualité existante entre les taxi-moto et les bus et taxi installés depuis plus longtemps et travaillant en bonne entente avec les institutions municipale et gouvernementale.

Ces cartes révèlent surtout la prédominance de certains points de la ville qui polarisent tout le trafic ; d'une part le Centre-ville, les têtes de station du PK0 et du Marché central regroupant pas moins de 10 lignes, et d'autre part le kilomètre 5 qui regroupait avant les événements pas moins de 8 lignes. Cette polarisation fait écho à la prédominance de ces deux pôles en tant que centre administration-politique et économique (avant 2013). Cependant, on observe, aujourd'hui, une désertion quasi totale du PK5 la majorité des lignes s'arrêtant à la nouvelle tête de station du rond-point Benzvi.

Les taxis et minibus semblent s'être auto-organisés pour définir les lignes qu'ils empruntent. On peut penser que leur distribution relève du principe de l'offre et de la demande. Au-delà de la problématique des transports, ces cartes montrent donc la très forte polarisation de l'activité de la ville autour du centre-ville et du Km5. Cependant, il ne faut pas en déduire que la désertion du Pk5 révèle un déclin totale de l'économie de la zone, les discours des différents acteurs faisant ressortir que cette désertion est plutôt la résultante de contraintes de sécurité que d'une absence de demande.

A l'exception de ligne se rendant au PK12 au nord de la ville (Begoua) aucune ligne de transport ne sort de la commune centrale de Bangui. Pour s'y rendre, il faut prendre un taxi à la course.

Attention les cartes des taxis et minibus montrent la dynamique de transport tel qu'elle est structurée à l'échelle de l'ensemble de la ville de Bangui elle dit assez

peu de choses sur le micro déplacement à l'échelle du quartier ou de l'arrondissement qui pour l'essentiel se font à pied ou en taxi-moto. Ors les journées de la société civile ont bien montrées que pour une partie importante de la population l'espace de vie et d'activité se limite au quartier en dehors des déplacements exceptionnels (sortie du weekend ou visite de proche dans d'autres zones de la ville).

TAXI-MOTO UN PHÉNOMÈNE DÉRÉGULÉ EN PLEINE EXPANSION

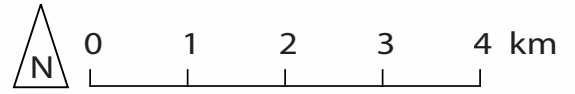
Les taxi-moto sont quant à eux apparus après les événements de 2013. Cette activité, exercée parfois de manière informelle, s'est développée à la faveur de la crise. En effet, après les événements, l'insécurité de la ville et les nombreux braquages avaient poussé un certain nombre de taxis et minibus à ne plus sortir plutôt que de risquer une attaque. Les motos se sont donc engouffrées dans la brèche offrant un emploi à de nombreux inactifs et une rentabilité élevée grâce à l'importation de moto à bas coût (entre 400 et 600 euros) depuis la chine. Ces moyens de transport ont en outre le gros avantage de pouvoir aller là où l'accès est difficile et peuvent donc desservir toutes les zones de la ville Aujourd'hui, malgré le retour des minibus et des taxis, les motos se ce sont bien installées et ne semblent pas prêtes à arrêter leurs activités. Le ministère des transports tente aujourd'hui de réguler l'activité et à limiter le nombre de passagers à 2. Les tarifs sont fixés en fonction de la distance et ne font pas l'objet d'une grille tarifaire établie.



En termes de mobilité individuelle, on peut noter une prédominance de la marche à pied. La voiture personnelle étant rare est réservée aux populations ayant un important revenu ou à la communauté internationale. Il suffit d'observer la part très importante de véhicules arborant les couleurs d'ONG ou des plaques diplomatiques pour s'en convaincre. Pour bon nombre de personnes n'ayant pas les moyens d'accéder à l'automobile, la moto individuelle offre une alternative moins chère ayant de plus le gros avantage de pouvoir aller partout. Sans qu'aucune étude ne vienne étayer le phénomène dans le cas Banguissois, on peut noter que dans certaines villes d'Afrique l'essor de la moto individuelle et des taxi-moto sont présentés comme un phénomène d'accélération de la péri-urbanisation en offrant un accès facilité à des espaces difficilement accessibles pour les autres véhicules.

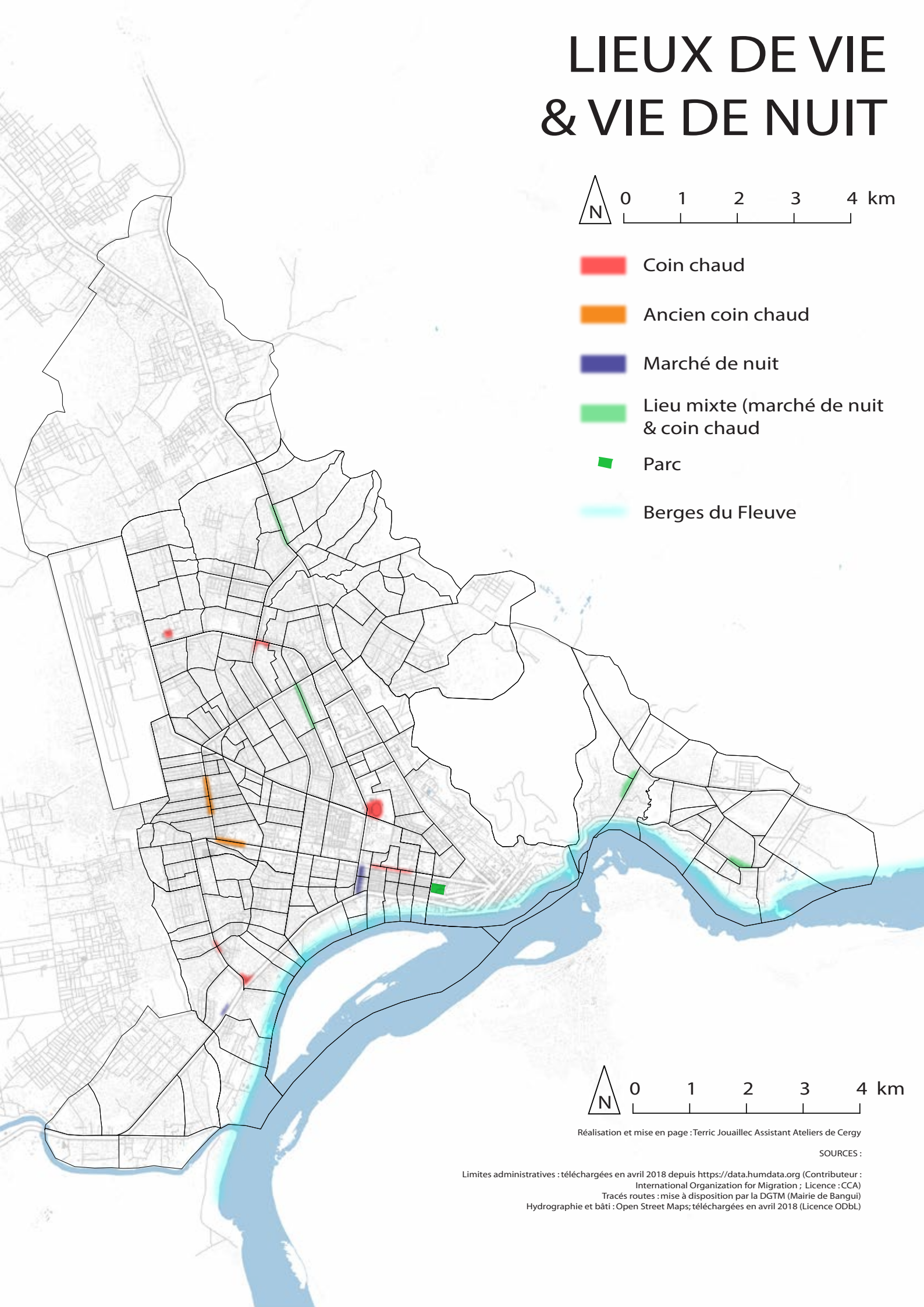


Taxi moto à proximité du rond point des Nation-Unis

LIEUX DE VIE & VIE DE NUIT



-  Coin chaud
-  Ancien coin chaud
-  Marché de nuit
-  Lieu mixte (marché de nuit & coin chaud)
-  Parc
-  Berges du Fleuve



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)
Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)
Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

LIEUX DE VIE LIEUX DE NUIT

LES LIEUX DE VIE

Un lieu de vie peut être défini comme un lieu parmi d'autres, qui possède les caractéristiques d'être attractif, d'avoir une forte accessibilité ou encore une forte intensité urbaine. Ces lieux peuvent se révéler de différentes manières. C'est ainsi qu'à Bangui, des espaces de détente, de promenade, de rencontre, et de s'amuser tous ensemble se font remarquer dans bon nombre de lieux. Quel que soit l'échelle (macro/micro), nous relevons une réelle envie de ceux-ci de laisser le passé derrière et de penser vers l'avenir.

C'est ainsi que plusieurs lieux ont été relevés dans les quartiers lors de la mission regard de la société civile au cours de laquelle chaque participant de façon libre s'exprimait sur les lieux qu'ils/elles ont l'habitude de fréquenter.

Comme lieux relevés nous avons les bordures du fleuve, très côtoyé par la population à petite et à grande échelle est un lieu très attractif de la ville capitale surtout les weekends. Néanmoins l'aménagement de ce lieu reste illusion et par conséquent n'est pas exploité sur le plan touristique. Les parcs, nous en avons relevé dont celui du cinquantenaire avec les équipements d'accompagnement en très mauvais état et la privatisation de plusieurs parties du parc par des privés pour des activités personnelles (bar-restaurant, buvettes, etc.). L'avenue Boganda qui se situe de part et d'autre de l'emprise de la voie sur une longueur de 50 m avec une profondeur variable de 20 à 30 m.

Autre l'absence de clôture de ce parc, il n'est pas bien aménagé et reste occupé par des installations privées dont les commerçants à travers des Buvettes, bars restaurants et autres.

Sur un plan un peu plus micro, nous avons dans les quartiers des lieux de vies (buvettes) avec des noms intrigants « pousser entré ». Néanmoins, le problème d'insécurité a été relevé autour de ces lieux à partir de la tombé de la nuit avec l'absence d'éclairage « Les agressions ont lieu en grande majorité dans les endroits les moins bien exposés à la lumière » (propos tirés de la mission regard de la société civile). On en convient donc que l'éclairage public joue bien un rôle sécuritaire, mais ce dernier n'est plus aujourd'hui primordial, même s'il demeure très peu présent. Sans centralité, une ville est considérée sans intérêt ou dynamisme ; comme morte.

LES LIEUX DE NUIT

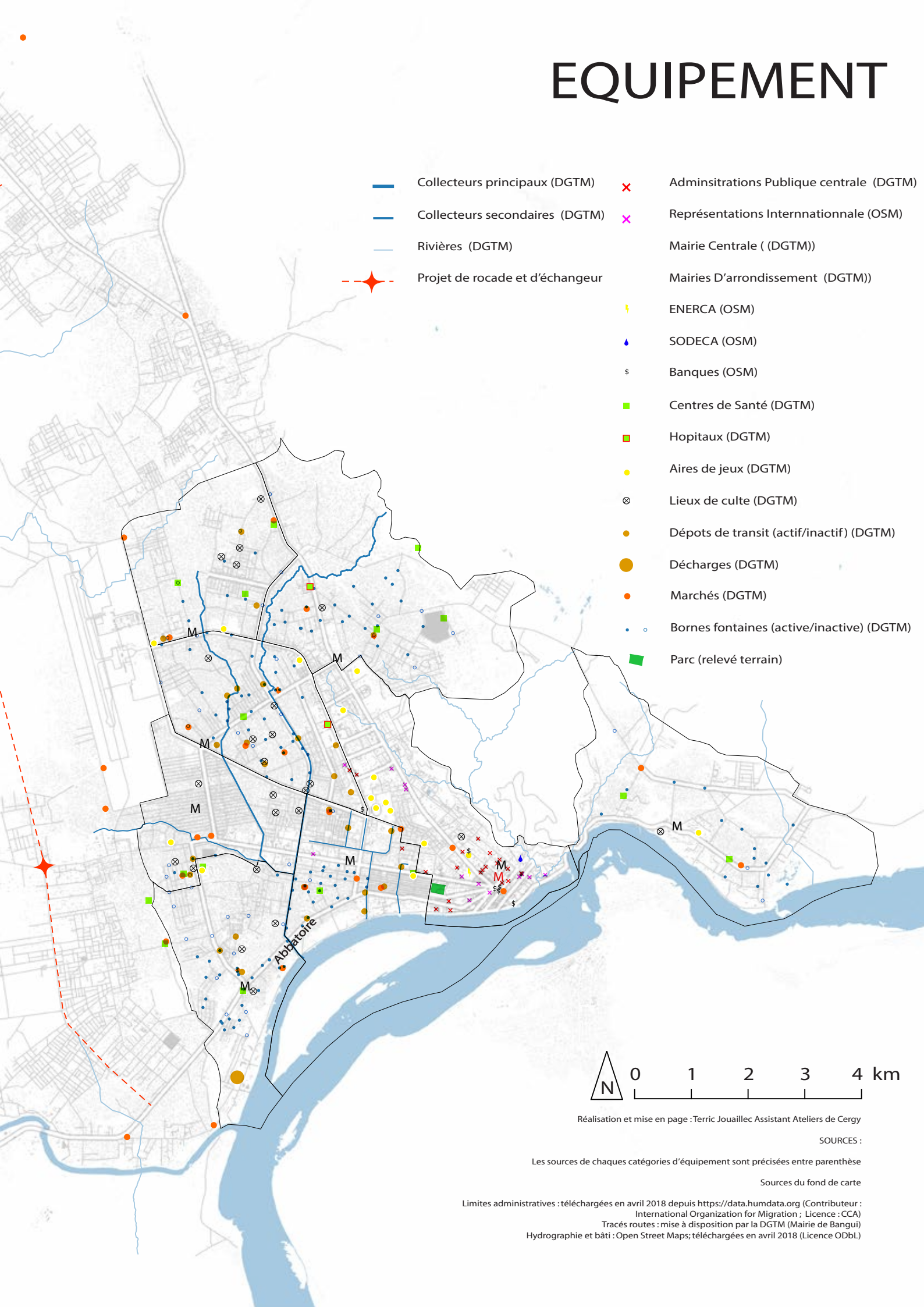
Autre les lieux de vie, la communauté banguissoise a un réel attrait pour la nuit au point où à certains endroits on ne saurait différencier le jour de la nuit. « Bangui vie, Bangui vie » expression recueillie d'un jeune homme qui exprime le bon vivre dans sa ville. Les habitants sont très attachés à leurs quartiers et possèdent des lieux de centralité nocturne. On ne saurait passer dans ces lieux sans que notre attention ne soit attirée par une forte concentration des personnes s'abreuvant dans des buvettes autour desquelles gravitent diverses petites activités: des habits, de la braise, et bien d'autres. Ces lieux nocturnes sont majoritairement mixtes, car ils regroupent l'informel et le formel nocturne illustrer par des bars restaurants à ciel ouvert autour desquels plusieurs activités gravitent dont entre autre les commerçants de chaussures, de vêtements et bien d'autres articles. Ces lieux sont localisés soit à proximité ou sur de grands axes de circulation, des carrefours : Tirigoul (croisement Benz-ville - Miskine), soit le long d'une rue qui s'étend sur plusieurs mètres (marché de Gobongo), et qui dans une certaine mesure impacte sur la circulation (conflits d'usage). Autre phénomène qui nécessite une attention particulière : la présence à Bangui des marchés de nuit, où l'on retrouve tout ce dont on peut avoir besoin en journée dans les autres marchés. Intrigant mais pratiques car il est plus affluant la nuit que dans la journée avec la venue des commerçants des autres arrondissements pour écouler leur produits.

Une particularité de certains espaces a été identifiée à travers leur mixité débordante qui fait d'eux des points de repère incontournable de lieu de vie et de lieu nocturne. Aucune temporalité n'est respectée. Elles sont saturées toutes les fins de soirée de la semaine à travers un système local appliqué par certains appelé « after work » et bondent encore plus les weekends. Nous pouvons citer à cet effet le stade 20 000 places, points de repère de toute la communauté banguissoise qui concentre tout autour de lui des bars restaurants en nombre très important et pour certain reste « le coin le plus chaud de la ville capitale ».

Le développement dynamique de la vie nocturne, avec ses variables partiellement incontrôlables, pose continuellement de nouveaux défis à la ville de Bangui. Il serait donc très important de suivre ces changements au plus près et d'analyser régulièrement les mesures à prendre pour les contrôler.

EQUIPEMENT

- Collecteurs principaux (DGTM)
- Collecteurs secondaires (DGTM)
- Rivières (DGTM)
- - * Projet de rocade et d'échangeur
- x Administrations Publique centrale (DGTM)
- x Représentations Internnationale (OSM)
- Mairie Centrale ((DGTM))
- Mairies D'arrondissement (DGTM))
- ⚡ ENERCA (OSM)
- ♦ SODECA (OSM)
- \$ Banques (OSM)
- Centres de Santé (DGTM)
- Hopitaux (DGTM)
- Aires de jeux (DGTM)
- ⊗ Lieux de culte (DGTM)
- Dépôts de transit (actif/inactif) (DGTM)
- Décharges (DGTM)
- Marchés (DGTM)
- ○ Bornes fontaines (active/inactive) (DGTM)
- Parc (relevé terrain)



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Les sources de chaque catégories d'équipement sont précisées entre parenthèse

Sources du fond de carte

Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)

Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

ÉQUIPEMENTS, LIEUX SYMBOLIQUE ET GRANDS SERVICES URBAINS

EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES

LA VOIRIE

Voirie primaire

La voirie primaire de Bangui est caractérisée par ses nombreuses avenues et son unique boulevard (Charles de Gaulle) en mauvais état. La quasi-totalité est bitumée et dégradée sauf quelques-unes qui demeurent en latérite. La voirie primaire a servi de référentiel pour la délimitation des arrondissements. Cependant, la commune de Bimbo ne dispose pas d'une avenue proprement dite même si certaines rues s'y apparentent. La longueur totale de la voirie primaire est 62.350 km.



Voirie secondaire et tertiaire

On distingue trois (03) catégories de voirie secondaire et tertiaire dans la ville de Bangui : (i) voirie bitumée rencontrée essentiellement dans le centre-ville (arrondissement 1) ; (ii) voirie latéritique dans les quartiers aménagés et (iii) voirie en terre argile dans les quartiers non aménagés. Cependant, dans la commune de Bimbo, aucune voie secondaire/tertiaire n'est bitumée. La plupart des voies relevées sont en latérite ou argile et, ne comportant pas de fossés latéraux. Les principales défaillances relevées sont : absence des feux tricolores, absence des supports de signalisations (horizontales et verticales), occupation illicite des emprises par des petits commerces, tracé irrégulier dans les quartiers, etc.



Au-delà des voies qui structurent la ville, bon nombres d'ouvrages de franchissement ont été réalisés et servent de connecteurs entre les arrondissements et les quartiers. Malheureusement, l'entretien de ceux-ci reste illusion, ce qui entraîne la dégradation rapide de l'ouvrages : dégradation ou absence des garde-corps ; l'absence de signalisations verticales etc.



MONUMENTS ET PLACES PUBLIQUES

D'après l'enquête urbaine des communes de Bangui et Bimbo, celles-ci renferment très peu de monuments et places publiques. La quasi-totalité de ces patrimoines architecturaux ont été aménagés récemment. Toutefois, Bangui disposait de quelques monuments au lendemain des indépendances. On peut citer entre autres : (i) la place de la république, (ii) monument Boganda...

Quelques illustrations qui montrent l'état de dégradation avancée et mal entretenus par les services dédiés.

LES MONUMENTS





LES PLACES PUBLICS/PARCS



Parcc du Cinquantenairew

Adduction en eau potable

Le réseau d'adduction en eau potable couvre la majeure partie de Bangui ainsi que certaines secteurs de Bimbo et Bégoua, deux (02) communes contiguës à celle de Bangui. L'ensemble du réseau est alimenté par trois (03) stations de pompage et quatre (04) réservoirs d'une capacité totale de 13 880 m³ avec pour source d'alimentation majeur le fleuve Oubangui. Le taux de la desserte est estimé à 27% de la population projetée (Cf. le rapport N°3 de la mission d'élaboration du schéma directeur de l'eau potable réalisée par SONEDE/ERA). Cette faible desserte est complétée aujourd'hui par des initiatives soit personnel, soit des ONGs, soit par l'Etat à travers la construction des puits (photo), des bornes fontaines (photo) et l'aménagement des sources naturelles dans certaines zones. Au-delà de Bangui existe partiellement dans la ville de Bimbo, trois (03) micros systèmes d'adduction construits pour soulager les populations des zones non alimentées. Ils s'approvisionnent à partir des eaux de la nappe phréatique pompée et traitée. Deux (02) pompes à motricité humaine ont été dénombrées dans Bimbo. Signalons qu'en dépit du réseau existant à Bimbo, certains ménages branchés au réseau n'accèdent pas au service à cause de la faible pression dans la zone. Malgré tous ces efforts, la population baguissioise jusqu'à nos jours trouve des difficultés énorme pour s'approvisionner en eau potable ; d'où le recours à des sources d'approvisionnement douteuse



De haut en bas: construction d'un puit dans le quartier d'Ambassana et puit à Bimbo

Réseau d'électricité

Nous trouvons disponible le réseau d'électricité dans les communes de Bangui et Bimbo. L'électricité est fournie par la société d'Etat dénommée ENERCA (Energie Centrafricaine). Cette société produit environ 20.5 MW répartis comme suit :

- 18 MW à partir des installations hydrauliques de Boali

- 2.5 MW à partir des installations thermiques de Bangui. Le taux de couverture à Bangui et ses environs est de 14%.

La demande énergétique est de 50 MW pour la ville de Bangui et ses environs. Par conséquent, un déficit d'environ 32 MW est relevé, entraînant ainsi des délestages intempestifs. Dans l'optique de réguler la distribution équitable de l'énergie disponible, un système horaire a été institué dans chaque secteur et ainsi chaque secteur ; reçoit de l'énergie pour une durée de 8h. Plusieurs projets sont en cours de réalisation, en vue de palier cet épineux problème et bon nombre reste en attente : Remplacement de 5 turbines de Boali 1 sur financement de l'IDA (PURCE) ; Dédoublment de Boali 2 pour passer de 10 MW à 20 MW sur financement de la BAD (Processus du recrutement de l'ingénieur conseil en cours) ; Réhabilitation de 3 groupes de la Centrale thermique de Bangui en cours pour passer de 2,5 à 8 MW financement de la BAD ; Installation de deux (02) turbines d'une puissance de 5 MW chacune au pied du barrage de Boali 3 sur financement Chinois (Travaux suspendus à cause de la crise militaro-politique éclatée en 2013).

Assainissement

Le premier constat fait ressortir ce qui suit : un manque d'hygiène et une insuffisance des mesures de salubrité minimum dans les milieux urbains et plus particulièrement à Bangui la capitale. Ceci favorise très rapidement le développement des vecteurs pathogènes. En vue de résoudre le problème, la politique adoptée se limitait à la réalisation des latrines traditionnelles à fosse, une initiative de la population. La population de Bangui souffre du problème de ramassage des ordures malgré la présence de quelques dépôts de transit formels situés de part et d'autres et d'une décharge de 36 100 m² de superficie¹ à Kolongo dans l'ancienne zone industrielle. La décharge est presque pleine car la dernière cellule est en utilisation actuellement. En dépit de son arrivé à terme, elle souffre d'une forte insuffisance d'équipements bien qu'ayant eus des dons de certains Bailleurs de fonds (MINUSCA, BDEAC, UE, etc.).

Le système de drainage et d'évacuation des eaux de pluie souffre également d'insuffisance. Celui-ci est constitué de deux collecteurs majeurs artificialisés (Bouagba et Kouanga), encadrés à l'Ouest et à l'Est par deux rivières, respectivement Ngola et Nguito, et complétés par un réseau de drains mineurs très artificialisés dans la zone du Centre-Ville. De visu, plusieurs problèmes ont été dénichés à savoir : des Parois en terre, comme en pierre envahi massivement par les herbes ; Absence d'ouvrages de franchissement ; incivisme de la population à travers les déchets déversés dans ces ouvrages etc. Malgré la succession d'investissements initiés par les bailleurs de fonds pour la construction des collecteurs pour drainer les eaux, environ 90 000 habitants en moyenne soit 16% des Banguissois sont exposés à l'inondation de 15 jours en moyenne par an (Source DSAD).

¹ Érigé en 2008 sous financement de l'Ida à travers le projet purisu



EQUIPEMENTS DE SUPERSTRUCTURES

Equipements administratif

La ville de Bangui étant la capitale administrative de la république centrafricaine, elle renferme tous les ministères et services connexes. Cependant, la quasi-totalité des équipements administratifs sont localisés dans le 1er arrondissement (PK0 dans un rayon de 2 à 3km) « nous sommes obligés de nous rendre au centre-ville pour faire les actes de naissance de nos enfants, faire signer des dossiers administratifs, c'est très difficile pour nous de faire ces aller et retour à tout moment. Par ailleurs les mariages officiels sont célébrés au niveau de la Mairie, ce qui nécessite une forte mobilisation des habitants qui sont obligés de faire le déplacement», propos recueillis chez une habitante d'Ambassana lors de la mission regard de la société civile. Ce phénomène montre une dépendance totale des arrondissements au centre-ville. Ces équipements sont vétustes pour la plupart, car les bâtiments ont été construits durant l'époque coloniale. Toutefois, certains équipements administratifs de faible importance sont localisés dans les autres arrondissements ; notamment les mairies d'arrondissement, les commissariats, les services d'impôts...

Quant à la mairie de Bimbo, tous les équipements administratifs sont concentrés au centre de la ville. Il s'agit de : l'hôtel de ville, la préfecture, inspection scolaire, direction du commerce. Signalons que tous les équipements administratifs de Bimbo sont dégradés et les locaux sont insuffisants pour accueillir les agents de l'Etat.



Assemblée Nationale

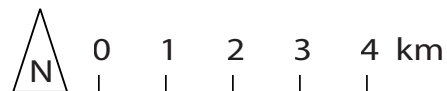
Equipements marchand

D'après l'audit urbain 2014, lors de l'enquête plusieurs équipements marchands (marchés et gares) repartis selon les catégories et les tailles ont été dénombrés. Avec l'éclatement de la crise militaire politique, des marchés de proximité se sont développés dans les quartiers, occupant illicitement les emprises des voies publiques. Ces marchés de proximité échappent complètement au contrôle des services financiers des municipalités. Cependant, la quasitotalité des marchés contrôlés par les services municipaux et localisés dans les quartiers affectés par la crise militaire politique ont été vandalisés, réduisant ainsi l'assiette fiscale des municipalités.

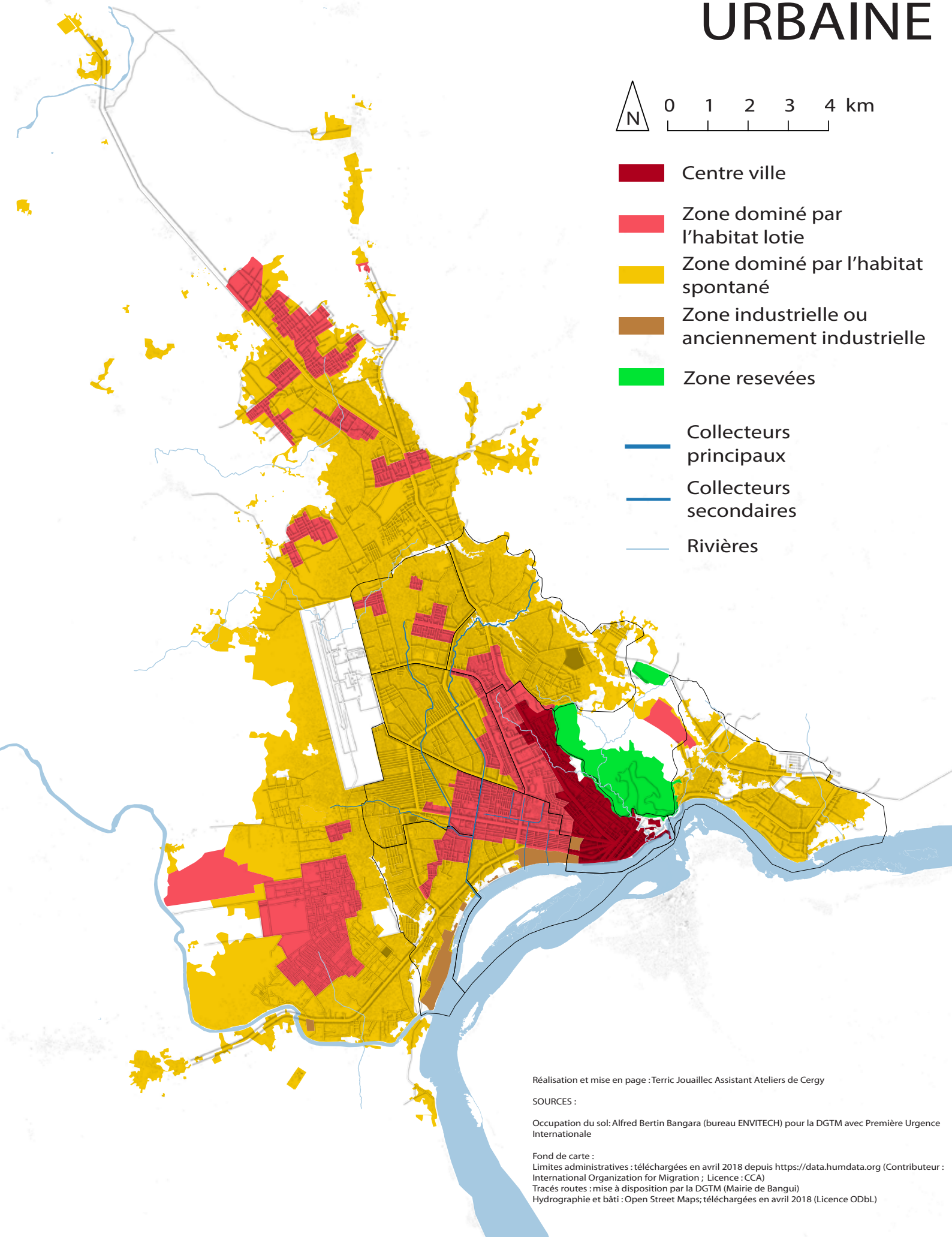
Quant aux gares, on en dénombre très peu pour toute la région de Bangui et Bimbo et elles sont quasiment concentrées dans le 1er arrondissement de la commune de Bangui. Les autres gares localisées à la périphérie de Bangui (Pk12 et Pk09) sont inappropriées et occupent une partie des emprises de voies. La description de l'état des équipements diffère d'un équipement à l'autre d'où pour certains nous avons pu relever : boutiques et étales en mauvais état, toilettes en mauvais état et de dépôt d'ordure, conflit d'usage (une bonne partie des commerçants occupent la rue).



MORPHOLOGIE URBAINE



-  Centre ville
-  Zone dominé par l'habitat lotie
-  Zone dominé par l'habitat spontané
-  Zone industrielle ou anciennement industrielle
-  Zone resevées
-  Collecteurs principaux
-  Collecteurs secondaires
-  Rivières



Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Occupation du sol: Alfred Bertin Bangara (bureau ENVITECH) pour la DGTM avec Première Urgence Internationale

Fond de carte :

Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur :

International Organization for Migration ; Licence : CCA)

Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)

Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

PAYSAGE, MORPHOLOGIE URBAINE ET ARCHITECTURE

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Le premier recensement effectif pour déterminer avec exactitude les données démographiques de Bangui et des autres régions a été réalisé en 1975, onze ans (11) après l'érection de l'agglomération de Bangui en commune le 3 janvier 1964. Treize ans (13) après, un deuxième recensement général de la population et de l'habitat fut réalisé en 1988 et a permis de déterminer le taux d'accroissement naturel durant cette période estimé à 2,7% (RGPH88). Ce taux d'accroissement naturel a légèrement baissé entre 1988 et 2003, suite à la succession des conflits qui se sont révélés très destructeurs et ont poussé bon nombre à se réfugier dans les pays voisins. Se référant aux différentes conclusions thématiques du RGPH03, le taux d'accroissement naturel devrait continuer de chuter pour se stabiliser autour de 2.1% pour la ville de Bangui.

Quant à l'agglomération de Bimbo, les recherches documentaires faites auprès du service de la démographie donnent un effectif total estimé en l'an 2013 de 267 859 habitants pour toutes les quatre circonscriptions de Bimbo. Se référant aux exigences de la mission, l'accent est mis sur les zones de Bimbo centre et Bimbo N°3 où la population totale estimée en 2013 est de 75 019 habitants. La commune de Bimbo est l'une des collectivités qui a accueilli beaucoup de déplacés lors de la grande crise militaro-politique qu'a connue la République centrafricaine depuis 2012 à ce jour. Cette situation a joué énormément sur la prévision démographique ainsi que l'occupation spatiale de la commune.

Cet accroissement rapide de la population au cours de ces dernières années a eu un fort impact sur l'extension de la ville et par conséquent sur la fonction des quartiers. Ces derniers se traduisent aujourd'hui par des paysages différents d'une zone à l'autre, mais que l'on peut toujours regrouper suivant leur appartenance à la ville moderne ou aux quartiers populaires. Tout sépare la ville "moderne" des quartiers populaires dont nous pouvons citer entre autres : la richesse ou l'absence des infrastructures, la végétation, la densité de l'habitat et l'aspect du bâti.

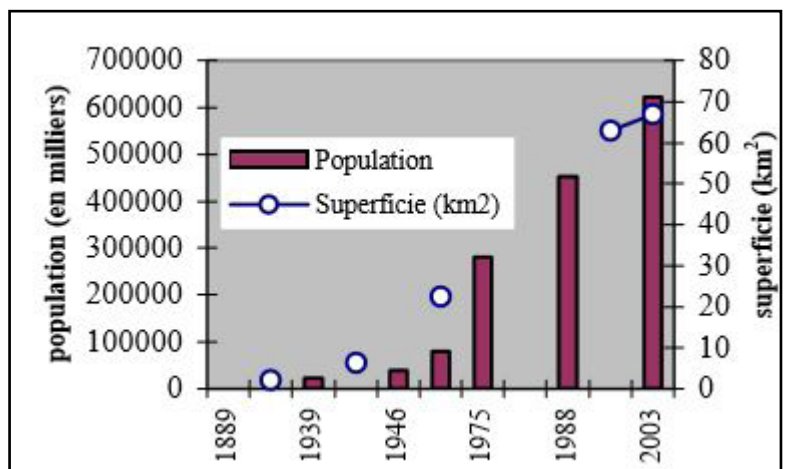
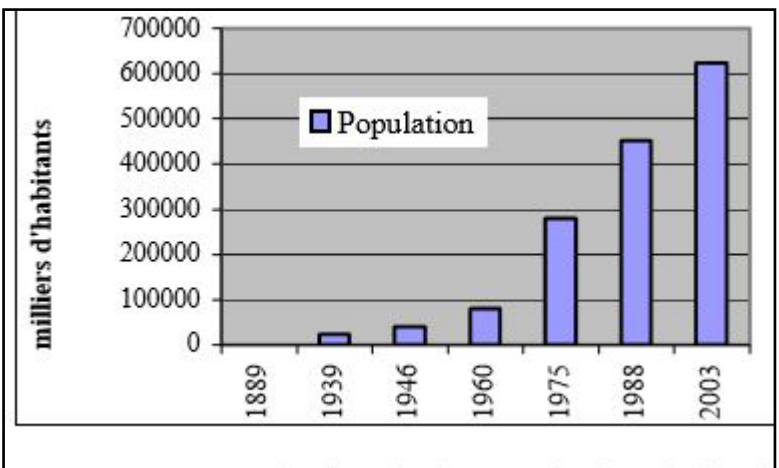


Diagramme d'évolution de la population de Bangui et de la surface de Bangui 1989-2003

Source : NGUIMALET, C.R., 2004 ; RGPH03

PAYSAGES ET HABITATS DE LA VILLE "MODERNE"

Un ensemble se détache par la forte emprise au sol du bâtiment : le noyau central qui s'ordonne autour de la place de la République autrement appelé PK0 qui est le cœur de la cité. Les immeubles se touchent, formant des îlots presque bâtis. Les quelques sols encore libres ou nus ont été utilisés pour l'érection de nouveaux immeubles et les espaces verts ont entièrement disparu.

Les paysages très urbanisé du noyau concerne essentiellement l'Ouest de la place de la République. A l'Est (dans le premier arrondissement), la ville conserve son aspect colonial plus desserré avec une apparition des espaces verts le long des voies. La densité de l'habitat est ici bien moindre qu'à l'Ouest de la place de la République.

- **Les quartiers denses du centre-ville**, qui sont surtout administratifs, résidentiels ou industriels son situé au Sud et à l'Est du noyau central, essentiellement en bordure du fleuve et le long des avenues s'éloignant de la place de la République. Les constructions occupent 40 à 50 % de la surface contre plus de 90% dans l'Ouest du noyau¹.

¹ Jean-Bosco PELEKET (nouvelle capital pour la république centrafricaine)



localisation des quartiers d'habitat lâches (9 villas, Sica Assana, cité Ascena)



Les quartiers d'habitat lâche qui constituent

L'essentiel de la ville moderne lorsque l'on s'éloigne du noyau avec une emprise de construction au sol faible (9 à 20% du sol occupé par les constructions pour une densité de 3 à 8 maisons à l'hectare). Ces quartiers peuvent être identifiés dans la ville de Bangui: au pied de la colline, le camp de Roux à la gendarmerie, les villas du quartier Assana, l'Asecna, des 36 et 9 villas, des villas de la rue de la poste et de l'avenue Nasser.



quartiers dense ddu centre-ville

PAYSAGES ET HABITATS DES QUARTIERS POPULAIRES

Bref historiques sur les quartiers populaires

Avant sa création, la ville était occupée par une ethnie locale appelée « Ndri » qui vivait essentiellement de l'agriculture et de la pêche. Suite à la création du poste administratif, Bangui a connu une forte expansion démographique et spatiale passant de 2400 habitants à 208 000 habitants entre 1910 et 1950. C'est ainsi qu'on dénombre plusieurs ethnies venues d'autres régions pour s'installer à l'orée de l'indépendance. Des quartiers à habitat précaire (KODORO) et à dominance ethnique seront créés. Il faut noter que, ces quartiers sont nés d'une politique du système administratif colonial d'un rayon d'influence (5km) que ne devrait pas franchir les indigènes¹.

Quartiers	Ressortissants des ethnies
Boy Rabe	Gbayas, Sarah et Kaba
Miskine/Malimaka	Banda, Goulas et Rungas
Saïdou	Initialement occupé par les sujets musulmans avant de migrer vers Mamadou M'Baïki
Bruxelle/Bacongo	Yakomas, Sangôh, Gbanziri et Ngbaka

Tableau : quartiers précaires (KODORO) et ethniques
Source : Extrait de François VILLIEN

Les quartiers populaires «KODOROS »

Bangui, comme toutes les métropoles d'Afrique noir, est une ville dont les quartiers populaires, en continue mutation, ont toujours un aspect inachevé.

Les KODOROS, qui forment l'essentiel de la ville, sont marqués par une absence quasi-totale de l'organisation de l'espace. Ce fait important découle de la rareté des voies de communications structurantes qui au cours des années a encouragé un développement anarchique de l'habitat. Les maisons sont implantées de part et d'autre de manière fantaisiste, dans une anarchie et un désordre original pour un espace urbain.

Nous pouvons distinguer trois grands types de paysage suivant la densité de l'habitat :

- **Les secteurs d'habitat lâche** : 1 à 10 maisons à l'hectare. Ce paysage est marqué par un habitat discret : maisons disséminées par de vastes espaces mais reliés entre elles par un réseau dense de chemins piétonniers.

- **Les secteurs d'habitat peu dense** : 11 à 20 maisons à l'hectare. La surface occupée par les habitations est de l'ordre de 6 à 8% de l'espace total, mais la disposition des maisons ne permet pas de s'en faire une idée exacte.

- **Les secteurs d'habitat dense** : à partir de 21 maisons à l'hectare, le paysage perd une large part de son aspect rural car les terres libres se font rares. La disposition des habitations, quand elles ne sont pas près d'une piste ou d'une rue, est anarchique.
Bangui

Bangui présente donc de nombreux visages : contraste important avec des ensembles lotis de maisons en dur sagement alignées le long des voies défoncées, et l'heureuse anarchie des petites maisons ocres parsemant les verts parcs à manguiers des périphéries de la ville.

¹ François VILLIEN, Pierre SOUMILLE, Pierre VIDAL, Jean Pierre PIRONANO

Implantation linéaire de l'habitat

L'installation des maisons se fait de part et d'autre de la route suivant le très classique schéma des villages-rues que nous pouvons identifier sur la route de Boali et de Douala (zoom localisation sur une carte). C'est aux abords de ces voies que l'on trouve une assez forte densité en dent de scie de maisons en dur appartenant à des personnes aisées « KOTAZO » (en langue Sango le préfixe Kota signifie grand tandis que Zo signifie Homme, on peut donc littéralement traduire l'expression par grand-homme mais le mot le plus adapté serai notable) qui recherchent la proximité des routes carrossables, et de maison d'habitation précaire en terre. On voit naître ainsi, en bordure des routes une forme de riche façade cachant les maisons beaucoup plus modestes de l'intérieur des quartiers et une autre forme de façade d'habitat traditionnel qui alterne avec ceux-ci.



TYOLOGIE DE L'HABITAT ET MODE D'OCCUPATION

La morphologie des villes de Bangui et Bimbo est dominée par deux aspects principaux :

- L'occupation spatiale par type d'habitat

- L'occupation spatiale par ethnie et/ou région d'origine qui forme les quartiers.

Trois types d'habitat sont relevés sur l'espace urbain de la région de Bangui :

Habitat administré/viabilisé

C'est l'espace loti, organisé et concédé au tiers qui se trouve au centre-ville de Bangui, mais beaucoup plus dans la commune de Bimbo. Dans la commune de Bangui, cet habitat a été conçu et réalisé par les colons dès la création de la ville. A ce jour, le centre-ville est occupé par les services (banques, commerces, Hôtels ...) et l'Administration (Palais de la justice, le palais de la Présidence, les ministères, la Mairie centrale, les grandes

institutions ...). Cependant dans la commune de Bimbo, plusieurs lotissements ont été réalisés sous la pression démographique de la ville de Bangui. Toutefois, on relève une absence totale des espaces réservés pour l'implantation des équipements communaux ainsi que les réseaux divers (électricité, eau et assainissement) ;

Habitat planifié/logements sociaux

Ce sont des terrains lotis, organisés et abritant des maisons à usage d'habitation et des équipements de proximité. Ces habitats planifiés ont été créés pour la plupart aux alentours du « quartier des blancs » dans le but d'héberger les commis d'Etat et domestiques des colons. A ce jour, la plupart des logements sont, soit transformés par les occupants aisés, soit vendus aux fonctionnaires de la classe moyenne. Ceux qui sont restés sous la gestion de l'Etat sont très dégradés.

Arrondissements	Quartiers lotis
1er	Quartiers SICA 1, Cité Christophe, 200 Villas et 36 villas
2ième	SICA 2 et SICA 3, Lakouanga, Cité Cadastre
3ième	Castors
4ième	Cité Jaguar 5ième Ben-Zvi
6ième	Cité « Cadastre », Cité Cadastre, 92 logements
8ième	Cité Cadastre Source : Bangui, capital d'un pays enclavé d'Afrique Central

IV1es différents quartiers qui présentent un lotissement par arrondissement
Source : Bangui, capital d'un pays enclavé d'Afrique Central

Il y'a aussi quelques habitats planifiés dans la ville de Bimbo dont une partie des 100 logements depuis juin 2017 construits à Cattin plateau.

Rappelons que la majorité des habitats planifiés ont été réalisés par les sociétés immobilières, jadis installées en République Centrafricaine :

- SICA (Société Immobilière centrafricaine);
- Société Nationale de l'Habitat (SNH)

« Depuis 1983 quand l'unique société de construction de logement en RCA, notamment la SNH (Société nationale de l'habitat) a fermé ses portes, il n'y a aucune structure qui permet la construction de logement dans le pays »

interview de M. Gabriel Tanguy Ngouamidou Directeur général de l'Habitat au Ministère de l'Habitat et du logement ; 25, janvier 2015



Contraste entre un quartier lotis (Lakouanga) et un quartier non loti (Kpétene)

Habitat spontané et précaire « KODOROS »

Ce sont des espaces occupés illégalement par la population en quête du bien-être. Ces quartiers sont les prolongements désordonnés des habitats planifiés et/ou administrés. On y remarque une absence cruelle des équipements socio-collectifs ainsi que les services de base (voiries et réseaux divers) pour l'épanouissement humain. Les premiers habitats spontanés se trouvant proches des habitats planifiés sont occupés de nos jours par les « fonctionnaires de la classe moyenne » qui ont racheté les parcelles auprès des premiers occupants. Au fil des années, ces quartiers ont été aménagés par l'Etat sur financement des bailleurs traditionnels à travers les projets THIMO, TAG et FA PURISU. C'est le cas des quartiers Malimaka, Gbakondjia, Galabadja et Kpétene.

UNE GESTION FONCIÈRE TOUJOURS CONFLICTUELLE

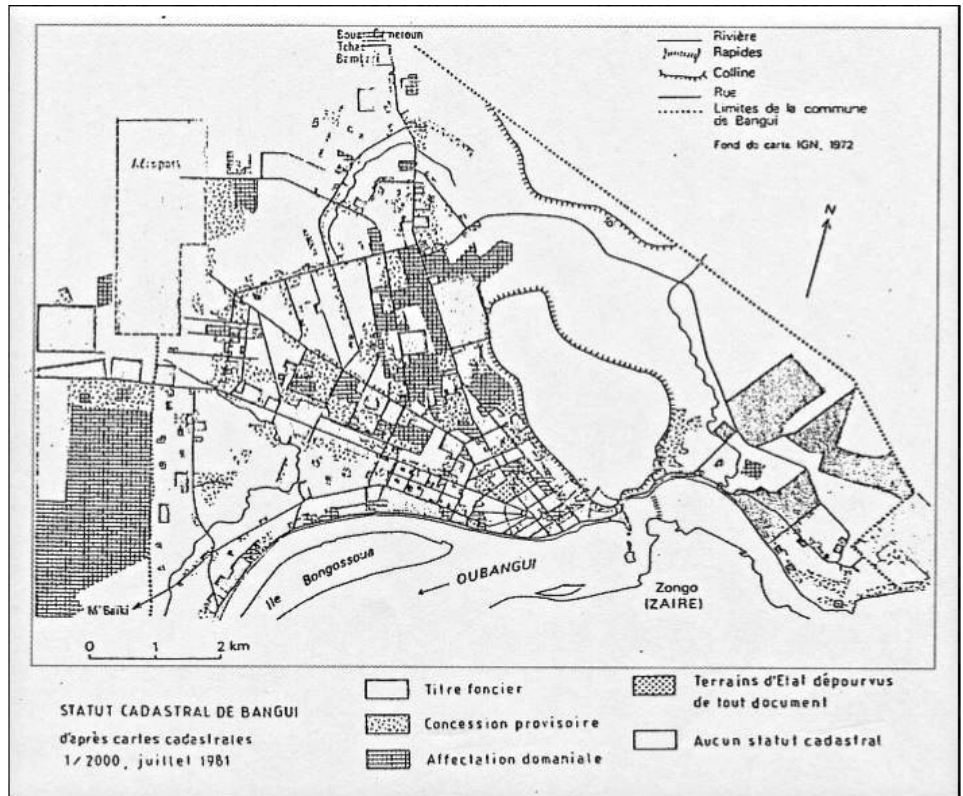
Le besoin en espace dans le périmètre urbain est considérable devant l'afflux de la population bangouissoise. Mise à part le centre-ville et quelques quartiers lotis, les autres quartiers sont occupés sans opération foncière au préalable. Après 1983, la ville de Bangui n'avait plus de réserve foncière à morceler et à proposer aux demandeurs de terrain à bâtir. Cependant, les transactions foncières se sont faites sur des parcelles acquises et non encore mises en valeur. La surface couverte par les quartiers lotis n'est que de 168 Hectares et ne représente que 3% de la superficie totale de la ville¹. Face à cette situation, certaines élites urbaines ont profité de leur position sociale pour s'approprier de vastes parcelles à la périphérie de la ville. Cette extension spatiale s'est effectuée vers le sud-ouest et le nord-ouest de la ville de Bangui. Deux régimes fonciers se juxtaposent: le régime coutumier et le régime moderne.

L'acquisition coutumière peut se faire sous plusieurs formes : Dons, legs, cession parentale, achat avec une modique somme ... Ce mode d'acquisition est géré par les autorités locales (Chefs de quartier et Chefs de groupe).

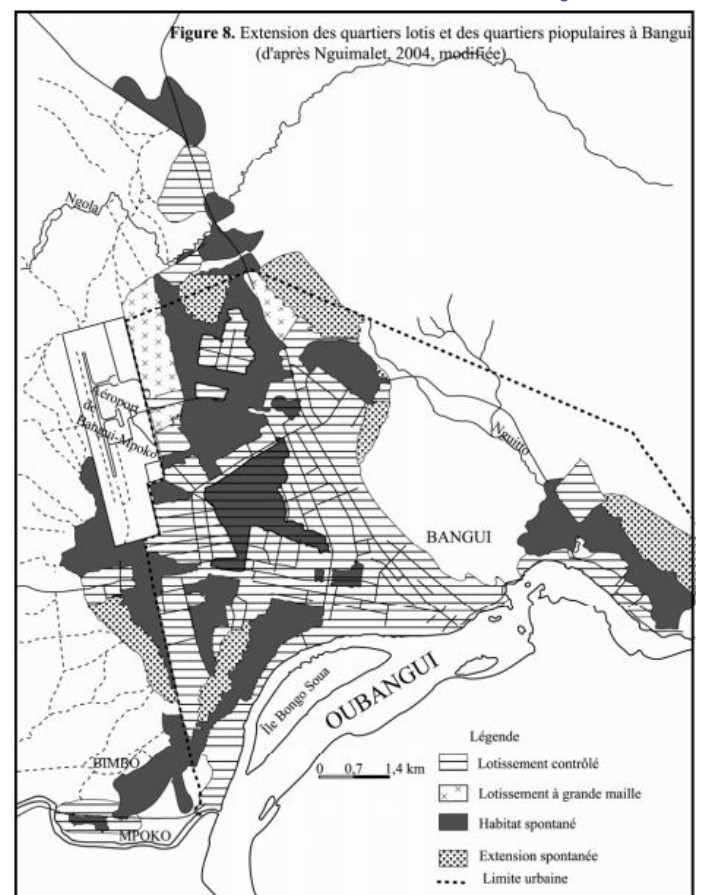
La terre à Bangui est attribuée par le chef de quartier moyennant une somme qui, si elle était symbolique à l'origine a atteint maintenant dans certains quartiers une valeur assez élevée (1.500 F. CFA le mètre carré à Kokoro II mais jusqu'à 15 000 F. CFA le mètre carré à Mbossoro). Si le propriétaire le désire, il peut faire cadastrer la parcelle mais cela entraîne d'autres frais (de 25 000 à 225 000 F. CFA suivant les zones, ce qui est énorme quand on sait que le SMIG est de 14 000 F. CFA par mois en 1984). La terre attribué par le chef est choisie par le nouveau propriétaire ce qui explique que les implantations se font dans un grand désordre et en laissant des vides dans la trame de l'habitat².

Certaines personnes vendent leurs terrains acquis par héritage aux autres sans l'implication et le

contrôle du service du cadastre. Cette situation continue toujours d'accroître le dynamisme des quartiers spontanés dépourvus d'infrastructures urbaines (quartiers sans rues, sans électricité, ni eau courante etc...).



statut cadastrale de Bangui 1981
Source : Extrait Nguimalet, 2005.



Source : Extrait Nguimalet, 2005

¹ L'architecture coloniale du centre-ville de Bangui (Rép. Centrafricaine) : essai sur un patrimoine urbain en décadence (Thierry BANGUI)

² Habitat et habitations dans les quartiers populaires de Bangui François Villien

Mode d'acquisition foncière

Conformément à la constitution de la République Centrafricaine, la terre appartient à l'Etat. A ce titre, il revient aux services compétents de l'Etat d'aménager des espaces urbains avant de les concéder aux citoyens désireux de s'en procurer. Selon les procédures élaborées par le Ministère de l'urbanisme, les démarches à suivre pour l'acquisition légale d'un foncier sont les suivantes :

- Ouverture par l'acquéreur d'un dossier de demande d'acquisition, suite à la publication du ministère informant la population d'une opération de lotissement.
- Versement au trésor public des Taxes Locales d'Equipements (TLE). Le montant de la TLE varie selon la superficie du lot et selon la localisation des parcelles ;
- Signature de l'arrêté ministériel de concession, valable pour une durée de Cinq (05) ans ;
- Délivrance du titre foncier, après mise en valeur de la propriété immobilière conformément aux exigences de l'arrêté ministériel.

Diagnostic urbain de Bangui

LA PROBLÉMATIQUE DU LOGEMENT DANS LA VILLE DE BANGUI OFFRE DE L'HABITAT DANS LE GRAND BANGUI

Le besoin en logements se définit suivant une approche qualitative et quantitative. Les logements construits sans assistance souffrent de nombreux problèmes de salubrité, d'inconfort et de défaillances techniques. L'approche quantitative fait ressortir un déficit accumulé de plus de 15 000 parcelles depuis la fermeture de la SNH (Société Nationale de l'Habitat) en 1983. Ce passif est énorme lorsqu'on note que pas plus de 2000 logements ont été construits depuis l'indépendance sur toute l'étendue du territoire de la République Centrafricaine. Aujourd'hui rien que pour la ville de Bangui la demande annuelle en logement est environ 10 000 logements¹.

¹ Source Site internet de l'Agence Centrafricaine pour la Promotion de l'Habitat(ACPH)

L'offre de l'habitat dans le processus de développement du Grand Bangui est énorme. Il faut rappeler que le secteur de l'habitat à Bangui est un secteur auquel sont émaillés des problèmes de tout genre : logements, les équipements, la voirie et les réseaux divers (VRD), faute de planification et d'une réelle politique affirmée. La demande par exemple en logements dans le Grand Bangui est pour la plupart assurée par l'auto construction (assistée ou non assistée). En ce qui concerne l'habitat planifié, les efforts sont initiés par les acteurs privés, mais le coût ne favorise pas l'accessibilité à tous. La demande sans cesse en logements combinée au chômage favorise la création et la vulgarisation des KODOROS un mode de production de l'habitat rural transposé en ville. A la différence que dans les milieux ruraux, l'abondance d'espaces exige la construction des maisons distantes autour des centres d'intérêt. Or dans les milieux urbains, faute d'espace les maisons sont serrées les unes des autres et surtout construites pour la plupart sans tenir compte des règles de servitudes et de mitoyenneté (Mesmin GUENGUEBE MBARI, juin 2012).

La réponse de l'état au problème d'habitat planifié/logements sociaux

DECLARATION DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE AU PREPCOM (DU 14 AU 16 AVRIL 2015 A NAIROBI)

Les progrès réalisés par la RCA depuis Habitat II peuvent se résumer à plusieurs actions ciaprès :

- L'Elaboration d'une stratégie Nationale en matière d'Habitat assortie d'un programme cadre 2002-2010 ; révisé tout récemment mais dont l'adoption est en cours ;
- L'élaboration d'une lettre de Politique en matière d'habitat et du Logement ;
- La création du Fonds d'Aménagement et d'Equipement Urbain (FAEU) ;
- La création d'un département à part entière en charge de l'habitat et Logement ;
- La création de plusieurs structures visant à promouvoir des logements à moindre coût pour la population à faible revenu. Nous pouvons citer entre autres : L'Agence Centrafricaine pour la Promotion de l'Habitat (ACPH) ; La Banque de l'Habitat de Centrafrique dont l'opérationnalisation est en cours;
- La redynamisation des relations avec les institutions sous régionales (Je citerai entre autres : AMCHUD, devenu CTS, SHELTER AFRIQUE...), mais aussi internationale (Je citerai l'ONU-HABITAT) ;
- L'élaboration de plusieurs programmes dans le domaine de logements.

La République Centrafricaine au travers du département en charge de l'Habitat et du Logement ne ménage pas ses efforts, déterminé à faire face à ces problèmes. Plusieurs actions ont été menées à ce jour entre autres :

- L'élaboration d'un Code Immobilier qui est en instance de validation;
- L'élaboration d'un Code de Construction en instance de validation lors d'un Forum de validation;
- La mise en route des projets de constructions des logements sociaux, qui a pour objectifs de promouvoir la cohésion sociale qui est mise à mal en ce moment et de fournir des logements décentes à moindre coût à tous les centrafricains en se basant sur le concept du Partenariat Public Privé (PPP) ;
- La mise à disposition des populations des parcelles viabilisées ; -
- L'élaboration des Programmes de Développement Urbain Décentralisés afin d'optimiser la capacité des collectivités locales

Gabriel Tanguy NGOUAMIDOU Inspecteur Central en matière de l'Habitat Point Focal ONU-HABITAT (extrait, DECLARATION DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE AU PREPCOM (DU 14 AU 16 AVRIL 2015 A NAIROBI)

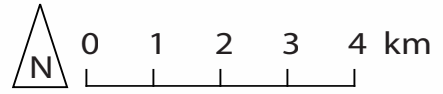
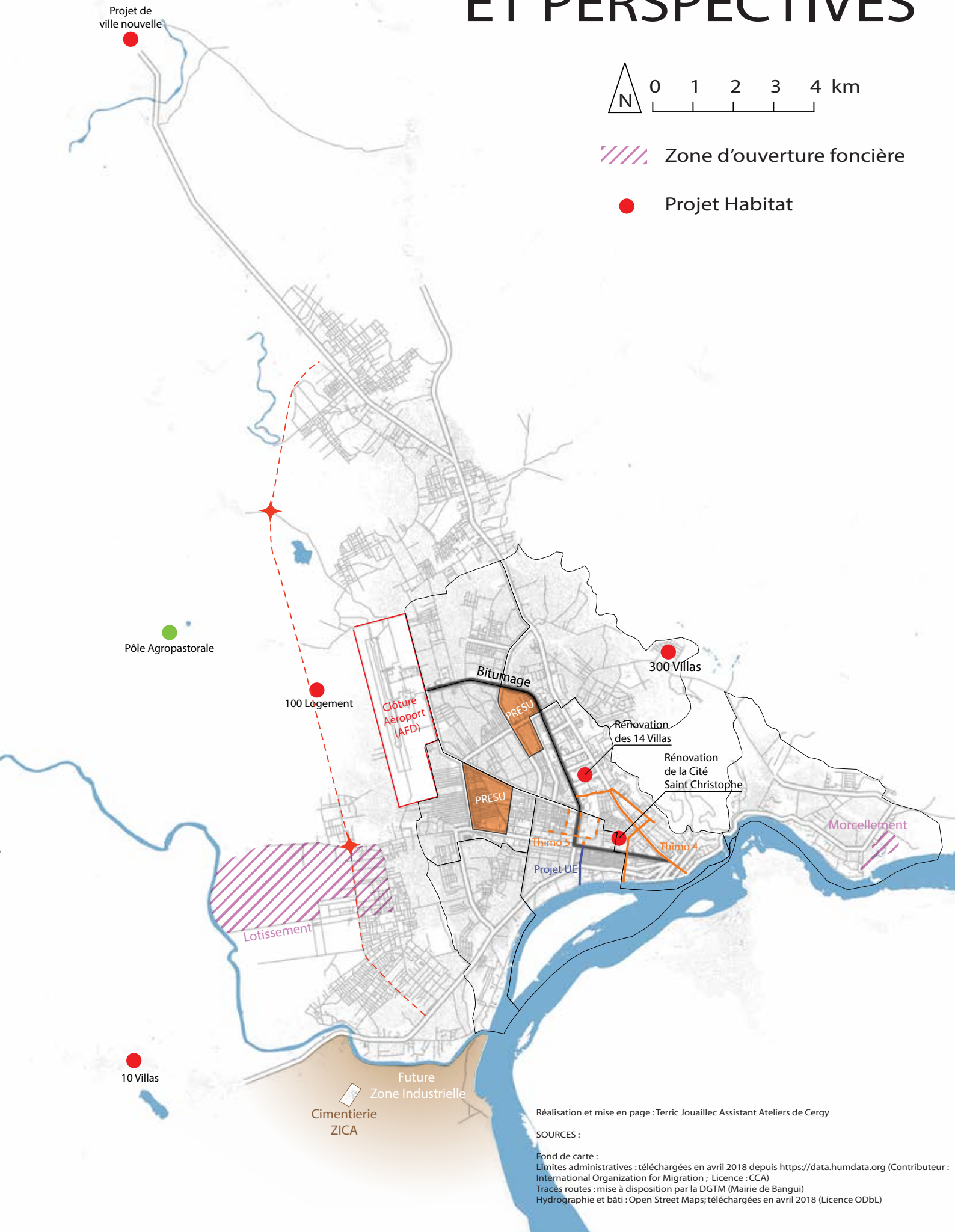
ARCHITECTURE

Le centre ville PKO point de départ et cœur de la ville de Bangui est constitué essentiellement de constructions d'architecture coloniale, héritage de la colonisation française. Ce patrimoine architectural, façonné par soixante dix ans d'histoire, porte les signes de la France. Cette période coloniale (1889 1960) est marquée, sur les plans architecturaux et d'urbanisme, par des réalisations variées tels que des bâtiments administratifs, des bâtiments utilitaires (logements, écoles, hôpitaux, etc.), des bâtiments à usage commercial ou industriel, des édifices religieux, des routes, des équipements électriques, d'adduction d'eau, etc¹. En se référant à Yves Marguerat (2000), d'une part, et à Jacques Soullillou (1993), d'autre part, nous retiendrons que, l'architecture coloniale à Bangui est caractérisé par le style art déco, et des bâtiments classiques à véranda(s).

¹ *L'architecture coloniale du centre-ville de Bangui (Rép. Centrafricaine) : essai sur un patrimoine urbain en décadence (Thierry BANGUI)*

Ces équipements construits à l'époque coloniale mis en place par l'administration coloniale à Bangui, sont restés sans entretien réel. Elles servent aujourd'hui de bureaux et de logements des fonctionnaires de l'Etat, dans un état de délabrement avancé. Ajouté à cela, les pillages dans la ville, les mutineries et les troubles sociopolitiques répétés, sont autant de facteurs qui découragent un éventuel investissement dans les villes et plus particulièrement à Bangui. Malgré l'insuffisance d'entretien du patrimoine coloniale, plusieurs d'entre eux sortent du lot et ont été réhabilités Exemple : la résidence du gouverneur devenu le palais de la renaissance ; le building administratif. Cependant, la ville n'a cessé de croître et des initiatives publiques comme privé ont été prises suivant un style architectural cartésien en cube. Ce style architectural prend de l'ampleur au travers des constructions qui s'érigent tout autour du PK0. Contraste marquant d'un nouvel style architectural en concurrence avec l'héritage architectural laissé par les colons.

GRANDS PROJETS ET PERSPECTIVES



 Zone d'ouverture foncière

 Projet Habitat

Réalisation et mise en page : Terric Jouaillec Assistant Ateliers de Cergy

SOURCES :

Fond de carte :
Limites administratives : téléchargées en avril 2018 depuis <https://data.humdata.org> (Contributeur : International Organization for Migration ; Licence : CCA)
Tracés routes : mise à disposition par la DGTM (Mairie de Bangui)
Hydrographie et bâti : Open Street Maps; téléchargées en avril 2018 (Licence ODbL)

GRANDS PROJETS DES ACTEURS

LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT URBAIN

Les Projets d'aménagement urbain

Après les indépendances de la RCA, les villes ont évolué sans document de planification urbaine, engendrant un disfonctionnement dans l'organisation spatiale des communes. Fort des différents constats amers faits à divers échelons, plusieurs projets de développement urbains ont été initiés et financés par les Bailleurs traditionnels de la RCA qui sont l'Union Européenne (UE), l'Association Internationale pour le Développement (IDA), l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Africaine de Développement (BAD) ... Ces projets d'aménagement urbain ont permis d'améliorer le cadre de vie d'une partie de la population ainsi que les niveaux d'équipements dans les différents arrondissements des communes de Bangui et Bimbo.)

Nom du projet	Année de réalisation	Etat de réalisation	Zone d'intervention	Bailleur
100 LOGEMENTS		En cours	Bimbo	Etat du Maroc
RECONSTRUCTION DU COLLECTEUR		En cours		UE
BITUMAGE DE LA ROUTE		En projet		Fond du roi du Quatare
THIMO IV	2012 - 2018	Réhabilitation des collecteurs uzès, indépendance		AFD
PROJET DE VILLE NOUVELLE		En cours d'étude		CHINE
CLOTURE DE L'AEROPORT		En cours de réalisation	Bangui Bimbo	AFD
PRESU	2015 - 2018	(i) restructuration et assainissement des quartiers retenus ; (ii) bitumage d'une avenue	Quartiers Miskine, & Sarah	AFD
300 Villas		Lotissement du terrain réalisé mais projet à l'arrêt suite à la contestation des habitants		
20 villas		10 Construites		
Rénovation de la Cité Christophe		Rénovation de la Cité Christophe Une partie de la cité a été rachetée par un promoteur privé		

PROJET DE CLOTURE DE L'AÉROPORT

L'AFD porte actuellement le financement de la clôture de l'Aéroport de Bangui. A ce jour, il n'y a effectivement aucune clôture. Ce projet s'il répond à un enjeu sécurité des personnes pose également une question sur l'impact pour les populations situées à l'ouest de l'aéroport. Elles ont en effet pris pour habitude de couper par les pistes pour se rendre au centre-ville, itinéraire permettant notamment d'éviter le passage par la zone située au sud de l'aéroport fortement insécurisant pour les populations de Bimbo. L'axe ouest-est Rue de député Gabriel Berrot, Avenue Barthélémi Boganda ayant été surnommé le couloir de la mort pendant la crise. Si cette insécurité demeure après la clôture, la seule alternative sera donc de contourner l'Aéroport par le nord en effectuant un très large détour.

Au-delà de cet effet de blocage, le projet de clôture va impacter les populations alentour en provoquant les déplacements de l'habitat ou de l'activité maraîchère. Pour prendre le mieux possible en compte cet impact, l'Afd a mené récemment une mission d'identification qui pourrait donner lieu à un projet urbain sur Bimbo. Ces impacts ont aussi entraîné la constitution d'un groupement spécial UGP qui a pour mission de mettre en œuvre un plan de réinstallation et d'assurer l'accompagnement local.

L'intense activité des bailleurs de fond dans la ville capitale montre sans faute que Bangui est marqué par une importante insuffisance en infra et superstructures. La liste de ces différentes interventions reste exhaustive, plus important encore aujourd'hui pour impulser le développement et l'amélioration du cadre de vie de la population.

ACTEURS INTERNATIONAUX (HUMANITAIRE)

Les interventions des acteurs internationaux identifiées dans la ville de Bangui ont pour objectifs selon Anne Burlart (Faux-t-il mentionner son nom lors d'une mission réalisée le 10 au 18 mars 2016 :

1. Engager / permettre / faciliter le retour des déplacés

- Les projets correspondant sont ceux de PUI, ACTED qui visent la reconstruction d'"abris". Il s'agit ici d'une maison en dur de 16 à 20 m² (entré-couché), à l'emplacement des maisons détruites. Ce format prescrit par les acteurs humanitaires est critiqué par les institutions qui lui reprochent d'être minimaliste et de "ne pas respecter les règles". De fait, celles-ci ne semblent pas être validées et partagées, mais internes au Ministère qui souhaite les soumettre au nouveau gouvernement dès qu'il sera en place. Les populations demandent une cloison intérieure pour séparer un espace de chambre.

- Si le travail ayant trait au foncier (NRC) va bien au-delà des problématiques de retour, celles-ci en sont les premiers écueils. Ce projet a développé un outil sur la base d'un formulaire de déclaration existant antérieurement et utilisé par les services du Ministère. Cet outil basé sur le témoignage du voisinage est tout à fait pertinent dans un cadre où la communauté avant-crise est toujours présente. Il trouve toutefois ses limites dans

le cas d'une destruction totale ou d'une réappropriation de l'ensemble d'un quartier par une autre communauté.

2. Faciliter l'accès à l'eau des populations affectées par les destructions.

Les projets correspondant visent à réhabiliter des bornes fontaines existants (Oxfam), mais la SODECA n'a pas pu assurer l'approvisionnement en eau et presque la moitié des KBF rénovées ont dû être fermées. Cette situation pose la question de la capacité de la SODECA à fournir de l'eau à la population résidant actuellement sur le territoire desservi :

- Il ne semble pas que cette incapacité soit saisonnière et liée à la saison des basses eaux qui laisse hors d'eau la prise d'eau de la station de pompage ;

- Cette incapacité pourrait être le fait de la destruction de nombreux points du réseau, pour des alimentations sauvages libres et permanentes (sans robinet), ce qui induit une très forte quantité d'eau perdue et donc un affaiblissement de la pression ;

- Pour autant, il est à noter que l'accès à l'eau était déjà insuffisant par le passé. Le 3e arrondissement a un réseau maillé mais non connu.

3. Injecter de l'argent (espèces) dans les communautés urbaines tout en donnant une activité à une population jeune et désœuvrée.

A partir de projets THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre), il s'agit d'assurer des travaux d'intérêt général, de type nettoyage des drains et enlèvement de dépôts d'ordures sauvages. Il est à noter que l'objectif premier est de réinjecter de l'argent dans l'économie locale. Certains travaux de curage ne sont pas terminés (en fonction du nombre de rotations des groupes de travail prévus) et s'arrêtent donc avant l'exutoire du drain ou ont été planifiés dans un quartier précis (THIMO pour anciens combattants démilitarisés) sans pouvoir atteindre leur exutoire. Cela fait peu de sens pour l'usage. Un deuxième objectif a émergé au fur et à mesure : l'activité visible d'un groupe important peut permettre le retour affiché de la société civile dans un quartier déserté et peu sûr. Ces actions participent au retour de la reconnaissance d'un espace public pacifié.

4. Engager les communautés à dialoguer et se prendre en charge

A travers des projets de "cohésion sociale" ou de renforcement de la résilience des populations, tels les Comités de cohésion sociale (DRC). Pour ne citer que ceux-là. Ces ONGs sont tous coordonnés par un organisme CCO (Comité de Coordination des Organisations Non-gouvernementales Internationales en Centrafrique) qui a pour rôle d'assurer la collaboration et la synergie entre les différents ONGs.

ACTEURS NATIONAUX

La dominance des ONGs internationaux dans la ville capitale se fait ressentir au travers d'énormes fonds d'investissements dont ils sont porteurs. La visibilité des ONGs nationaux reste des moindre mais avec un impact important de par leur proximité avec la population. « Le phénomène est connu de tous, les ONGs internationaux possèdent les fonds et les ONGs nationaux sont des exécutants. Il est très difficile pour nous d'avoir des fonds lorsque nous soumettons un projet mais il faut dire que le soutien des ONGs internationaux au nationaux n'est pas négligeable » selon les dire du coordonnateur d'une ONG de la place. Une certaine désorganisation et collaboration entre les ONGs nationaux existaient et des mesure ont été prise pour pallier à cette désorganisation et se confirme par le 1er Forum des ONGs Nationales Humanitaires qui a eu lieu en janvier 2018 avec pour Coordonnateur Humanitaire national : Alexis Guerengbenzi, « tout n'a pas été parfait, nous n'étions pas toujours mieux organisés. C'est pourquoi, l'objectif recherché est d'entamer de profondes réflexions pour permettre la meilleure coordination des actions humanitaires par les ONG nationales ».

LES RENCONTRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

FINALITÉ ET MÉTHODOLOGIE DES RENCONTRES

Dans le cadre de la préparation de l'Atelier d'Urbanisme qui se tiendra à Bangui du 30 juin au 10 juillet 2018, une mission spécifique a été conduite début juin avec pour objectifs de comprendre le fonctionnement quotidien de la ville au travers de témoignages et de récits de vie d'habitants ou de groupes d'habitants.

Il est en effet important, pour des experts ne séjournant dans la ville que sur une courte durée, de bien comprendre le quotidien de la vie des habitants de Bangui. Leurs déplacements et leurs parcours habituels, leurs relations à leur quartier et avec les autres quartiers, leur vécu et perception de la ville ainsi que des améliorations qu'ils souhaiteraient voir dans leur quotidien et/ou dans les fonctionnalités de leur ville.

Le choix des participants (entre 15 et 18 par groupe¹) à ces rencontres a privilégié la classe « populaire », sans responsabilités sociales ou administratives. Le but étant bien de recueillir la parole de ceux qui vivent la ville à travers les facilités et les difficultés de ceux qui possèdent le moins. Les profils présents étaient donc ceux de petits commerçants de détail, de commerçants ambulants, de porteurs, de ménagères, de chômeurs, de malvoyants, d'artisans, d'adolescents vivant dans la rue, d'étudiants et de lycéens, d'artisans (maçon, menuisier, couturier, briquetier...), d'artiste, de moniteur d'alphabétisation ou encore de cultivatrice.

Quatre rencontres ont été organisées pour quatre quartiers de la ville, choisis pour représenter différentes situations au sein de la ville : le quartier « Galabadja sinistrés » l'un des quartiers les plus au nord de la ville et les plus étendus, le quartier « Ambassana Ngouciment » situé au centre de la ville et limitrophe du KM5 qui est la zone de cristallisation des conflits à Bangui, le quartier « Pétévo » situé au sud de la ville et l'un de ceux qui « vit » le plus avec le fleuve, et le quartier Saint-Paul 1&2 qui représente le cœur historique

d'installation de la ville, au sud-est de la ville.

Ces rencontres « quartiers » ont permis de mieux comprendre la réalité de ces quartiers et leurs spécificités, leur rapport au centre-ville, au fleuve et à l'ensemble de la ville. mais aussi aux marchés et aux lieux de divertissement, aux lieux qu'ils évitent (dans leur quartier et ailleurs) et des améliorations qu'ils souhaiteraient voir opérer.

Deux autres rencontres ont été organisées, l'une sur la thématique de la jeunesse, la seconde avec des acteurs économiques, principalement des petits métiers, pour mieux comprendre les usages des quartiers et de la ville par des populations « ciblées ».



Introduction d'une rencontre

¹ Après un échange en grand groupe de (15 à 18), ces groupes étaient subdivisés en deux groupes de travail afin de laisser un temps d'expression important à chaque participant.



Les rencontres se sont déroulées en trois étapes :

1. Travail de visualisation et de repérage par les participants des principaux axes, équipements sur les cartes à l'échelle de la ville de Bangui.
2. Échanges en sous-groupe quartier ou thématique suivant les attentes et les sensibilités (récits, visualisation des cartes et images à l'échelle du quartier, appropriation des illustrations, repérage des lieux et parcours, ébauche de plans les usages, pratiques, lieux de fréquentation, zone interdite)
3. Restitution des échanges après les travaux en sous-groupes par un ou deux participants volontaires. Ils partagent avec l'assistance les grandes étapes de leur travail en groupe, leur vision sur le territoire et les sensibilités qui se dégagent.

Points de repère réalisés par les habitants sur une cartographie de la ville

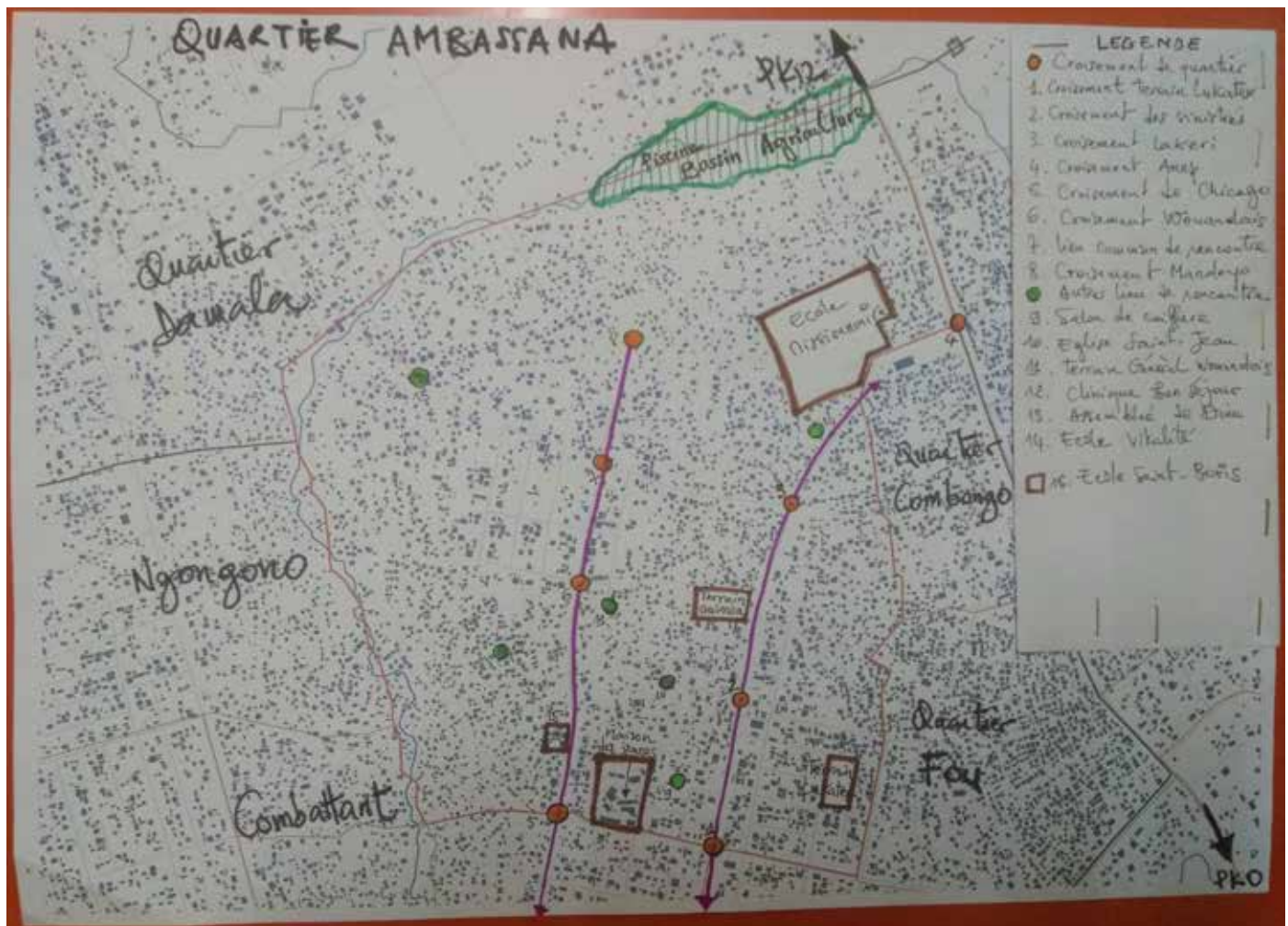


Echanges en sous-groupe



Une restitution

I- Quartier Ambassana



A- LE QUARTIER, LE GROUPE ET LES CIRCULATIONS

Le quartier Ambassana est situé dans le nord de la partie centrale de la ville de Bangui, un peu au sud du PK5. Il se trouve sur l'axe principal qui permet d'aller à l'aéroport depuis le centre-ville. Le chef de quartier est en poste depuis 13 ans.

A l'exception d'un participant qui habite le quartier depuis 6 mois, ils y sont tous nés. Ils ont de petits métiers (trois couturiers, un couturier-artisan, un menuisier-artisan, un maçon, deux footballeurs professionnels, trois commerçants-artistes comédiens, un moniteur d'alphabétisation, un étudiant en droit, trois commerçants de bois de chauffe, d'orange et de boissons locales). Un quart d'entre eux s'exprime mal en français, ce sont principalement les femmes, elles ont eu besoin de traduction. Les participants situent assez bien les grands axes de la ville (avenues de l'indépendance et des martyrs) mais ne savent pas situer précisément les

grands équipements. Même si le lieu d'activité principale de près de la moitié du groupe est basé dans leur quartier ou leur arrondissement, ils sont mobiles sur le reste de la ville pour s'approvisionner en matériels divers¹. L'autre moitié a une activité en dehors de l'arrondissement, ils sont ambulants ou itinérants. Ce qui leur donne une bonne connaissance de la ville.

Les principaux services administratifs se trouvent au PK0 *la mairie n'est pas encore décentralisée*. Cependant, ils se réfèrent au Chef de quartier, à la mairie du 5ème arrondissement, desservie par *les taxi-motos, avant les taxis y allaient*. Ils y vont à la mairie *pour des réunions avec les ONGs, pour l'enregistrement des associations du quartier*. Il faudrait doter la mairie *de matériaux afin que ce soit dynamique*.

¹ Les commerçants achètent leurs produits pour la revente en dehors de leur arrondissement, les couturiers et artisans également

Il y a le commissariat du 5ème, Le commissariat est décentralisé, nous n'avons pas besoin d'aller au PK0. L'Office Centrafricain de Répression du Banditisme (OCRB) se trouve dans notre quartier à Ambassana pour le compte du 5ème. Sur notre arrondissement, nous avons aussi la Maison des jeunes de Malimaka.

Les participants vont dans les lieux de culte parfois hors de l'arrondissement ou ont renoncé d'y aller en raison de la peur de l'attaque de l'église² ? Ils déclarent aller dans le 2ème, au PK12, dans le 3ème arrondissement et dans une église délocalisée car elle était trop proche du Km5.

On trouve dans l'arrondissement la Socatel³, la primature, le siège du palais CEMAC⁴, une partie de l'université de Bangui, le siège administratif du palais des sports. Ils fréquentent l'hôpital communautaire situé dans l'arrondissement. *Il n'y pas assez de place pour la morgue, l'hôpital est petit. L'hôpital⁵ de Malimaka est pire que communautaire, la maternité est à aménager.*

B- LES MARCHÉS

Quatre marchés sont identifiés dans le 5ème arrondissement suivant leur importance. Les marchés ont lieu tous les jours et ils répondent à leurs besoins en produits divers.

- Miskine : *il y a trop de boue dans le marché*
- Yasmandji : *au bord de la route. Ce n'est pas bien positionné. Il est anarchique.*
- Nbenguewe : *bien positionné mais beaucoup de boue*
- Gala-baba : *bien positionné mais beaucoup de boue*

En dehors des marchés situés dans leur arrondissement, les ¾ d'entre eux se rendent pour les besoins de leurs activités dans d'autres marchés de la ville où les activités se sont reportées *après la crise*. Le marché du Kilomètre 5 est *un grand marché mais on ne part pas... ça fonctionne mais pas pour nous*. Les autres marchés de la ville où ils se rendent sont :

Le marché combattant qui se trouve dans le 8ème : *il y a trop de boue*

Le marché du centre-ville au PK0 : il y a une augmentation de la fréquentation de ce marché. Il est devenu petit, il est très dense, *il est trop proche du palais du président. Il est à délocaliser.*

² Ils ont en mémoire l'attaque de l'église Fatima

³ Société centrafricaine de téléphonie

⁴ La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

⁵ Cela semble être un centre de soin

Le marché de Pétévo dans le 6ème arrondissement : *ils sont en voie d'arranger, d'aménager. On a un problème chez nous, l'Etat fait pour nous. Mais les gens qui vendent, préfèrent sortir sur la route. Il fallait une petite sensibilisation pour partager la responsabilité de ce que les gens sont en bordure de route.*

Le marché du PK 12 est à délocaliser parce que c'est sur le grand axe de sortie et le marché se focalise au bord de la route. *Il est très petit. Ce n'est pas un marché... problème de circulation*

C- LES LIEUX DE DIVERTISSEMENT

Les fêtes principales, anniversaires, baptêmes, promesses se font en famille. Les événements culturels sont ponctuels et se font lors de funérailles. Les enterrements ne se font plus dans les villages car les trajets hors de Bangui sont devenus dangereux. Il y a parfois des danses folkloriques à la maison de jeunes de Malimaka pour la population environnante. Les Luttés s'organisent dans des fédérations sportives. Le

centre culturel national⁶ est situé en face de l'hôpital communautaire. C'est un lieu où se déroulent de nombreuses activités socio culturelles.

L'unique sortie sportive de l'arrondissement se fait au terrain Parclé qui appartient à une personne. C'est un espace privé non construit où se déroulent les activités socio sportives. Dans le 5ème arrondissement, il n'y a pas de terrain à la disposition de la communauté. Si le propriétaire du terrain Parclé construit là-bas, *il n'y aura pas d'autre lieu... tout est occupé. Il y a un terrain dans le lycée mais qui appartient au lycée*. La Maison de jeunes n'est pas assez grande pour un terrain de football. Ils se rendent au stade 20 milles places pour les grands matchs.

Pour s'amuser avec des amis, le principal lieu est un cabaret appelé « *pousser entrer* », c'est un lieu non éclairé où il y a de l'insécurité. Certains disent emprunter des livres à la bibliothèque de la maison des jeunes de Malmaka qui n'est pas assez fournie, ils vont lire sous les lampadaires de l'aéroport car *il y a toujours la lumière là-bas*.

De jeunes iraient⁷ au fleuve pour des activités de loisirs, ils iraient sur la plage et nageraient dans le cadre

⁶ Cette structure semble plus institutionnelle qu'usuelle. Il semble qu'aucun d'eux n'y soit allé ni ne connaisse particulièrement des personnes qui s'y rende. Il semblerait que cette institution organise les luttés traditionnelles

⁷ Cette information sur l'usage du fleuve en lieu de loisirs où les jeunes iraient nager mériterait d'être vérifiée car elle a fait l'objet de diverses mises en doute qui semble fondée. Elle a des allures de légende urbaines.

d'activités organisées au niveau de leurs établissements. Ils se rendraient à Mbongo Soa (l'île aux singes) qui n'est pas aménagé.

Le parc du cinquantenaire dans le 1er arrondissement est un lieu de balade pour les habitants. Situé en face du lycée Bouganda ce parc a besoin d'aménagement et de création d'autres activités qui peuvent intéresser les jeunes.

D- LES LIEUX À ÉVITER

On évite le PK5. Moi ? Impossible d'avoir un ami là-bas. Oui j'ai des amis et de la famille. Des personnes de la même famille, on peut s'appeler, on peut se rencontrer à l'intersection, ils peuvent venir chez nous mais nous ne pouvons pas aller là-bas ? Le pk5 est à 500 m. c'est un lieu dangereux pour nous. Crimes tueries... en dehors de ça ... il faut des conditions sécuritaires pour y aller... le désarmement...plus de milices.

E- LES POINTS D'AMÉLIORATION

Les points d'amélioration sont énoncés au fur et à mesure de leur description des équipements et de lieux qu'ils fréquentent ; ils portent sur l'extension de l'hôpital communautaire, les principales gênes dans les marchés sont la présence de la boue, l'occupation de la voie publique par les commerçants, l'étroitesse des marchés du centre-ville et de PK12 qui devraient être délocalisés. Ils pointent l'absence d'espaces dédiés pour l'activité sportive et culturelle dans leur arrondissement. L'éclairage public pourrait faciliter la vie nocturne, la création de nouvelles activités dans le parc de cinquantenaire et le rétablissement des conditions sécuritaires permettrait le rétablissement des relations avec le Km5.

II- Quartier Galabadja

A- LE QUARTIER, LE GROUPE ET LES CIRCULATIONS

C'est l'un des quartiers les plus au nord de Bangui. Il est le plus étendu du 8ème arrondissement de Bangui. Le chef de du quartier est en poste depuis 11 ans.

Le quartier est marqué par ses nombreux points de croisement qui constituent les lieux de rencontre :

- Le croisement Wouandais avec ses nombreux maquis tout autour (vente de poisson fumée ...)
- Le croisement des sinistrés est un lieu commun avec Cabane de la boucherie, Terrain Guimoa et points de transferts de crédit
- Le croisement Mandoya : Points de transfert de crédit et atelier mécanique
- Le croisement ANEP : Station de moto – taxi Le croisement de terrain Lukatex : Station de moto – taxi
- Le croisement de Chicago : Station de moto – taxi.

Le salon de coiffure très fréquenté par les filles du quartier et d'ailleurs.

Les habitants circulent généralement sur l'axe du croisement Mandoya à la maison des jeunes et l'axe école Missionnaire à Lukatex. Ces deux voies constituent des axes forts et sont très animés. Ils structurent la ville et toutes les activités professionnelles, festives, etc. du quartier s'y déroulent.

Les principaux lieux de soin du quartier sont la clinique Bon secours et le centre de soin de l'église Saint-Jean.

Les habitants se rendent au centre-ville et particulièrement à la Mairie pour les papiers administratifs et les cérémonies officielles festives.

B- LES MARCHÉS

Dans les déplacements, le marché Combattant est le lieu d'approvisionnement le plus convoité de par sa proximité. Les habitants s'y rendent par mototaxi ou à la marche. Par contre, les déplacements internes pour se rendre dans les petits marchés du quartier sont souvent effectués à la marche à pied.

C- LES LIEUX DE DIVERTISSEMENT

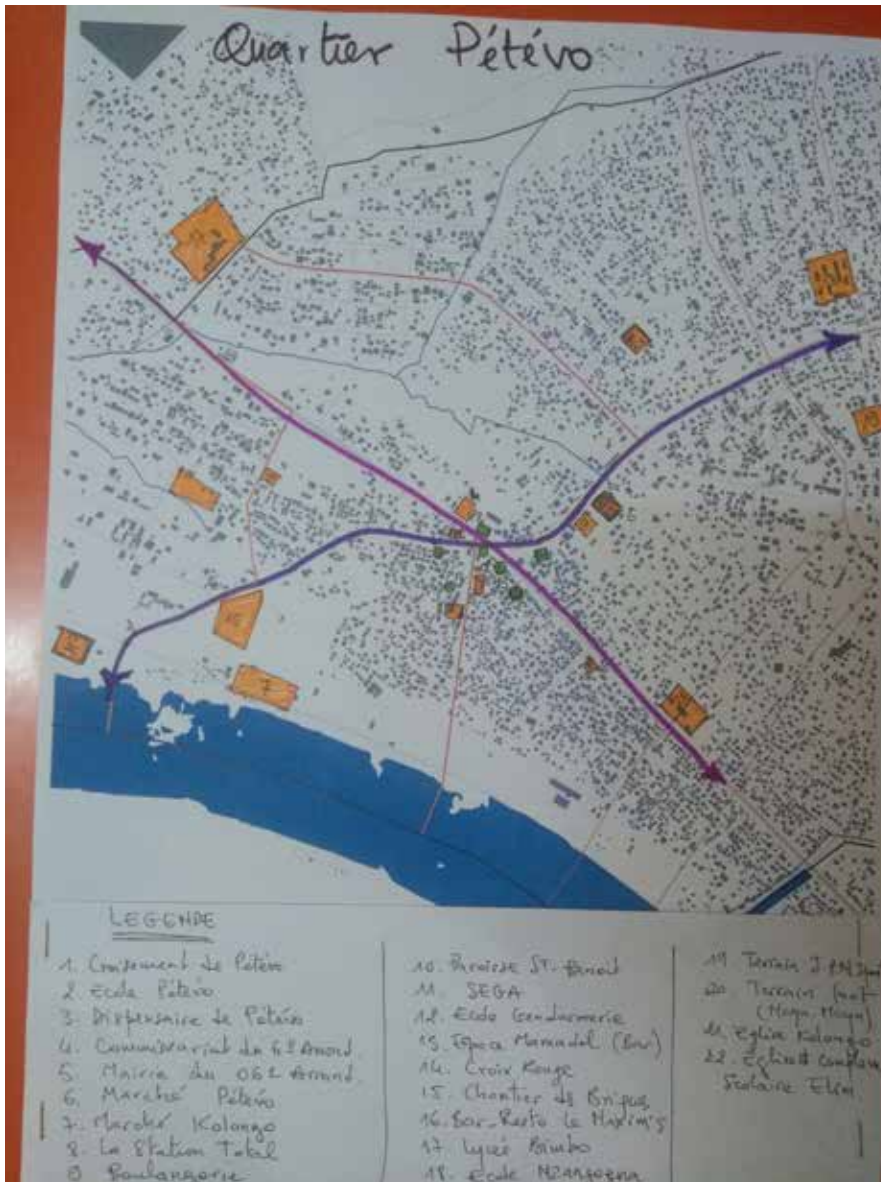
Le terrain Woundais aussi appelé terrain de la verdure est le principal lieu de fête du quartier et même des environs. Auparavant la fête se faisait au niveau du croisement mais maintenant les festivités se déroulent au terrain du général Wouandais proche du croisement. Tous les jours, il y a la fête (la nuit) avec de la musique. Il y a des danses traditionnelles qui y sont organisées. Ce lieu est très fréquenté par les jeunes (hommes et femmes).

Les principaux lieux de loisirs hors du quartier sont ; le fleuve Oubangui du côté de l'ambassade de la France. *On s'y promène parfois pour prendre de l'air. Mais pas trop souvent...*, le stade de 20.000 places pour y boire de la bière

D- LES LIEUX À ÉVITER

Le PK5 constitue un grand lieu d'activité hors du quartier mais c'est un secteur interdit.

III- Quartier Pétévo



La mairie d'arrondissement semble être un point de convergence, notamment les rencontres avec les ONGs. Les participants trouvent que les démarches dans l'arrondissement *ne sont pas rapides pour les papiers*, ils préfèrent aller directement à la mairie centrale. Plusieurs activités de référence sont identifiées dans le quartier notamment sur l'avenue David Dacko où on trouve un atelier mécanique, une machine de sciage de bois (avant le lycée), de rabotage, et vente de meuble de bois. Aux abords du fleuve, se trouve un grand abattoir où travaillent *beaucoup de gens de Pétévo*.

Dans le quartier, le passage des briquetiers¹ qui ont creusé la terre pour en extraire de l'argile a laissé de véritables cratères marécageux aujourd'hui couverte de hautes herbes impraticable car ils s'inondent, débordent et atteignent les quartiers en saison des pluies, mais en saison sèche ces espaces offrent plusieurs raccourcis pour aller d'un point à un autre.

Trois lieux de culte sont identifiés dans le quartier et le principal est Saint Benoit. Les habitants prennent la mototaxi ou font la marche pour se rendre dans ces lieux de travail.

A- LE QUARTIER, LE GROUPE ET LES CIRCULATIONS

Le quartier Petevo est situé à l'ouest de Bangui, et en bordure du fleuve Oubangui. C'est l'un des anciens quartiers de la ville qui comportait la zone industrielle de la ville. Le quartier comporte un grand nombre d'équipements. Au croisement de deux axes qui se croisent au carrefour Petevo : axe fleuve Nord de la ville CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) et axe Bangui – Bimbo (avenue David Dacko). Le quartier a une vie sur les bords du fleuve : marché, sable, activités (abattoir, école de la gendarmerie...). Les habitants n'ont pas forcément besoin d'aller dans le centre de Bangui : l'essentiel est sur le quartier.

B- LES MARCHÉS

Deux marchés principaux sont identifiés dans le quartier. Le marché Kolongo est situé sur l'axe qui borde le fleuve, on peut y trouver le poisson fumé, le manioc, l'huile de palme qui viennent de l'autre côté de la rive en République Démocratique du Congo. Le marché de Pétévo profite aujourd'hui d'un effet de transfert de PK5², la gamme de produits qu'on y trouve s'est étoffée avec l'arrivée de nouveaux commerçants et acheteurs ce qui est globalement bénéfique au quartier, mais comporte aussi des mauvais côtés : davantage *de petite délinquance... quelques bandits qui se cachent à pétévo*, conflits d'usage plus importants sur le marché Petevo (entre commerce, avec les taxis), beaucoup d'accidents

¹ Des producteurs de brique (élément de construction constitué de terre argileuse crue séché au soleil ou cuite au four. Employée principalement dans la construction des murs)

² Le marché de PK5 situé en zone de crise et principalement musulman n'est pratiquement plus fréquenté par un grand nombre d'habitants. Le marché Pétévo étant le plus proche, il accueille de nouveaux commerçants et acheteurs

graves de la route aux abords du marché.

Les participants relèvent quelques « problèmes » au marché Pétévo : *hygiène, pas de dépôt d'ordures, boue en saison des pluies, pas de parking véhicules et pas de station de taxi.*

C- LES LIEUX DE DIVERTISSEMENT

Les participants indiquent beaucoup de lieux de fête notamment, « Maman Adèle », le « Maxim's », « La table d'or », « La mort subite » où on peut manger, boire et/ou danser.

Durant leur temps libre, les habitants vont dans le quartier du stade des 20 000 places, sur les bords du fleuve, à la plage, pour se détendre, *beaucoup vont à la campagne pour voir la famille et boire du vin de palme.*

D- LES LIEUX À ÉVITER

Dans le quartier, certains lieux sont à éviter notamment au niveau du croisement, derrière le marché Pétévo, il y a des jeunes qui viennent du PK5 et qui squattent les lieux et agressent les passants surtout la nuit.

En dehors du quartier, avant les conflits, les jeunes allaient soit au lycée Bimbo, soit au lycée Fatima. Depuis le lycée Fatima a été rapatrié dans une école près du carrefour pour des raisons de sécurité. Plus généralement, tout le monde évite le PK5 *on ne part plus là-bas.*

IV- Quartier Saint-Paul



A- LE QUARTIER, LE GROUPE ET LES CIRCULATIONS

Le quartier Saint Paul (1 et 2) s'est construit autour de la paroisse Saint-Paul dont l'installation historique date du 15 août 1894. Situé à l'extrême est de la ville, ce quartier du 7ème arrondissement est principalement desservi par la route qui longe le fleuve au pied la colline sur laquelle s'adosse une partie de l'arrondissement.

Les participants résident à Saint Paul un et deux. Ils sont pour la plupart voisins et se connaissent. Ils ont diverses activités et profils notamment élève du second degré, étudiant, acteur associatif, artiste, entraîneur d'art martial, ménagère, petits commerces d'achat et revente journalière.

En dehors de l'élève, de la ménagère et de celle qui réalise un commerce d'achat et de revente journalière qui se rendent ou transitent en moyenne une fois toutes les deux semaines, ces habitants, transitent ou se rendent au centre-ville entre trois et six fois par semaine.

Dans leur arrondissement, on n'y trouve que des cliniques et centres de santé, (Oungo, Saint-Joseph, Sos, Ngaragba) pour des besoins sanitaires plus importants, il faut aller loin en ville, nous n'avons pas d'hôpitaux chez nous, dans tout l'arrondissement. Lorsqu'il pleut, les participants qui résident près de la colline subissent les inondations et les coulées de boue.

B- LES MARCHÉS

Ils se ravitaillent en produits alimentaires dans quatre « petits marchés » de leurs quartiers qui semblent être au moins pour moitié des regroupements de commerce en bordure de la route. Ce sont les marchés de Simanza, Kaissai, le marché de Oungo, qu'ils décrivent comme moins cher, achalandés et se situant près de la frontière avec la République Démocratique du Congo. Dans leur arrondissement, se situe également le marché de Port São qui centralise les produits qui arrivent de l'arrière-pays, de l'amont du fleuve et du Congo. Ils y déplorent la présence d'agents qui les obligent pour quelques achats qu'ils y effectuent de s'acquitter des sommes variables pour de phytosanitaire et de douane. L'absence depuis la crise d'enlèvement de déchets qui terminent près des

cours d'eau est une grande source d'inconfort dans ce marché.

C- LIEUX DE DIVERTISSEMENT

De nombreux lieux de divertissements existent, ce sont des *caves*, pour boire et danser, il y a entre autres ; *Sélection, Bon Samaritain*, et lorsqu'on n'a pas beaucoup de moyen, on peut aller dans des endroits moins aménagés pour consommer des boissons locales communément appelés *200soulé*.

Les femmes du groupe déclarent ne pas avoir de loisirs. Pour les hommes, il est question d'art martiaux, de musique (concert religieux), de lecture à la bibliothèque Champiyard où ils peuvent s'abonner à 2500 par an pour emprunter des livres.

Des lieux où ils peuvent prendre des photos sont le Port São, devant la barrière de l'ambassade de France, à SOS village d'enfants. D'autres loisirs sont souhaitables comme *de pouvoir voir Bangui d'en haut avec des avions*¹ l'aménagement d'une plage, la réouverture du parc de la Coline de la panthère qui n'existe plus depuis les événements du 28 mai 2001.

*Je ne sais pas pourquoi mais personne ne célèbre son mariage dans la mairie d'arrondissement. Depuis que je suis né, je n'ai jamais vu ça. Célébrer son mariage à la mairie d'arrondissement c'est la honte*².

D- LIEUX À ÉVITER

Les lieux à éviter sont la rocade qui n'est pas une route où peuvent aisément circuler les véhicules *même les motos ont du mal à y circuler. Il y a les coupeurs de route là-bas*. Ils évitent aussi d'aller au quartier KM5. C'est très dangereux là-bas. Ils tuent les gens qui passent par là. *Ils ont tué mon voisin qui passait vers là-bas. Il était à moto*.

Trois quarts des participants ont des

¹ Après discussion avec d'autres membres du groupe qui déclare que c'est irréalisable et trop cher, l'animatrice du groupe suggère l'utilisation de Mongolfière immédiatement adopté par l'habitant qui lors de la restitution de groupe l'indique avec vigueur.

² Les participants pointent la non décentralisation de ce service dans les arrondissements. A la suggestion de savoir si dès la semaine prochaine les maires d'arrondissement pouvaient célébrer le mariage le ferait-il ? ils disent que la mairie n'est pas aménagée. Ils semblent disponibles à célébrer leur mariage dans leur arrondissement si un lieu bien aménagée y était dédié.

connaissances et avaient des relations avec les habitants musulmans étrangers du KM5. Ils ont de relations et protègent les centrafricains convertis à l'islam qui vivent dans leur quartier. L'un des participants dit avoir été à l'origine d'une démarche de recherche de fonds pour la reconstruction de la mosquée après sa première destruction. Il dit hésiter à refaire la démarche après la découverte dans la mosquée d'armes à feu lors de la seconde destruction de la mosquée. Il se dit néanmoins prêt à recommencer la démarche de reconstruction dès que les esprits seront calmés car il y a toujours *des mauvaises personnes partout*. L'un d'eux parle d'une action de groupe de musique rap composés de jeunes du quartier KM5 et ceux d'autres quartiers organisés par l'association Cord'aid où pendant six mois, ils ont travaillé ensemble avec d'autres jeunes musulmans à la création et à l'interprétation de chansons. Ils ont sillonné les quartiers de Bangui pour sensibiliser à la paix à travers la musique. A la fin du projet, ils ont continué à se voir mais depuis les récents événements, ils communiquent de moins en moins ensemble. Un autre parle de sa fiancée et de ses beaux-parents musulmans qui se trouvent bloqués au KM5. Il dit avoir de moins en moins d'espoir de pouvoir se marier avec elle. Il n'est pas rassuré de faire venir sa fiancée dans son quartier car il ne sait pas si ses voisins peuvent la prendre pour cible.

E- POINTS D'AMÉLIORATION

Comme élément d'amélioration de leurs quartiers, ils pointent en montrant la carte de leur quartier, le fait qu'il soit très touffu, *les routes ne sont pas tracées dans les quartiers*. On est obligé de porter les malades sur les motos pour sortir du quartier, les voitures ne peuvent pas passer. Il y a juste un centre de formation de football dans notre arrondissement, pas d'autres lieux pour la formation ou les hautes études. Nous n'avons aucune entreprise ou services administratif.

V- Groupe acteurs économiques

Le groupe dénommé acteurs économique est constitué d'hommes et de femmes exerçant de petits métiers généralement non choisis, *c'est pour gagner ma vie*. Leur scolarité est sommaire (généralement le primaire) et ils n'ont pas reçu de formation formelle pour le métier exercé. Ces « choix » font parfois suite à un contexte difficile, (décès d'un parent, situation difficile de la famille, être en position d'ainé¹) *j'étais obligé de trouver un travail. Alors vu que je n'étais pas compétente à aucun travail, j'ai décidé de faire le commerce*².

C'est ainsi que se révèle de « petits » métiers qui correspondent à des tâches³ spécifiques au sein d'une filière : vendeurs de sable, briquetiers, porteurs / dockers, commerçants détaillants, transporteurs (taximan, pousseur), cultivateur/trice – commerçant/e.

A- LES VENDEURS DE SABLE

Le sable est acheté à un piroguier. Il est entreposé en se faisant aider par les porteurs en bordure du fleuve afin de le vendre. Les prix sont fixes et mesurés à la brouette⁴ de 4000F le gros sable et de 5000F le petit gravier. Les acheteurs viennent sur place en bordure de la rivière acheter, parfois avec des camions. Pendant la saison des pluies, c'est plus compliqué car le niveau de la rivière monte, les piroguiers atteignent moins facilement le sable qui se trouve au fond, il y a donc moins de sable proposé à la vente. Les vendeurs font partie d'une association qui répartit les emplacements sur le bord de la rivière et qui gère les conflits.

B- LES BRIQUETIERS

Ils ont besoin de s'installer à un lieu où ils peuvent accéder à la terre argileuse jusqu'à épuisement du site. Ils vendent leurs briques au même prix quelque soient les acheteurs. Les prix sont plus élevés en saison des pluies car temps de fabrication et de séchage est plus long. Les fagots de bois pour alimenter le four viennent de RDC (République Démocratique du Congo) par pirogue. Cinq personnes sont nécessaires pour faire fonctionner une briqueterie : un pelleteur de terre, un compresseur, un ramasseur, deux personnes pour ranger et gérer le four. Ils sont affiliés à une association au niveau de

¹ Etre l'ainé dans une famille « oblige » à prendre soin de ses cadets qui sont considérés comme les premiers enfants de l'ainé.

² Le commerce est souvent le recours de ceux qui n'ont pas de qualification.

³ Une tache=un métier

⁴ 13 brouettes environ font 1m³

leur arrondissement. Il leur faudrait *un site plus grand et un prêt bancaire acheter davantage de matériel pour développer leur activité.*

C- LES PORTEURS / DOCKERS

Ils sont spécialisés dans le déchargement ou le chargement les cargaisons de marchandises qui passent par le fleuve soit au port Amont ou au port villa Kolongo en aval. Ils sont munis d'un agrément valable pour l'ensemble de la ville mais ils se sont répartis entre eux les secteurs ; amont, aval ou centre-ville.

Ils sont affiliés à un syndicat qui est l'interlocuteur unique et qui répartit les tâches en fonction des demandes des transporteurs ou des navigateurs. Ils sont payés à la tâche, le prix est fixé sur place avant d'effectuer le travail.

Les principaux produits en provenance de RDC sont, le bois, le manioc, le maïs, l'huile de palme, l'arachide, la banane... les produits partant de la RCA (République Centrafricaine) : sel, sucre, savon, essence...

D- LES NAVIGATEURS

Ils conduisent les bateaux qui transportent les marchandises et les personnes entre les deux rives. Pour eux, il n'y a pas de primauté des propriétaires de bateaux de RDC ou RCA, *c'est assez dispersé et varié*. L'activité est insuffisante pour être rentable malgré un regain récent.

E- LES COMMERÇANTS DÉTAILLANTS

Les points d'approvisionnement des produits manufacturés sont toujours situés non loin du KM5 où se rend un des participants commerçant détaillant pour s'approvisionner afin de revendre dans son quartier. Pour les produits agricoles, c'est plutôt Bimbo⁵ qui est privilégié par une participante commerçante pour approvisionner sa boutique située au centre-ville.

Ces activités de commerce au détail se fait souvent en occupant l'espace public⁶ avec des échoppes tolérées par l'administration. Les profits sont destinés à couvrir les besoins de la famille⁷, elle est souvent pratiquée en relais entre frères sœur ou conjoint afin de couvrir toute l'année une amplitude horaire de travail entre 10 et 17h par jour.

⁵ Bimbo est une ville faisant désormais partie de l'agglomération de Bangui. Elle est située à 15km dans la préfecture d'Ombelle-M'Poko dont elle constitue le chef-lieu et l'une des six sous-préfectures.

⁶ Trottoirs, bords de route

⁷ Une participante indique que l'activité lui a servi à payer la scolarité de ses jeunes frères qui sont devenus des ingénieurs

Exceptés de taxes et d'impôts directs, ces commerçants s'adhèrent dans des tontines hebdomadaires pour faciliter l'épargne et l'investissement. La fluctuation des prix de leurs produits et la baisse de fréquentation de leur clientèle depuis la crise sont leur principale source d'inquiétude.

Elle travaille toute l'année sur une amplitude horaire de 12h par jour et n'est affilié à aucune organisation de métier. Sa principale préoccupation est la conservation *qui est un problème réel, parfois nos produits pourrissent.*

F- TRANSPORTEURS (TAXIMAN, POUSSEUR⁸)

Le taximan transporte des clients et leurs marchandises dans la ville à l'exception du KM5 pour un tarif allant de 1500 à 3000F suivant la distance. Le pousseur qui a pour point d'attache le port de Kolongo transporte des marchandises suivant les besoins à travers la ville contre une rémunération allant de 500 à 4500F en fonction de la valeur de la marchandise, son poids, son volume et la distance à parcourir.

Le chauffeur de taxi *cotise* chaque trimestre dans un syndicat *bien* structuré et reconnu par l'Etat. Le pousseur fait partie d'une association non officielle et donc pas reconnue par l'Etat. Le chauffeur de taxi travaille toute l'année sur une amplitude horaire journalière de près de 15h pendant que le pousseur travaille en moyenne 10h par jour. Les principales préoccupations du taximan restent l'insuffisance voire l'absence des lieux de stationnement pour les taxis dans la ville, les braquages dont ils font parfois l'objet surtout la nuit dans des rues peu éclairés. Le pousseur s'expose en permanence au risque d'accident lié aux difficultés de co-utilisation de la route par les taxis, motos, bus et camions.

G- CULTIVATRICE - COMMERÇANTE

Ayant hérité un espace de 3 hectares ou elle cultive des produits vivriers, cette participante assure son approvisionnement permanent en produits en se rendant au marché du KM5 où elle achète divers produits vivriers⁹ qu'elle conditionne pour la revente sur le marché de son quartier. Son activité *marche super bien* même si avec la crise les gens n'achètent pas *fréquemment*. Elle travaille en famille, *j'implique certains membres de ma famille dans la chaîne.*

⁸ Terme désignant celui qui conduit le pousse-pousse qui est une charrette à deux roues à traction humaine servant à transporter les marchandises. C'est en général un moyen de transport très bon marché puisqu'il ne consomme pas de carburant. Les pousseurs font en général preuve d'inventivité pour transporter sur leurs engins des quantités impressionnantes de marchandises. En effet, ces engins peuvent parfois transporter jusqu'à 600 kilos de marchandises en traction humaine (l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation situe la charge normale entre 200 et 500 kilos). Leur rayon d'action (en traction humaine) est de l'ordre de 10 kilomètres. Ils font généralement le lien entre demi-grossistes et détaillants.

⁹ sacs d'arachides, oignons, gombo, ail, cubes

VI- Groupe Jeunes

A- LE GROUPE ET LES CIRCULATIONS

Constitué de seize participants, les « occupations » déclarées sont les suivantes : deux ménagères¹, une élève, un étudiant, un responsable de groupe traditionnel, un animateur socioculturel. Ils disent qu'il y a cinq principaux marchés dans la ville.

Les démarches administratives sont centralisées sur le PK0 *ce qui cause beaucoup de lenteur*. La légalisation des documents coûte entre 500 et 1000F et l'établissement d'un acte de naissance coûte 1500

B- LES MARCHÉS

Le marché de la réconciliation ou marché central offre des produits manufacturés de qualité et à bon prix. Il est très dense, les marchant étalent les marchandises par terre, il pourrait être construit sur deux étages, ou élargi² derrière où il semble y avoir de la place, la gestion des déchets du marché est à prendre en compte.

Le marché Pétévo propose de bons légumes et à bon prix, il y a beaucoup de boue, il semble saturé car *toutes les femmes veulent vendre, les hommes aussi*. Police et les femmes qui fuient avec leurs marchandises. Il y a beaucoup d'accidents de la route.

Le marché Miskine vient d'être aménagé. Il est agréable d'y faire des courses, il est moins saturé, mais il s'inonde facilement car les canalisations n'ont pas été bien faites. Marché éclairé.

Le marché artisanal, il est bien installé, il comporte majoritairement des musulmans (sénégalais, maliens, tchadiens). Mais de nombreuses personnes³ créent un prolongement informel de ce marché en s'installent le long des routes à l'air libre.

Le marché Seydou est bien pour ses prix et les produits. Il est en réfection. Il y a aussi beaucoup de commerçant qui sont installés à l'extérieur.

¹ Constitué de seize participants, les « occupations » déclarées sont les suivantes : deux ménagères²⁵, une élève, un étudiant, un responsable de groupe traditionnel, un animateur socioculturel. Ils disent qu'il y a cinq principaux marchés dans la ville

² Un des participants souhaiterait que les améliorations du marché soit semblables à celui de Brazzaville au Congo (il n'y a jamais été mais en a entendu parlé)

³ Un des participants est installé à l'extérieur de ce marché depuis trois ans et y vend des produits manufacturés

C- STRUCTURES DE FORMATION ET D'ACCUEIL POUR JEUNES

Ils semblent ne pas être informés ni fréquenter de telles structures, ils sont souvent invités à faire l'objet de sensibilisations notamment pour la prévention des maladies. Certains parlent de divers séminaires et formations organisés par les ONGs. Quand aux formations métiers, *il y a des centres, il faut avoir l'argent... en plus, il n'y a pas de suite ... on te forme et après, il n'y a pas de travail...*

D- LIEUX DE DIVERTISSEMENT

Les fêtes se font généralement dans les familles. Avec des amis, ils vont dans les bar-dancing, à l'alliance française, à la pâtisserie, en face de l'union européenne, ils font des pique-niques, l'un d'entre eux a un terrain où il envisage se construire une maison à 28km de Bangui où il va se retrouver des amis avec lesquels il déguste la boisson locale.

Le parc du cinquantenaire a été désigné par la moitié des participants comme étant un lieu de divertissement. Ce lieu a été vivement critiqué par deux des participants *il y a quoi là-bas ? il n'y a rien là-bas... en dehors de manger et se saouler il y a quoi ?*

Un autre parle d'une association dont il est un des créateur baptisé Association des Jeunes du Baccaauréat⁴ qui concernait les jeunes ayant obtenu leur baccalauréat et qui a présent est ouverte à tous. Ils y ont créé une tontine⁵, et organise les rencontres au domicile des membres. Cela lui a permis de connaître quasiment tous les quartiers de Bangui. Cette rencontre avec les membres de son association est pour lui sa principale source de loisirs.

Les loisirs plus classiques comme regarder le match à la télé se fait souvent dans des bars ou à la maison avec les amis. Un participant pratique et donne cours de taekwondo et le judo. Il se rend en salle pour cela. Certains se rendent au stade 20 milles places pour y voir un match ou pour se divertir.

⁴ L'association comptait 11 membres à la création en 2016, elle compte à présent 32 membres. Deux des participants sont membres de cette association

⁵ La tontine est une association collective d'épargne, qui réunit des épargnants pour investir en commun dans un actif financier ou dans un bien dont la propriété revient à tour de rôle à une partie des souscripteurs.

E- LIEUX À ÉVITER

Unanimement, ils parlent du PK5 sans autre commentaires. En leur demandant plus de précisions sur les relations exactes qu'ils ont avec les personnes qui y habitent, au moins la moitié des participants parlent de relations familiales et amicales qui y résident. *Ma tante habite là-bas ... elle s'est convertie à l'islam depuis longtemps ... avant j'allais là-bas ... mais c'est fini j'ai peur qu'on ait changé sa tête et qu'elle peut me faire mal. Oui je voudrais l'inviter ici mais elle ressemble trop à une musulmane avec son habit et tout ça.... Je ne sais pas ce que mon voisin a dans son cœur, il peut lui faire du mal. Un autre s'exprime avec beaucoup d'émotion d'un ami musulman qui est là-bas. Je lui ai envoyé le crédit de téléphone il y a moins d'une semaine...c'est compliqué et ça fait peur.*

F- LES POINTS D'AMÉLIORATION

Pour certains, il faut diminuer le nombre de gargotes et de buvette au stade 20 milles places et surtout au parc du cinquantenaire. Les remplacer par des bibliothèques, des cinémas, des salles d'échanges, des jeux pour enfants ... *des choses culturelles ou éducatives pour amener les enfants là-bas.*

Le terrain de basket est à aménager, les gradins et l'herbe n'est pas entretenu. La manière générale, il faut arranger les canalisations de la ville... l'eau, la boue dérange beaucoup.

Ce qui en ressort

Loin de résumer le contenu des rencontres qu'il est toujours préférable de parcourir, cette partie vise à faire remonter quelques mots clés, et à fournir des informations croisées et des hors champs qui permettront peut-être de faciliter une vue globale de l'ensemble des rencontres.

Les quartiers situés au nord (Galabadja Sinistré) et au centre (Ambassana) semblent avoir le moins de rapport au fleuve. Pétévo a une présence plus marquée sur le fleuve, à travers le port de déchargement de marchandises, le marché, l'abattoir, le quartier Saint-Paul dont les berges du fleuve sont occupées par l'église utilisent moins le fleuve mais il reste présent dans la représentation de leur quartier.

Les habitants ne semblent pas très mobiles sur d'autres quartiers, peut-être pour des raisons économiques, la plupart des participants sont nés et vivent dans leur maison de naissance ou dans leur quartier. Peu d'entre-deux ont voyagé et sont quittés de Bangui ou ont séjournés ailleurs que leur quartier. Ils semblent attachés à leur quartier et se projettent dans une amélioration de celui-ci. Ils n'ont exprimé le désir de résider dans d'autres quartiers qui offrirait de meilleures possibilités pour eux.

Très peu d'entre-deux ont des activités liées à la terre ou à l'élevage qui semble ne pas être perçue comme une activité valorisante.

La quasi-totalité des participants conviennent que la crise qui se matérialise par l'évitement du KM5 *n'est pas question de chrétien ou de musulmans*. Ils semblent regretter cette situation qu'ils expriment comme étant durable. Les participants d'Ambassana semblent avoir le plus de relations, amis et connaissances dans tous les arrondissements la position centrale de leur quartier est peut-être un atout.

Des axes d'amélioration ont été énoncés notamment étoffer l'offre de la bibliothèque la maison des jeunes, associer les activités socioculturelles et éducatives à celles existant au stade 20milles places et au parc du cinquantenaire, mettre à disposition dans les quartiers ou tout au moins dans chaque arrondissement un espace d'activité socio-culturelles et sportive, aménager certains marchés de façon à résoudre éliminer la présence de la boue, mieux gérer les déchets issus de ces marchés, sensibiliser les commerçants et les acheteurs afin qu'ils arrêtent de vendre à l'extérieur des marchés, délocaliser les marchés du Centre-ville et de PK12, améliorer l'éclairage public, créer de l'activité économique de référence dans les quartiers, tracer les routes dans les quartiers etc. toutes ces propositions et bien d'autres sont le signe de l'existence d'une « réflexion » des usagers de la ville que ces rencontres ont permis de révéler. Après la mise en œuvre de ces rencontres où les participants ont été choisis parmi la majorité des personnes qui se débrouille et qui vont vivre la ville, on est en droit de se demander comment les ateliers ont pu se passer du regard, de la commande de cette société civile dans sa mise en œuvre.

Ont pris part à ces rencontres

QUARTIER PÉTÉVO

- 1- AZOU Célestin
- 2- GOBIAN Moïse
- 3- BOGBEYATE Junior
- 4- ADENZI Daniel
- 5- GOGOHE Lubin
- 6- NGDACHIMA Eric
- 7- AZOU Yacinthe
- 8- WOHAMDET Derick
- 9- BILI Marie- José
- 10- GBOTEKIA Adelaïde
- 11- VOUGBO Laure
- 12- KOZIAMA Lea
- 13- NZOKI Belvia
- 14- BALLEY Guilain
- 15- GREKONZI YANGHAS Anicet
- 16- MOKO BANGO Vital

QUARTIER SAINT PAUL

- 1- LOUGOUSSOU Achille
- 2- DANGASSA Eloges
- 3- NDAKAULT Justin
- 4- GREM-GNI MBOMBA
- 5- BELADE Caroline
- 6- MBAYA Davilla
- 7- SAKA Félicité
- 8- NGOUSSOU MALE Merlin
- 9- TANGA Freddy Joachin
- 10- NAKOMBO Junior
- 11- BAMBALA Christelle
- 12- KOSSI Sturbin
- 13- YANGOU Emilienne
- 14- KOUMBOU Aubin
- 15- ZOUNGUERE Adam

QUARTIER GALABADJA SINISTRÉ

- 1- MADJI Dieu-mercia
- 2- TOGONALET Azoumie
- 3- SAKANAKO Kadidja
- 4- GAZAKARA BFiacre
- 5- BELLA Robin Michel
- 6- MBAÏTAR Guy Gylva
- 7- NGOMALE Cedrick
- 8- BOUMALET Junior
- 9- SAKOU Yanick
- 10- DOUGAMENDJI Alexi
- 11- ZOBELLE Franclin
- 12- MALEKETE Stephan

- 13- KIEYATI Dieu Beni
- 14- FERENA Kedy
- 15- DAMBA Magloire

GROUPES TRANSVERSAUX

- 1- NGBESSIKI Ghislain
- 2- NDAKOEMA Kévin
- 3- MATONGO Guy
- 4- KONGA Brice
- 5- TACHAU Judieaël
- 6- OKOKO Dieu Béni
- 7- OROFEI Dieu ben
- 8- NAN NGANABOY Belfort
- 9- PASSEPAUM Cyrus
- 10- SWGA Bruno
- 11- SENGUE Pélagie
- 12- NAZESSABA
- 13- BOBAYATE Marie Rita
- 14- KOGALOMOKO Gisèle
- 15- DADON Aimé Gislain
- 16- MEYIDE Patrick
- 17- KOSSIKA ATA Paterne
- 18- GOUNDJI Yowane
- 19- DONARBAZE Gracias
- 20- OGLAMI Leticia
- 21- GANDO Helena
- 22- GUEKALE Romaric
- 23- KOSSI PESSINAME Elie

Ces rencontres ont bénéficié de la contribution de Christine Lepoittevin Christophe Bayle (réflexion) Terric Jouaillec et Peguy Satchie (réflexion et Choix des participants et animation) Véronique Valenzuela (réflexion et animation) Vincent Bourjailla et Lamine Ousmane Casse (réflexion, animation et compte rendu) Blandine Olive Tchamou (réflexion, animation, et rédaction du document de synthèse).

Dernières questions en suspens au démarrage de la session Bangui 2018

L'analyse transversale de la ville de Bangui a permis de dégager plusieurs faiblesses auxquelles les autorités locales sont confrontées mais également de révéler sa spécificité qui fait ses potentialités. Tout d'abord, petit poste militaire stratégique dont le choix du site fut controversé, la ville a connu une croissance démographique importante au fil des années soutenue par une urbanisation irréversible vers l'aire métropolitaine. Ce développement est caractérisé par l'utilisation de plusieurs documents de planification quasi obsolète mettant en relief la faiblesse des pouvoirs publics à faire face au phénomène d'urbanisation anarchique dont les conséquences sont physiquement perceptibles.

Tous les secteurs sont touchés, et s'avère souvent très sensible. La ville fait face à la paupérisation persistante, à l'inégalité sociale, à l'inadéquation des équipements d'infrastructures et de superstructures. Plus encore la forte proportion des KODOROS constitue un véritable obstacle au développement de la ville accompagné des problèmes cruciaux tels que le manque d'adduction en eau potable, la mauvaise gestion des déchets, le mauvais état des routes, la question de la bonne gouvernance, pour ne citer que ceux-là. La commune de Bangui manque de structures efficaces de gestion et d'utilisation rationnelle de l'espace urbain.

Les problèmes que connaît actuellement la ville, ne sont que le reflet des faiblesses cumulées depuis plusieurs décennies. Cet état de cause compromet le développement harmonieux et durable de la ville et surtout de l'organisme Grand Bangui car Bangui étant la pièce maîtresse de cet ensemble. Si elle est en défaillance ceci ne donne pas bon présage pour le reste. Néanmoins, les mesures incitatives de manière générale au niveau de Bangui, en matière d'intervention dans divers secteurs du drainage des eaux, restructuration de certains quartiers, rénovation et reconstruction de l'habitat activés par les bailleurs de fonds, ONGs internationales et nationales ont donné un visage urbain de Bangui prometteur. L'Atelier de maîtrise d'œuvre urbaine est une opportunité pour créer une association entre les dynamiques individuelles et une dynamique collective qui serait ajustée au mouvement profond de la société civile. Au-delà de son cadre associatif, à travers les propositions effectuées par les experts, elle pourra nourrir les réflexions des autorités locales sur les stratégies de développements à mettre en place afin d'impulser le développement urbain du grand Bangui.

BIBLIOGRAPHIE

Cyriaque Nguimalet, *Population et croissance spatiale : Diagnostic et implication pour une gestion urbaine de bangui* "Paper presented to period workshop on urban population, development and environment dynamics in deloping countries ; jointly organization by CICRED, PERN and CIESI. with support from the APHRC, Nairobi(Kenya) 11-13 june 2007.

Cyrille Rufin P. Yadakpa, *L'occupation anarchique de l'espace urbain, ses causes et ses conséquences : l'exemple de la ville de bangui*, mémoire de 3ème cycle, ENAM43 (Bangui RCA), 2009.

Mesmin Guenguebe Mbari, *La dynamique du grand bangui et ses enjeux de developpement : quelle strategie d'amenagement des pseudo-villages urbains ?*, Mémoire de fin d'étude, EAMAU (Lomé, Togo) juillet 2012

François Villien, Pierre Soumille, Pierre Vidal et Jean Pierre Pirovano, *Bangui, capital d'un pays enclavé d'afrique centrale*, 1990

Antoine Panguéré-Poucra, *L'architecture coloniale du centre-ville de bangui (rép. Centrafricaine) : essai sur un patrimoine urbain en décadence*, in Les cahiers d'outre-mer Revue de géographie de bordeaux 261 | janvier-mars 2013 métropoles et villes du sud, lundi 20 mai 2013 ,contact : ezingopaca@yahoo.fr

Programme économique régional volet centrafricain, CEMAC, mai 2011

Marie-France Adrien-rongier, *Les kodro de Bangui : un espace urbain « oublié »*, In: Cahiers d'études africaines, vol. 21, n°81-83, 1981 : villes africaines au microscope, p. 93-110

Villien François, *Habitat et habitations dans les quartiers populaires de Bangui*, in: cahiers d'outre-mer. n° 151 - 38e année, juillet-septembre 1985, p. 235-262

Anne Burlat, *Le contexte urbain à Bangui : entre actions humanitaires, reconstruction et projets de développement*, Mission réalisée du 10 au 18 mars 2016 groupe URD, 18 avril 2016

Anne Burlat et Jean Bosco Abderamane, *Lorsque la réponse humanitaire requiert des politiques de développement urbain la réponse humanitaire à la crise des personnes déplacées de Bangui*,

Philippe Cabanius (consultant de la cnuCED), *Amélioration du transport de transit dans la région d'afrique centrale*, rapport rédigé à l'occasion de la Première session du comité intergouvernemental préparatoire de la conférence ministérielle internationale sur la coopération en transport de transit, New York le 23-27 Juin 2003

Jacques Serre et Juan Fandos-Rius, *Répertoire de l'administration territoriale de la republique centrafricaine*, l'Har-mathan, 2014

Yves Boulevart, *Bangui 1889-1989 Point sde vue et témoignages*, Ministère de la Coopération et du Développement

Emmanuel Chauvin, *Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'afrique - bangui (1996-2001)*, Enjeux, 2009, 40, p. 30-38.

Clément Boute-Mbamba, *Bangui est-il notre avenir? "26 juin 1889-26 juin 2010: cent vingt et un ans."*

Villien François, *Habitat et habitations dans les quartiers populaires de bangui*. in: cahiers d'outre-mer. n° 151 - 38e année, juillet-septembre 1985. pp. 235-262

Première mission d'agrisud à bangui le 04/04/2016 dans agriculture urbaine et périurbaine de bangui diagnostic et orientations pour l'action

Audit urbain de bangui, Source inconnus, 2016

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme, Bangui ...

